



COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN
GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK

CONSEIL COMMUNAL DU 31 AOÛT 2016
GEMEENTERAAD VAN 31 AUGUSTUS 2016

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Michel Eylenbosch, *Président du Conseil/Voorzitter van de Raad* ;
Françoise Schepmans, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Ahmed El Khannouss, Sarah Turine, Patricia Vande Maele, Abdelkarim Haouari, Karim Majoros, Jan Gypers, Ann Gilles-Goris, Olivier Mahy, Annalisa Gadaleta, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Jamal Ikazban, Houria Ouberti, Mohammadi Chahid, Badia El Belghiti, Pierre Vermeulen, Paulette Piquard, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Khadija El Hajjaji, Gerardine Bastin, Danielle Evraud, Mohamed El Abboudi, Lhoucine Aït Jeddig, Dirk De Block, Michaël Vossaert, Nader Rezik, Farida Tahar, Hassan Rahali, Shazia Manzoor, Georges Van Leeckwyck, Leonidas Papadiz, Roland Vandenhove, Laurie Carême-Palanga, Youssef Lakhroufi, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Lazare Mbulu Azanga, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Gilbert Hildgen, *Secrétaire adjoint/Adjunct-secretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Christian Magérus, Abdellah Achaoui, Jamel Azaoum, Olivia P'Tito, Dirk Berckmans, Tania Dekens, Khadija Tamditi, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Jacques De Winne, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

Ouverture de la séance à 19:00
Opening van de zitting om 19:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

31.08.2016/A/0001 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Fusion par absorption d'HYDROBRU par VIVAQUA - Augmentation du capital de VIVAQUA - Modification des statuts - Fin de mandat et désignation d'administrateurs - Fin de mandat des membres du collège des commissaires - Pouvoirs - Assemblée générale extraordinaire de VIVAQUA du 8 novembre 2016 ou à une date proche - Mandat.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment ses articles 117 à 122 ;
Vu la Loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales ;
Vu le Code des sociétés, notamment ses articles 671 et 681 et suivants ;
Vu l'Ordonnance du 8 mai 2014 portant assentiment à l'Accord de coopération conclu le 13 février 2014 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux intercommunales interrégionales et cet accord de coopération ;
Vu l'Ordonnance du 20 octobre 2006 établissant un cadre pour la politique de l'eau ;
Vu l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu les statuts des intercommunales VIVAQUA et HYDROBRU ;
Considérant qu'aux termes des articles 17 et 18 de l'ordonnance du 20 octobre 2006, l'intercommunale VIVAQUA s'est vu ainsi confier :
- le stockage et le traitement de l'eau potable destinée à la consommation humaine ;
- la production et le transport de l'eau potable destinée à la consommation publique,

pour autant qu'elle soit fournie ou destinée à être fournie par un réseau public de distribution ;

- la gestion opérationnelle des infrastructures assurant la distribution d'eau et la collecte communale des eaux résiduaires urbaines ;

Considérant que pour sa part, l'intercommunale IBDE (devenue HYDROBRU) a été chargée de :

- la distribution d'eau potable destinée à la consommation humaine ;

- la conception, l'établissement et la gestion de l'exploitation des infrastructures assurant la collecte des eaux usées qui lui sont confiées par les communes ;

Considérant que VIVAQUA et HYDROBRU ont entamé un processus de regroupement au sein d'une entité juridique unique, au terme duquel ne devrait subsister que VIVAQUA ; que ce regroupement doit permettre de répondre notamment aux objectifs suivants : intégrer les activités de VIVAQUA et HYDROBRU au sein d'une entité juridique unique qui deviendra le seul opérateur de l'eau disposant de droits exclusifs en Région de Bruxelles-Capitale, simplifier le secteur de l'eau en Région de Bruxelles-Capitale en le rendant plus cohérent et plus efficace, assurer une meilleure efficacité des moyens humains, techniques et financiers afin d'atteindre une plus grande cohérence industrielle et économique des activités de l'entité fusionnée, en conformité avec la réalité opérationnelle actuelle, renforcer les capitaux propres, la position de trésorerie, et plus globalement la structure bilantaire de l'entité fusionnée, assurer une bonne gouvernance des activités bruxelloises en évitant tout blocage ou divergence d'intérêts entre les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, assurer par ailleurs une parfaite adéquation de l'entité fusionnée aux enjeux hors région bruxelloise en garantissant l'approvisionnement en eau potable des Bruxellois, permettre enfin de conserver et de renforcer une gestion exclusivement publique du secteur de l'eau bruxellois en maintenant le caractère de service public fonctionnel et organique de l'entité fusionnée ;

Considérant que ce processus de regroupement implique que VIVAQUA absorbe HYDROBRU conformément aux articles 693 et suivants du Code des sociétés, cette opération ayant pour effet le transfert, par suite d'une dissolution sans liquidation d'HYDROBRU, de l'intégralité du patrimoine de celle-ci, activement et passivement, à VIVAQUA, moyennant l'attribution aux associés d'HYDROBRU de nouvelles parts de VIVAQUA ;

Considérant qu'à l'issue de l'opération de fusion envisagée, les missions actuellement exercées par HYDROBRU seront effectuées par VIVAQUA qui sera l'opérateur unique disposant de droits exclusifs pour le secteur de l'eau au sein de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu le rapport établi conformément à l'article 694 du Code des sociétés, exposant la situation patrimoniale de VIVAQUA et d'HYDROBRU et expliquant et justifiant, du point de vue juridique et économique, l'opportunité, les conditions, les modalités et les conséquences de la fusion à intervenir, les méthodes suivies pour la détermination du rapport d'échange des parts, l'importance relative qui est donnée à ces méthodes, les valeurs auxquelles chaque méthode parvient, les difficultés éventuellement rencontrées, et le rapport d'échange proposé ;

Vu le projet de fusion par absorption entre les sociétés coopératives à responsabilité limitée VIVAQUA et HYDROBRU, intercommunale bruxelloise de distribution et d'assainissement d'eau, établi en application de l'article 693 du Code des sociétés ;

Vu le rapport du commissaire-réviseur établi conformément à l'article 695 du Code des sociétés ;

Vu le rapport d'évaluation et de fixation du rapport d'échange des parts respectives de VIVAQUA et d'HYDROBRU dans le cadre de ce projet de fusion par absorption ;

Vu le projet des nouveaux statuts de VIVAQUA dans le cadre de ce projet de fusion par absorption ;

Considérant que la fusion par absorption d'HYDROBRU par VIVAQUA s'inscrit dans un processus de rationalisation du secteur de l'eau, et dans le respect des droits des communes associées ;

Vu la convocation à l'assemblée générale de VIVAQUA et l'ordre du jour y annexé ;

DECIDE :

Article 1 :

De marquer son accord sur la fusion par absorption d'HYDROBRU par VIVAQUA et l'augmentation de capital de VIVAQUA ensuite de cette fusion ;

Article 2 :

D'approuver le projet des nouveaux statuts de VIVAQUA dans le cadre de ce projet de fusion par absorption ;

Article 3 :

De mettre fin au mandat des membres du collège des commissaires ;

Article 4 :

De mandater les représentants communaux au sein de l'assemblée générale de VIVAQUA aux fins des votes et ce conformément aux décisions prises aux articles 1 à 3.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 37 votes positifs, 1 abstention.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentelijk secretariaat - Fusie door overneming van HYDROBRU door VIVAQUA - Verhoging van het kapitaal van VIVAQUA - Statutenwijziging - Einde van het mandaat en aanwijzing van bestuurders -Einde van het mandaat van de leden van het College van Commissarissen – Bevoegdheden - Buitengewone zitting van de Algemene Vergadering van VIVAQUA van 8 november 2016 of op een nabije datum - Volmacht

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met name de artikelen 117 tot 122 ervan;

Gelet op de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales;

Gelet op het Wetboek van Vennootschappen, met name de artikelen 671 en 681 en volgende ervan;

Gelet op de ordonnantie van 8 mei 2014 houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord gesloten op 13 februari 2014 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de gewestgrensoverschrijdende intercommunales en dat samenwerkingsakkoord;

Gelet op de ordonnantie van 20 oktober 2006 tot opstelling van een kader voor het waterbeleid;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de statuten van de intercommunales VIVAQUA en HYDROBRU;

Overwegende dat krachtens de artikelen 17 en 18 van de ordonnantie van 20 oktober 2006 aan de intercommunale VIVAQUA de volgende taken werden toevertrouwd :

- de opslag en de behandeling van drinkwater bestemd voor menselijke consumptie;
- de productie en het transport van drinkwater bestemd voor menselijke consumptie, voor zover het geleverd is of bedoeld is om geleverd te worden door een openbaar distributienet;
- het operationeel beheer van de infrastructuren voor de waterdistributie en de opvang

op gemeentelijk vlak van stadsafvalwater;

Overwegende dat de intercommunale BIWD (thans HYDROBRU) van haar kant werd belast met :

- de distributie van drinkwater bestemd voor menselijke consumptie;
- het concept, de opzet en het exploitatiebeheer van de infrastructuren die zorgen voor de opvang van afvalwater, toevertrouwd door de gemeenten;

Overwegende dat VIVAQUA en HYDROBRU een groeperingsproces zijn begonnen binnen een enige juridische entiteit, waarna enkel VIVAQUA nog zou mogen blijven bestaan; dat dankzij deze groepering met name de volgende doelstellingen moeten kunnen worden verwezenlijkt: de activiteiten van VIVAQUA en HYDROBRU integreren binnen een enige juridische entiteit die de enige wateroperator zal worden die over de exclusieve rechten beschikt in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, de watersector in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest vereenvoudigen door deze samenhangender en doeltreffender te maken, een betere doeltreffendheid van de menselijke, technische en financiële middelen verzekeren om een grotere industriële en economische samenhang van de activiteiten van de gefuseerde entiteit te bereiken, in overeenstemming met de huidige operationele realiteit, het eigen vermogen, de thesauriepositie en globaler gezien de balansstructuur van de gefuseerde entiteit versterken, een goed bestuur van de Brusselse activiteiten verzekeren door elke blokkering of uiteenlopende belangen tussen de gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest te vermijden, daarnaast de gefuseerde entiteit perfect afstemmen op de uitdagingen buiten het Brusselse Gewest door de drinkwatervoorziening van de Brusselaars te waarborgen en ten slotte het behoud en de versterking van een uitsluitend openbaar beheer van de Brusselse watersector mogelijk maken door het karakter van functionele en organieke overheidsdienst van de gefuseerde entiteit te behouden;

Overwegende dat dat groeperingsproces impliceert dat VIVAQUA HYDROBRU overneemt in overeenstemming met de artikelen 693 en volgende van het Wetboek van Vennootschappen, waarbij deze verrichting, ten gevolge van een ontbinding zonder vereffening van HYDROBRU, de overdracht aan VIVAQUA voor gevolg heeft van het gehele vermogen van HYDROBRU, actief en passief, op voorwaarde van toewijzing aan de aandeelhouders van HYDROBRU van nieuwe aandelen van VIVAQUA;

Overwegende dat na afloop van de vooropgestelde fusieoperatie de opdrachten die momenteel uitgevoerd worden door HYDROBRU zullen worden uitgevoerd door VIVAQUA, dat de enige operator van de watersector wordt in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en beschikt over de exclusieve rechten van de watersector in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het verslag dat werd opgesteld in overeenstemming met artikel 694 van het Wetboek van Vennootschappen, dat de stand van het vermogen van VIVAQUA en van HYDROBRU uiteenzet en dat de wenselijkheid, de voorwaarden, de modaliteiten en de gevolgen van de door te voeren fusie uiteenzet en vanuit juridisch en economisch oogpunt verantwoordt, alsook de methodes die worden toegepast voor het bepalen van de ruilverhouding van de aandelen, het betrekkelijke gewicht dat wordt gehecht aan deze methodes, de waardering die resulteert uit elke methode, de moeilijkheden die zich eventueel hebben voorgedaan en de voorgestelde ruilverhouding;

Gelet op het voorstel van fusie door overneming tussen de coöperatieve vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid VIVAQUA en HYDROBRU, Brusselse intercommunale voor waterdistributie en -sanering, opgesteld met toepassing van artikel 693 van het Wetboek van Vennootschappen;

Gelet op het conform artikel 695 van het Wetboek van Vennootschappen opgestelde verslag van de commissaris-revisor;

Gelet op het verslag van evaluatie en vaststelling van de ruilverhouding van de respectieve aandelen van VIVAQUA en van HYDROBRU in het kader van dit voorstel van fusie door overneming;

Gelet op het ontwerp van de nieuwe statuten van VIVAQUA in het kader van dit voorstel van fusie door overneming;

Overwegende dat de fusie door overneming van HYDROBRU door VIVAQUA kadert in een rationaliseringsproces van de watersector, met inachtneming van de rechten van de gemeenten-vennoten;

Gelet op de oproeping voor de Algemene Vergadering van VIVAQUA en de bijgevoegde agenda;

BESLUIT :

Artikel 1 :

In te stemmen met de fusie door overneming van HYDROBRU door VIVAQUA en met de verhoging van het kapitaal van VIVAQUA als gevolg van deze fusie;

Artikel 2 :

Het ontwerp van de nieuwe statuten van VIVAQUA in het kader van dit voorstel van fusie door overneming goed te keuren;

Artikel 3 :

Het mandaat van de leden van het College van Commissarissen te beëindigen;

Artikel 4 :

De gemeentelijke vertegenwoordigers binnen de Algemene Vergadering van VIVAQUA volmacht te geven om hun stem uit te brengen en dit overeenkomstig de beslissingen genomen in de artikelen 1 tot 3.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 37 positieve stemmen, 1 onthouding.

31.08.2016/A/0002 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Fusion par absorption d'HYDROBRU par VIVAQUA -
Dissolution d'HYDROBRU - Assemblée générale extraordinaire d'HYDROBRU du
8 novembre 2016 ou à une date proche - Mandat.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment ses articles 117 à 122 ;

Vu la Loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales ;

Vu le Code des sociétés, notamment ses articles 671 et 681 et suivants ;

Vu l'ordonnance du 8 mai 2014 portant assentiment à l'Accord de coopération conclu le 13 février 2014 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux intercommunales interrégionales et cet accord de coopération ;

Vu l'Ordonnance du 20 octobre 2006 établissant un cadre pour la politique de l'eau ;

Vu l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu les statuts des intercommunales VIVAQUA et HYDROBRU ;

Considérant qu'aux termes des articles 17 et 18 de l'ordonnance du 20 octobre 2006, l'intercommunale VIVAQUA s'est vu ainsi confier :

- le stockage et le traitement de l'eau potable destinée à la consommation humaine ;
- la production et le transport de l'eau potable destinée à la consommation publique, pour autant qu'elle soit fournie ou destinée à être fournie par un réseau public de distribution ;
- la gestion opérationnelle des infrastructures assurant la distribution d'eau et la collecte communale des eaux résiduaires urbaines ;

Considérant pour sa part, l'intercommunale IBDE (devenue HYDROBRU) a été chargée de :

- la distribution d'eau potable destinée à la consommation humaine ;
- la conception, l'établissement et la gestion de l'exploitation des infrastructures assurant la collecte des eaux usées qui lui sont confiées par les communes ;

Considérant que VIVAQUA et HYDROBRU ont entamé un processus de regroupement au sein d'une entité juridique unique, au terme duquel ne devrait subsister que VIVAQUA ; que ce regroupement doit permettre de répondre notamment aux objectifs suivants : intégrer les activités de VIVAQUA et HYDROBRU au sein d'une entité juridique unique qui deviendra le seul opérateur de l'eau disposant de droits exclusifs en Région de Bruxelles-Capitale, simplifier le secteur de l'eau en Région de Bruxelles-Capitale en le rendant plus cohérent et plus efficace, assurer une meilleure efficacité des moyens humains, techniques et financiers afin d'atteindre une plus grande cohérence industrielle et économique des activités de l'entité fusionnée, en conformité avec la réalité opérationnelle actuelle, renforcer les capitaux propres, la position de trésorerie, et plus globalement la structure bilantaire de l'entité fusionnée, assurer une bonne gouvernance des activités bruxelloises en évitant tout blocage ou divergence d'intérêts entre les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, assurer par ailleurs une parfaite adéquation de l'entité fusionnée aux enjeux hors région bruxelloise en garantissant l'approvisionnement en eau potable des Bruxellois, permettre enfin de conserver et de renforcer une gestion exclusivement publique du secteur de l'eau bruxellois en maintenant le caractère de service public fonctionnel et organique de l'entité fusionnée ;

Considérant que ce processus de regroupement implique que VIVAQUA absorbe HYDROBRU conformément aux articles 693 et suivants du Code des sociétés, cette opération ayant pour effet le transfert, par suite d'une dissolution sans liquidation d'HYDROBRU, de l'intégralité du patrimoine de celle-ci, activement et passivement, à VIVAQUA, moyennant l'attribution aux associés d'HYDROBRU de nouvelles parts de VIVAQUA ;

Considérant qu'à l'issue de l'opération de fusion envisagée, les missions actuellement exercées par HYDROBRU seront effectuées par VIVAQUA qui sera l'opérateur unique disposant de droits exclusifs pour le secteur de l'eau au sein de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu le rapport établi conformément à l'article 694 du Code des sociétés, exposant la situation patrimoniale de VIVAQUA et d'HYDROBRU et expliquant et justifiant, du point de vue juridique et économique, l'opportunité, les conditions, les modalités et les conséquences de la fusion à intervenir, les méthodes suivies pour la détermination du rapport d'échange des parts, l'importance relative qui est donnée à ces méthodes, les valeurs auxquelles chaque méthode parvient, les difficultés éventuellement rencontrées, et le rapport d'échange proposé ;

Vu le projet de fusion par absorption entre les sociétés coopératives à responsabilité limitée VIVAQUA et HYDROBRU, intercommunale bruxelloise de distribution et d'assainissement d'eau, établi en application de l'article 693 du Code des sociétés ;

Vu le rapport du commissaire-réviseur établi conformément à l'article 695 du Code des sociétés ;

Vu le rapport d'évaluation et de fixation du rapport d'échange des parts respectives de VIVAQUA et d'HYDROBRU dans le cadre de ce projet de fusion par absorption ;

Vu le projet des nouveaux statuts de VIVAQUA dans le cadre de ce projet de fusion par absorption ;

Considérant que la fusion par absorption d'HYDROBRU par VIVAQUA s'inscrit dans un processus de rationalisation du secteur de l'eau, dans le respect des droits des communes associées ;

Vu la convocation à l'assemblée générale d'HYDROBRU et l'ordre du jour y annexé ;

DECIDE :

Article 1 :

De markeren van hun akkoord op de fusie door absorptie van HYDROBRU door VIVAQUA en de opheffing van HYDROBRU;

Article 2 :

De bevoordeligen van de vertegenwoordigers van de gemeenten in de algemene vergadering van HYDROBRU om hun akkoord op de fusie door absorptie van HYDROBRU door VIVAQUA en de opheffing van HYDROBRU te markeren;

Article 3 : de bevoordeligen van de vertegenwoordigers van de gemeenten in de algemene vergadering van HYDROBRU om hun stemmen te geven en dit overeenkomstig de beslissingen die zijn genomen in de artikelen 1 en 2.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Fusie door overname van HYDROBRU door VIVAQUA - Ontbinding van HYDROBRU - Buitengewone zitting van de Algemene Vergadering van HYDROBRU van 8 november 2016 of op een nabijgelegen datum - Volmacht.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, met name de artikelen 117 tot 122 ervan;

Gelet op de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales;

Gelet op het Wetboek van Venootschappen, met name de artikelen 671 en 681 en volgende ervan;

Gelet op de ordonnantie van 8 mei 2014 houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord gesloten op 13 februari 2014 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de gewestgrensoverschrijdende intercommunales en dat samenwerkingsakkoord;

Gelet op de ordonnantie van 20 oktober 2006 tot opstelling van een kader voor het waterbeleid;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de statuten van de intercommunales VIVAQUA en HYDROBRU;

Overwegende dat krachtens de artikelen 17 en 18 van de ordonnantie van 20 oktober 2006 aan de intercommunale VIVAQUA de volgende taken werden toevertrouwd :

- de opslag en de behandeling van drinkwater bestemd voor menselijke consumptie;
- de productie en het transport van drinkwater bestemd voor menselijke consumptie, voor zover het geleverd is of bedoeld is om geleverd te worden door

een openbaar distributienet;

- het operationeel beheer van de infrastructuren voor de waterdistributie en de opvang op gemeentelijk vlak van stadsafvalwater;

Overwegende dat de intercommunale BIWD (thans HYDROBRU) van haar kant werd belast met :

- de distributie van drinkwater bestemd voor menselijke consumptie;
- het concept, de opzet en het exploitatiebeheer van de infrastructuren die zorgen voor de opvang van afvalwater, toevertrouwd door de gemeenten;

Overwegende dat VIVAQUA en HYDROBRU een groeperingsproces zijn begonnen binnen een enige juridische entiteit, waarna enkel VIVAQUA nog zou mogen blijven bestaan; dat dankzij deze groepering met name de volgende doelstellingen moeten kunnen worden verwezenlijkt: de activiteiten van VIVAQUA en HYDROBRU integreren binnen een enige juridische entiteit die de enige wateroperator zal worden die over de exclusieve rechten beschikt in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, de watersector in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest vereenvoudigen door deze samenhangender en doeltreffender te maken, een betere doeltreffendheid van de menselijke, technische en financiële middelen verzekeren om een grotere industriële en economische samenhang van de activiteiten van de gefuseerde entiteit te bereiken, in overeenstemming met de huidige operationele realiteit, het eigen vermogen, de thesauriepositie en globaler gezien de balansstructuur van de gefuseerde entiteit versterken, een goed bestuur van de Brusselse activiteiten verzekeren door elke blokkering of uiteenlopende belangen tussen de gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest te vermijden, daarnaast de gefuseerde entiteit perfect afstemmen op de uitdagingen buiten het Brusselse Gewest door de drinkwatervoorziening van de Brusselaars te waarborgen en ten slotte het behoud en de versterking van een uitsluitend openbaar beheer van de Brusselse watersector mogelijk maken door het karakter van functionele en organieke overheidsdienst van de gefuseerde entiteit te behouden;

Overwegende dat dat groeperingsproces impliceert dat VIVAQUA HYDROBRU overneemt in overeenstemming met de artikelen 693 en volgende van het Wetboek van Vennootschappen, waarbij deze verrichting, ten gevolge van een ontbinding zonder vereffening van HYDROBRU, de overdracht aan VIVAQUA voor gevolg heeft van het gehele vermogen van HYDROBRU, actief en passief, op voorwaarde van toewijzing aan de aandeelhouders van HYDROBRU van nieuwe aandelen van VIVAQUA;

Overwegende dat na afloop van de vooropgestelde fusieoperatie de opdrachten die momenteel uitgevoerd worden door HYDROBRU zullen worden uitgevoerd door VIVAQUA, dat de enige operator van de watersector wordt in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en beschikt over de exclusieve rechten van de watersector in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het verslag dat werd opgesteld in overeenstemming met artikel 694 van het Wetboek van Vennootschappen, dat de stand van het vermogen van VIVAQUA en van HYDROBRU uiteenzet en dat de wenselijkheid, de voorwaarden, de modaliteiten en de gevolgen van de door te voeren fusie uiteenzet en vanuit juridisch en economisch oogpunt verantwoordt, alsook de methodes die worden toegepast voor het bepalen van de ruilverhouding van de aandelen, het betrekkelijke gewicht dat wordt gehecht aan deze methodes, de waardering die resulteert uit elke methode, de moeilijkheden die zich eventueel hebben voorgedaan en de voorgestelde ruilverhouding;

Gelet op het voorstel van fusie door overneming tussen de coöperatieve vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid VIVAQUA en HYDROBRU, Brusselse intercommunale voor waterdistributie en -sanering, opgesteld met toepassing van artikel 693 van het Wetboek van Vennootschappen;

Gelet op het conform artikel 695 van het Wetboek van Vennootschappen opgestelde verslag van de commissaris-revisor;

Gelet op het verslag van evaluatie en vaststelling van de ruilverhouding van de

respectieve aandelen van VIVAQUA en van HYDROBRU in het kader van dit voorstel van fusie door overneming;

Gelet op het ontwerp van de nieuwe statuten van VIVAQUA in het kader van dit voorstel van fusie door overneming;

Overwegende dat de fusie door overneming van HYDROBRU door VIVAQUA kadert in een rationaliseringsproces van de watersector, met inachtneming van de rechten van de gemeenten-vennoten;

Gelet op de oproeping voor de Algemene Vergadering van HYDROBRU en de bijgevoegde agenda;

BESLUIT :

Artikel 1 :

In te stemmen met de fusie door overneming van HYDROBRU door VIVAQUA en met de ontbinding van HYDROBRU;

Artikel 2 :

De gemeentelijke vertegenwoordigers binnen de Algemene Vergadering van HYDROBRU volmacht te geven om in te stemmen met de fusie door overneming van HYDROBRU door VIVAQUA en met de ontbinding van HYDROBRU;

Artikel 3 :

De gemeentelijke vertegenwoordigers binnen de Algemene Vergadering van HYDROBRU volmacht te geven om hun stem uit te brengen en dit overeenkomstig de beslissingen genomen in de artikelen 1 en 2.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

31.08.2016/A/0003 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Intercommunale d'Inhumation scrl - Désignation d'un administrateur et délégué.

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil communal du 25 mai 2016 par laquelle il prend acte de la démission de Monsieur Dirk BERCKMANS, Conseiller communal, des postes d'administrateur et de délégué auprès de l'Intercommunale d'Inhumation scrl ;

Considérant que ces mandats sont rémunérés ;

Vu la décision du Collège Echevinal du 23 août 2016 d'inscrire ce point à l'ordre du jour du Conseil communal ;

DECIDE :

Article unique :

De désigner Monsieur Mohamed El Abboudi, Conseiller Communal en qualité

d'administrateur et de délégué auprès de l'Intercommunale d'Inhumation sise à 1140 Bruxelles, rue d'Evere 4.

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 38 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Intercommunale voor Teraardebestelling cvba -
Aanstelling van een bestuurder en afgevaardigde.

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 25 mei 2016 waarbij akte wordt genomen van het ontslag van Mijnheer Dirk BERCKMANS, Gemeenteraadslid, als bestuurder en afgevaardigde bij de Intercommunale voor Teraardebestelling cvba ;
Overwegende dat dit mandaat bezoldigd is ;
Gelet op de beslissing van 23 augustus 2016 van het College van Burgemeester om dit punt op de agenda van de Gemeenteraad in te schrijven ;

BESLUIT :

Enig artikel :
Mijnheer Mohamed El Abboudi, Gemeenteraadslid, aan te stellen in de hoedanigheid van bestuurder en afgevaardigde bij de Intercommunale voor Teraardebestelling gevestigd te 1140 Brussel, Everestraat 4.

De Raad keurt het punt goed.
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

31.08.2016/A/0004 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Ordonnance modifiant l'article 149 2° de la Nouvelle loi communale concernant la nomination des membres du personnel enseignant -
Délégation au collège.

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 24 mars 2016 publiée au Moniteur Belge le 1 avril 2016 modifiant l'article 149, 2° de la Nouvelle Loi communale de manière à autoriser le Conseil communal à déléguer au Collège des Bourgmestre et Echevins son pouvoir de désignation et de nomination du personnel enseignant.

DECIDE :

Article unique :
De déléguer au Collège des Bourgmestre et Echevins son pouvoir de désignation et de nomination du personnel enseignant. Le Conseil communal reste cependant exclusivement compétent pour la nomination des enseignants subventionnés exerçant des fonctions de sélection ou de promotion (économistes, préfets, proviseurs, directeurs, etc.).

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 37 votes positifs, 1 abstention.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Ordonnantie wijzigend het artikel 149 2° van de Nieuwe Gemeentewet wat de benoeming van het onderwijzend personeel betreft - Delegatie aan het College.

DE RAAD,

Gezien de Ordonnantie van 24 maart 2016 gepubliceerd in het Belgische Staatsblad op 1 april 2016 wijzigend het artikel 149, 2° van de Nieuwe Gemeentewet, zodat de Gemeenteraad zijn bevoegdheid inzake de aanstelling en de benoeming van het onderwijzend personeel kan overdragen aan het College van Burgemeester en Schepenen.

BESLUIT :

Enig artikel :

Om zijn bevoegdheid inzake de aanstelling en de benoeming van het onderwijzend personeel over te dragen aan het College van Burgemeester en Schepenen. De Gemeenteraad blijft echter exclusief bevoegd voor de benoeming van de gesubsidieerde leerkrachten die een bevorderingsambt of een selectieambt uitoefenen (beheerders, prefecten, rectoren, directeurs, enzovoort).

De Raad keurt het punt goed.
38 stemmers : 37 positieve stemmen, 1 onthouding.

31.08.2016/A/0005 **Prévention et Vie Sociale**
Cultures - M CCS - Approbation de la convention de partenariat entre l'asbl PCM et le service des Cultures pour l'organisation du vernissage du film 'Tous ensemble'.

LE CONSEIL,

Vu que le service des cultures/maison des cultures travaille en collaboration avec l'asbl PCM pour la mise en œuvre de l'atelier opéra ;
Vu que dans le cadre de cet atelier le film 'Tous ensemble' a été réalisé ;
Considérant que pour l'organisation du vernissage du film un partenariat entre l'asbl PCM et le service des cultures a été établi;
Considérant qu'une Convention dans le cadre du partenariat a été élaborée;
Considérant qu'il y a lieu de prendre connaissance et d'approuver ladite Convention avant de la soumettre à la signature des autorités communales ;

DECIDE :

Article unique :

De prendre connaissance et d'approuver la Convention entre l'asbl PCM et l'administration communale.

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 38 votes positifs.

Preventie en Sociale Leven

Culturen - Huis van Culturen en sociale samenhang - Goedkeuring van de overeenkomst betreffende het samenwerkingsverband tussen vzw PCM en de dienst culturen in het kader van de vernissage voor de film 'Tous ensemble'.

DE RAAD,

Gelet de samenwerking tussen vzw PCM en de dienst culturen/huis van culturen in het kader van het opera-atelier;

Gelet de realisatie van de film 'Tous ensemble' in het kader van het atelier;

Overwegende dat voor de organisatie van de vernissage een samenwerking opgezet werd tussen de vzw PCM en de dienst culturen;

Overwegende dat een overeenkomst in het kader van deze samenwerking werd opgemaakt;

Overwegende dat er kennis dient genomen te worden van bovenvermelde overeenkomst en deze, na goedkeuring, voor te leggen aan de gemeentelijke autoriteiten;

BESLUIT :

Enig artikel :

Kennis te nemen van de samenwerkingsovereenkomst tussen vzw PCM en de gemeentelijke overheid en deze goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

31.08.2016/A/0006 **Prévention et Vie Sociale**

Cultures - Momuse - Exposition « Salles obscures et vie de quartier à Molenbeek-Saint-Jean (1907-2016) » aux Halles Saint-Géry - Approbation du projet de convention de mise à disposition gratuite des Halles-Saint-Géry.

LE CONSEIL,

Vu la délibération du collège échevinal du 22 août 2016 par laquelle il a notamment décidé

d'autoriser la tenue de l'exposition « Salles obscures et vie de quartier à Molenbeek-Saint-Jean (1907-2016) » aux Halles Saint-Géry du 3 septembre 2016 au 13 novembre 2016 en collaboration avec le Service de Culture Cinématographique asbl (SCC), en lien avec CINEMATEK ;

Considérant que l'occupation des Halles Saint-Géry, quoique gratuite, doit faire l'objet d'une convention entre les trois parties (Commune, Halles et asbl SSC) ;

Vu le modèle de convention établi par les Halles Saint-Géry ;

Considérant que ce projet de convention a été relu par le service des Affaires juridiques et ne fait l'objet d'aucune remarque majeure ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le projet de convention relative à la mise à disposition gratuite des Halles Saint-Géry en vue d'héberger l'exposition « Salles obscures et vie de quartier à Molenbeek-Saint-Jean (1907-2016) » aux Halles Saint-Géry du 3 septembre 2016 au

13 novembre 2016, entre la commune de Molenbeek, les halles Saint-Géry et l'asbl SSC.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 38 votes positifs.

Preventie en Sociale Leven

Culturen - Momuse - Tentoonstelling "Bioscopen en Wijkleven in Sint-Jans-Molenbeek" in de Sint-Gorikshallen – Goedkeuring van de ontwerpovereenkomst tot kosteloze terbeschikkingstelling van de Sint-Goriksahallen.

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van het college van burgemeester en Schepenen van 22 augustus 2016 waarbij onder andere besloten werd de toelating te verlenen om de tentoonstelling in te Sint-Gorikshallen van 3 september 2016 tot en met 13 november 2016 te houden, in samenwerking met de vzw "Service de Culture Cinématographique asbl (SCC), verbonden met CINEMATEK;

Overwegende dat het gebruik van de Sint-Gorikshallen, alhoewel dit gratis is, het voorwerp moet uitmaken van een tripartiete overeenkomst;

Gelet op het model van overeenkomst opgemaakt door de Sint-Goriksahallen;

Overwegende dat dit ontwerpovereenkomst door de dienst juridische zaken herlezen werd en dat dit geen merkelijke opmerking met zich meebrengt;

BESLUIT :

Enig artikel :

de tripartiete ontwerpovereenkomst betreffende het kosteloze gebruik van de Sint-Gorikshallen voor de opvang van de tentoonstelling "Salles obscures et vie de quartier à Molenbeek-Saint-Jean (1907-2016) " van 3 september 2016 tot en met 13 november 2016 tussen de gemeente Molenbeek, de Sint-Goriksahallen en de vzw SSC, verbonden met CINEMATEK.

Deze beraadslaging zal overgemaakt worden aan de toezichthoudende overheid conform artikel 7 van de ordonnantie van 14/05/1998 die het administratief toezicht op de gemeenten door het Brussels Hoofdstedelijk gewest organiseert.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

31.08.2016/A/0007 **Département Services généraux et Démographie**
Affaires juridiques - Heyvaert 87 - Dépôt d'une requête en expropriation devant le Juge de paix - Autorisation d'ester en justice.

LE CONSEIL,

Vu l'article 270 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière

d'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine et l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mai 2010 portant exécution de l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine ;

Vu le programme du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne » adopté par le Conseil communal, en sa séance du 22 octobre 2014 et la première modification adoptée par le Conseil communal, en ses séances du 25 février 2016 et du 20 avril 2016 et approuvée par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale Rudi Vervoort, par courrier daté du 25 mai 2016 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 décembre 2014 octroyant un subside au bénéfice de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean pour la réalisation des opérations prévues au programme du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne », notifié à la Commune par courrier du 22 décembre 2014 ;

Vu la décision du Conseil communal prise en sa séance du 25 novembre 2015 d'acquérir les parcelles situées rue Heyvaert 87 à Molenbeek-Saint-Jean, cadastrées 3ème division, section B, n°943x29 et n°943y32, pour un montant maximum de 774.000,00 EUR ;

Vu la décision du Conseil communal prise en sa séance du 22 juin 2016, d'une part, d'approuver le plan d'expropriation reprenant les parcelles cadastrées 3ème division, section B, n°943x29 et n°943y32, situées rue Heyvaert 87 à Molenbeek-Saint-Jean et, d'autre part, de solliciter l'autorisation du Gouvernement régional pour procéder à l'expropriation pour cause d'utilité publique selon la procédure d'extrême urgence de ces parcelles ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 juillet 2016 portant approbation du plan d'expropriation selon la procédure d'extrême urgence pour cause d'utilité publique au bénéfice de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean pour les deux biens sis rue Heyvaert 87, à Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que les négociations en vue de l'acquisition amiable de ces parcelles avec le propriétaire entamées le 28 janvier 2016 n'ont pas abouti à un accord ; que la dernière offre formulée en date du 10 mars 2016 a été refusée le 23 mars 2016 ;

Considérant que la Commune a été autorisée à procéder à l'expropriation des parcelles susvisées pour cause d'utilité publique selon la procédure d'extrême urgence, par arrêté du Gouvernement régional du 7 juillet 2016, publié au Moniteur belge du 5 août 2016 et annexé à la présente délibération ;

Considérant que la situation reste inchangée quant à la nécessité de la prise de possession immédiate des parcelles susvisées ;

Considérant qu'il y a maintenant lieu de déposer une requête en expropriation devant le Juge de paix ;

PREND CONNAISSANCE :

De la décision du Collège échevinal prise le 23 août 2016 de déposer une requête en expropriation devant le Juge de paix, sous réserve de l'autorisation d'ester en justice donnée par le Conseil communal, en sa plus prochaine séance.

DECIDE :

Article unique :

D'autoriser le Collège échevinal à ester en justice aux fins de déposer une requête en expropriation devant le Juge de paix.

Expédition de la présente délibération sera transmise aux services suivants : B19 (IDB-011), B4, B33.

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 37 votes positifs, 1 abstention.

Departement Algemene diensten en Demografie

Juridische zaken - Heyvaertstraat 87 - Indiening van een verzoek tot onteigening bij de Vrederechter - Toestemming om in recht op te treden.

DE RAAD,

Gelet op het artikel 270 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte;

Gelet op de ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering en de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 27 mei 2010 houdende uitvoering van de ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Gelet op het programma van het Duurzaam Wijkcontract "Zinneke" aangenomen door de Gemeenteraad in zijn zitting van 22 oktober 2014 en de eerste wijziging aangenomen door de Gemeenteraad, in zijn zittingen van 25 februari 2016 en 20 april 2016 en goedgekeurd door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering Rudi Vervoort, via zending gedateerd van 25 mei 2016;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 december 2014 tot toekenning van een subsidie ten gunste van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de realisatie van de operaties voorzien in het programma van het Duurzaam Wijkcontract "Zinneke", betekend aan de Gemeente via zending op 22 december 2014; Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad genomen in zijn zitting van 25 november 2015 om de percelen gelegen Heyvaertstraat 87 te Sint-Jans-Molenbeek, gekadastréerd 3de afdeling, sectie B, nr. 943x29 en nr. 943y32 aan te kopen, voor een maximumbedrag van 774.000,00 EUR;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad genomen in zijn zitting van 22 juni 2016, enerzijds, om het onteigeningsplan goed te keuren, dat de percelen herneemt gekadastréerd 3de afdeling, sectie B, nr.943x29 en nr.943y32, gelegen Heyvaertstraat 87 te Sint-Jans-Molenbeek en, anderzijds, om de toelating te verzoeken van de Gewestregering om over te gaan tot de onteigening wegens openbaar nut volgens de hoogdringende procedure van deze percelen;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 juli 2016 houdende goedkeuring van het onteigeningsplan bij hoogdringendheid om redenen van openbaar nut ten gunste van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de twee eigendommen gelegen Heyvaertstraat 87, in Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat de onderhandelingen voor de minnelijke aankoop van deze percelen met de eigenaar, begonnen op 28 januari 2016 niet tot een akkoord geleid hebben; dat het laatste bod geformuleerd op 10 maart 2016 geweigerd werd op 23 maart 2016;

Overwegende dat de Gemeente werd gemachtigd om over te gaan tot de onteigening van de bovenbedoelde percelen wegens openbaar nut volgens de hoogdringende procedure, door het besluit van de Gewestregering van 7 juli 2016, gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad van 5 augustus 2016 en bijgevoegd bij deze beraadslaging;

Overwegende dat de situatie onveranderd blijft wat de noodzaak van de directe inbezitneming van de bovenbedoelde percelen betreft;

Overwegende dat het nu nodig is om een verzoek tot onteigening in te dienen bij de Vrederechter;

NEEMT KENNIS :

Van de beslissing van het Schepencollege genomen in zijn zitting van 23 augustus

2016 om een verzoek tot onteigening in te dienen bij de Vrederechter, onder voorbehoud van de toestemming om in recht op te treden verleend door de Gemeenteraad, in zijn eerstvolgende zitting;

BESLIST :

Enig artikel :

Het Schepencollege de toestemming te geven om in recht op te treden ter fine van de indiening van een verzoek tot onteigening bij de Vrederechter.

Verzending van deze beraadslaging aan de volgende diensten: B19 (IDB-011), B4, B33.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 37 positieve stemmen, 1 onthouding.

Pierre Vermeulen quitte la séance / verlaat de zitting

31.08.2016/A/0008 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Instruction publique - Fixation des redevances pour services rendus - Cars communaux.

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 23 décembre 2010 : de revoir sa décision du 20 mai 2010 et de fixer à dater du 1er septembre 2010, les tarifs de la redevance, à charge des bénéficiaires des transports assurés au moyen des cars communaux comme suit:

0,50 € par trajet (€ 1,00 pour un aller-retour) dans l'Agglomération bruxelloise par personne transportée ;

1,00 € par kilomètre parcouru hors de Bruxelles pour l'ensemble du groupe ;

0,50 € aller-retour pour le déplacement école-piscine.

Considérant qu'en raison du coût de l'entretien des bus communaux, leur utilisation ne sera autorisée que sur le territoire de la région bruxelloise ainsi que dans les communes limitrophes;

Considérant que si des trajets devaient avoir lieu exceptionnellement au-delà des communes limitrophes de la région bruxelloise, il y aura lieu d'appliquer le prix coûtant;

Considérant que les tarifs doivent être indexés compte tenu des besoins élevés et des coûts liés à l'entretien ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de revoir la décision du Conseil communal du 20 décembre 2010;

DECIDE :

Article 1 :

De revoir la décision du Conseil communal du 20 décembre 2010;

Article 2 :

L' utilisation ne sera autorisée que sur le territoire de la région bruxelloise ainsi que dans les communes limitrophes;

Article 3 :

De fixer à partir du 1er septembre 2016, les tarifs de la redevance, à charge des bénéficiaires des transports assurés au moyen des cars communaux comme suit :

1,00 € par trajet (€ 2,00 pour un aller-retour) dans l'Agglomération bruxelloise par personne transportée ;

1,00 € aller-retour pour le déplacement école-piscine.

Le prix coûtant pour des trajets exceptionnelles au-delà des communes limitrophes de la région de Bruxelles-capitale

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

L'amendement déposé par Monsieur De Block est rejeté par 12 votes positifs, 24 votes négatifs et 1 abstention.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 24 votes positifs, 12 votes négatifs, 1 abstention.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Openbaar onderwijs - Vastlegging van de bijdragen voor geleverde diensten - Gemeentebussen.

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 23 december 2010 : zijn beslissing van 20 mei 2010 herzien en het als volgt vastleggen vanaf 1 september 2010 van de tarieven ten laste van de gebruikers van het vervoer door de gemeentebussen:

0,50 € per traject (€ 1,00 heen en terug) per persoon binnen het Brussels Hoofdstedelijk gewest ;

1,00 € per gereden kilometer buiten Brussel voor de gehele groep ;

0,50 € heen en terug voor de verplaatsing school - zwembad.

Gezien de onderhoudskosten van de gemeentebussen, wordt het gebruik ervan enkel toegestaan binnen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en naastliggende gemeenten;

Gezien er toch uitzonderlijke trajecten plaatsvinden buiten de naastliggende gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, deze dan gebeuren aan de werkelijke kostprijs;

Gezien de tarieven geïndexeerd moeten worden rekening houdende met de grote vraag en de kosten verbonden aan het onderhoud ;

Overwegende de beslissing van de Gemeenteraad van 20 december 2010 te herzien;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De beslissing van de Gemeenteraad van 20 december 2010 te herzien:

Artikel 2 :

Het gebruik van de gemeentebussen enkel toe te staan binnen het Hoofdstedelijk Gewest en de naastliggende gemeenten:

Artikel 3 :

Vanaf 1 september 2016 de de tarieven ten laste van de gebruikers van het vervoer door de gemeentebussen als volgt vast te leggen:

1,00 € per traject (€ 2,00 heen en terug) binnen het Hoofdstedelijk gewest per vervoert persoon ;

1,00 € heen en terug voor de verplaatsing school-zwembad;

De werkelijke kostprijs aan te rekenen bij uitzonderlijke trajecten buiten de naastliggende gemeenten van het Hofdstedelijk Gewest.

Bovenstaande deliberatie over te maken aan de voorgedij autoriteiten.

Het amendement neergelegd door Mijnheer De Block wordt verworpen door 12 positieve stemmen, 24 negatieve stemmen en 1 onthouding.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 24 positieve stemmen, 12 negatieve stemmen, 1 onthouding.

Shazia Manzoor quitte la séance / verlaat de zitting

31.08.2016/A/0009 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Enseignement - Création d'un nouveau pouvoir organisateur.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ;

Vu le manque de places dans l'enseignement secondaire sur le territoire de Molenbeek-Saint-Jean ;

Vu les démarches entreprises conjointement avec la Commune de Berchem-Saint-Agathe auprès de la Fédération Wallonie Bruxelles ;

Vu l'état d'avancement du dossier ;

Considérant qu'un plan financier sera élaboré par le Ministre de l'Education et que celui-ci n'impacterait pas les finances communales, si ce n'est par l'apport d'un fonds de roulement ne dépassant pas 50.000€ par commune.

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article unique :

Sous réserve que le Parlement de la Communauté française autorise le Gouvernement de la Communauté française à s'associer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean et à l'asbl « Ecole ensemble » en vue de créer un pouvoir organisateur d'un ou plusieurs établissements d'enseignement obligatoire, la commune de Molenbeek-Saint-Jean marque également son accord sur cette association.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Onderwijs - Oprichting van een nieuwe inrichtende macht.

DE RAAD,

Gezien de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van bepaalde voorschriften van de wetgeving met betrekking tot het onderwijs ;

Gezien de bijzondere wet van 8 augustus 1980 betreffende de institutionele hervormingen ;

Gezien het tekort aan plaatsen in het secundair onderwijs op het grondgebied van Sint-Jans-Molenbeek ;

Gezien de ondernomen stappen, samen met de Gemeente Sint-Agatha-Berchem bij de Federatie Wallonië Brussel ;

Gezien de staat van voortgang van het dossier ;

Gezien er een financieel plan zal opgesteld worden door de Minister van Opvoeding en dat deze geen impact zal hebben op de gemeentelijke financiën, als het maar gaat om een inbreng van een werkkapitaal dat de 50.000€ per gemeente niet overschrijdt.

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST :

Enig artikel :

Onder voorbehoud dat het Parlement van de Franse Gemeenschap de toelating geeft aan de Regering van de Franse Gemeenschap om zich aan te sluiten bij de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de vzw « Ecole ensemble » met het oog op de oprichting van een inrichtende macht van één of meerdere verplichte onderwijsinstellingen, de gemeente Sint-Jans-Molenbeek gaat eveneens akkoord met deze samenwerking.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

Shazia Manzoor entre en séance / treedt in zitting

Mohamed El Abboudi quitte la séance / verlaat de zitting

31.08.2016/A/0010 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Enseignement francophone - Enseignement communal de Promotion sociale -
Institut Machtens - Approbation d'une convention entre l'Administration
communale et le CPAS de Molenbeek-Saint-Jean pour l'occupation gratuite de
locaux de cours à l'Institut Machtens, Enseignement communal de Promotion
sociale.

LE CONSEIL,

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, tel qu'il a été modifié ;

Considérant que l'article 114 du décret précité autorise les pouvoirs organisateurs d'établissements de promotion sociale à conclure des conventions avec des associations pour réaliser les finalités déterminées à l'article 7 dudit décret :

- Concourir à l'épanouissement individuel en promouvant une meilleure insertion professionnelle, sociale, culturelle et scolaire ;
- Répondre aux besoins et demandes en formation émanant des entreprises, des administrations, de l'enseignement et d'une manière générale des milieux socio-économiques et culturelles ;

Considérant la demande du CPAS (Centre public d'action sociale) de Molenbeek-Saint-Jean, en date du 15 juin 2016, sollicitant la mise à disposition gratuite de deux locaux de cours à l'Institut Machtens - Cours de Promotion sociale, rue Tazieaux 25, du 1^{er} septembre 2016 au 30 juin 2017, du lundi au jeudi et uniquement durant les jours d'ouverture (de 9h00 à 12h00 et de 13h00 à 16h00), afin d'y tenir un cours d'alphabétisation et de français langue étrangère (cellule ALPHA) ;

Considérant en effet que le CPAS de Molenbeek-Saint-Jean ne dispose pas de locaux adaptés au bon déroulement des cours d'alphabétisation et de français langue étrangère ;

Considérant que ces cours s'adressent aux usagers du CPAS et se tiennent en dehors des heures de cours du soir pour les étudiants de l'Institut Machtens ;

Considérant l'accord de principe de Madame Stéphanie PITZ, Directrice de l'Institut technique Edmond Machtens, qui dispense l'enseignement communal de Promotion sociale à Molenbeek-Saint-Jean ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la mise à disposition gratuite de deux locaux et la convention ci-annexée établie entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, pouvoir organisateur de l'Institut technique Edmond Machtens, enseignement communal de Promotion sociale et le CPAS de Molenbeek-Saint-Jean.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd

Franstalig onderwijs - Gemeentelijk onderwijs van Sociale promotie - « Institut Machtens » - Goedkeuring van een conventie tussen het Gemeentebestuur en het OCMW van Sint-Jans-Molenbeek voor de gratis bezigheid van leslokalen bij het « Institut Machtens », gemeentelijk onderwijs van Sociale promotie.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

31.08.2016/A/0011 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Enseignement francophone - Enseignement secondaire artistique à horaire réduit - Académie de Musique et des Arts de la Parole - Conseil des études - Modification du règlement d'ordre intérieur du Conseil des études.

LE CONSEIL,

Vu le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles ;

Considérant que le point 5 de l'article 22 du décret du 2 juin 1998 précité prévoit entre autres que le pouvoir organisateur fixe le règlement d'ordre intérieur du Conseil des études ;

Considérant qu'un règlement d'ordre intérieur du Conseil des études de l'Académie de Musique et des Arts de la Parole a été approuvé par le Conseil communal en sa séance du 1^{er} mars 2007 ;

Considérant la nouvelle version du règlement d'ordre intérieur du Conseil des études corrigée et proposée par Mme Muriel BUKI, Directrice de l'Académie de Musique et des Arts de la Parole ;

Considérant que les principales modifications apportées au règlement d'ordre intérieur se justifient par l'exigence des Inspecteurs de l'enseignement (le décret du 2 juin 1998 ayant été modifié, il fallait par conséquent corriger le règlement pour qu'il soit conforme au décret), par le fait qu'il n'y avait aucun point mentionnant les modalités d'évaluations dans les Arts de la Parole et enfin par des changements dans les modalités d'évaluation à l'Académie (en 2009, le règlement d'ordre intérieur se basait sur un système à points. A présent, l'Académie est passée à un système de commentaires, retours oraux et bulletin et sans points).

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver la nouvelle version du règlement d'ordre intérieur du Conseil des études de l'Académie de Musique et des Arts de la Parole et sa mise en application dès la rentrée scolaire 2016/2017 ;

Article 2 :

De transmettre cette nouvelle version du règlement d'ordre intérieur du Conseil des études de l'Académie de Musique et des Arts de la Parole à la Fédération Wallonie-Bruxelles pour acceptation.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd

Franstalig onderwijs - Secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan - « Académie de Musique et des Arts de la Parole » - Studieraad - Wijziging van het intern reglement van de Studieraad.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

31.08.2016/A/0012 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Enseignement fondamental francophone - Révision de la décision du Conseil du 21 octobre 2015 d'attribuer le « numéro de matricule école » cédé par la Commune de Bouillon à l'Ecole fondamentale n° 15 - Les lutins du Petit Bois.

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu sa décision du 05/07/2012 de créer une école fondamentale communale francophone sise avenue Carl Requette, 18 en date du 01/09/2012 ;

Vu sa décision du 20/06/2013 de modifier l'organisation des écoles n° 15 et 16 de la façon suivante, une école communale maternelle francophone n° 15, sise avenue Carl Requette, 18 et une école communale primaire francophone n° 16, sise avenue Carl Requette, 20, et ce à partir du 1^{er} septembre 2013;

Vu sa décision du 21 octobre 2015 d'attribuer le « numéro de matricule école » cédé par la Commune de Bouillon à l'Ecole fondamentale n° 15 - Les lutins du Petit Bois, avec effet au 1^{er} septembre 2015 ;

Considérant par conséquent qu'il y a une erreur formelle dans sa décision du 21 octobre 2015 précitée, à savoir : l'école n° 15 – Les Lutins du Petit Bois est une école maternelle, et non fondamentale, qu'il y a lieu de rectifier dès la date d'effet d'attribution du matricule, soit le 1^{er} septembre 2015;

DECIDE :

Article unique :

De revoir la décision du Conseil communal du 21 octobre 2015 d'attribuer le « numéro de matricule école » cédé par la Commune de Bouillon à l'Ecole fondamentale n° 15 - Les lutins du Petit Bois, avec effet au 1^{er} septembre 2015,

et de la remplacer par « d'attribuer le « numéro de matricule école » cédé par la

Commune de Bouillon à l'Ecole maternelle n° 15 - Les lutins du Petit Bois, avec effet au 1er septembre 2015 ».

Le Conseil approuve le point.
36 votants : 36 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Gemeentelijk Franstalig basisonderwijs - Herziening van de besluiting van de Gemeenteraad van 21 oktober 2015 over de toekenning van de “numéro de matricule école” overgedracht door de Gemeente van Bouillon aan de basisschool n° 15 « Les lutins du Petit Bois ».

De Raad keurt het punt goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

31.08.2016/A/0013 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Enseignement francophone - Enseignement fondamental francophone - Révision de la décision du Conseil communal du 21 octobre 2015 d’attribuer le « numéro de matricule école » cédé par la Commune de Bouillon à l’Ecole fondamentale n° 15 - Les lutins du Petit Bois.

LE CONSEIL,

Vu l’article 117 de la Nouvelle Loi communale ;
Vu sa décision du 05/07/2012 de créer une école fondamentale communale francophone sise avenue Carl Requette, 18 en date du 01/09/2012 ;
Vu sa décision du 20/06/2013 de modifier l’organisation des écoles n° 15 et 16 de la façon suivante: une école communale maternelle francophone n° 15 sise avenue Carl Requette, 18 et une école communale primaire francophone n°16 sise avenue Carl Requette, 20, et ce à partir du 1^{er} septembre 2013;
Vu sa décision du 21 octobre 2015 d’attribuer le « numéro de matricule école » cédé par la Commune de Bouillon à l’Ecole fondamentale n° 15 - Les lutins du Petit Bois, avec effet au 1^{er} septembre 2015 ;
Considérant par conséquent qu’il y a une erreur formelle dans sa décision du 21 octobre 2015 précitée, à savoir : l’école n° 15 – Les Lutins du Petit Bois est une école maternelle, et non fondamentale, qu’il y a lieu de rectifier dès la date d’effet d’attribution du matricule, soit au 1^{er} septembre 2015;

DECIDE :

Article unique :

De revoir la décision du Conseil communal du 21 octobre 2015 d’attribuer le « numéro de matricule école » cédé par la Commune de Bouillon à l’Ecole fondamentale n° 15 - Les lutins du Petit Bois, avec effet au 1^{er} septembre 2015, et de la remplacer par « d’attribuer le « numéro de matricule école » cédé par la Commune de Bouillon à l’Ecole maternelle n° 15 - Les lutins du Petit Bois, avec effet au 1er septembre 2015 ».

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Franstalig onderwijs - Herziening van de besluiting van de Gemeenteraad van 21

oktober 2015 over de toekenning van de “numéro de matricule école” overgedracht door de Gemeente van Bouillon aan de basisschool n° 15 « Les lutins du Petit Bois ».

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

Mohamed El Abboudi entre en séance / treedt in zitting

Michaël Vossaert quitte la séance / verlaat de zitting

31.08.2016/A/0014 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Enseignement francophone - Enseignement communal de Promotion sociale -
Règlement d'ordre intérieur de l'Institut Edmond Machtens.

LE CONSEIL,

Vu le Décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de Promotion sociale ;
Vu l'article 7 (Titre II) du Décret du 16 avril 1991 précité qui définit les principales finalités de l'enseignement de promotion sociale de régime 1, à savoir :

« 1° concourir à l'épanouissement individuel en promouvant une meilleure insertion professionnelle, sociale, culturelle et scolaire ;

2° répondre aux besoins et demandes en formation émanant des entreprises, des administrations, de l'enseignement et d'une manière générale des milieux socio-économiques et culturels ; (...) »

Considérant que le Décret du 16 avril 1991 précité ne prévoit aucune disposition relative au règlement d'ordre intérieur ;

Considérant qu'il est de la responsabilité du pouvoir organisateur d'établir un règlement d'ordre intérieur pour l'Institut Edmond Machtens afin d'assurer la bonne marche de l'établissement et le bon déroulement des apprentissages ;

Considérant que la réglementation de la Fédération Wallonie-Bruxelles impose, en outre, au pouvoir organisateur d'établir un règlement des études qui se fonde sur les dispositions du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de Promotion sociale ;

Attendu la nécessité d'approuver le règlement d'ordre intérieur de l'Institut Edmond Machtens, enseignement communal de Promotion sociale, à partir de l'année scolaire 2016 - 2017 ;

Considérant que le projet de règlement a été rédigé en collaboration avec la Direction de l'établissement et relu par le service de l'Instruction publique et le service des affaires juridiques ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le règlement d'ordre intérieur de l'Institut Edmond Machtens, enseignement communal de Promotion sociale, d'application à partir de l'année scolaire 2016 - 2017, ci-annexé.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Franstalig onderwijs - Gemeentelijk onderwijs van sociale promotie - Intern
reglement van het Edmond Machtens instituut.

De Raad keurt het punt goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

Olivier Mahy quitte la séance / verlaat de zitting

31.08.2016/A/0015 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Enseignement francophone - Immersion linguistique néerlandophone à l'école n° 6
rue de Bonne, 105 - Convention de prestation de services avec la Vrije Universiteit
Brussel et descriptif du projet d'immersion - Poursuite en 2016-2017.

LE CONSEIL,

Vu le décret du 11 mai 2007 relatif à l'enseignement en immersion linguistique ;
Vu sa décision du 15 septembre 2010, de construire une école fondamentale communale francophone à la rue de Bonne, n°105;

Vu sa décision du 25 mars 2015 de confirmer la décision de principe relative à la mise en oeuvre d'un enseignement en immersion linguistique à la nouvelle école communale francophone n°6, sise rue de Bonne, n°105 ;

Vu sa décision du 21 octobre 2015 :

« Article 1 : de valider le descriptif du projet et de confier sa mise en oeuvre au service de l'Instruction publique en collaboration avec la direction de l'école n° 6, Monsieur Daniel Moya Fortes ;

Article 2 : de valider la convention de prestation de services (Dienstenovereenkomst) et son annexe et de confier sa mise en oeuvre au service de l'Instruction publique en collaboration avec la direction de l'école n° 6, Monsieur Daniel Moya Fortes ;

Article 3 : d'accepter la facture remise par la VUB pour un montant global TVA comprise de 2500 € et de confirmer que ce montant est affecté à l'article budgétaire 7220/122/48 (indemnités pour prestations diverses) de l'exercice 2015. »

Considérant que le décret du 11 mai 2007 précité prévoit en son article 13, §2 que :

« Dans l'enseignement subventionné, le Pouvoir organisateur, en ce qui concerne chaque école ou implantation au sein de laquelle est organisé l'apprentissage par immersion, accompagne la demande de subventionnement relative à l'école ou à l'implantation concernée d'un dossier comprenant a minima :

1° L'avis du Conseil de participation visé à l'article 69 du décret missions;

2° L'avis de la commission paritaire locale dans l'enseignement officiel subventionné et de l'instance de concertation locale ou du conseil d'entreprise ou, à défaut, de la délégation syndicale dans l'enseignement libre subventionné;

3° Un descriptif du projet.

Ce dernier aborde notamment et de la manière appropriée au niveau d'enseignement concerné :

a) Pour chaque année d'études, les disciplines à propos desquelles sera organisé l'apprentissage par immersion ainsi que, pour chaque discipline visée le nombre de périodes hebdomadaires organisées en immersion;

b) La composition et les modalités de fonctionnement d'un comité d'accompagnement local chargé d'accompagner l'équipe pédagogique dans la mise en place et le suivi du projet;

Il aborde également les mesures prises afin de :

a) Mettre à disposition des élèves et des enseignants des outils pédagogiques propres à l'apprentissage par immersion;

b) Assurer la continuité du projet;

c) Aider les élèves en difficulté et notamment ceux qui, s'il échec, quitteraient

l'apprentissage par immersion.

Il décrit également les mesures prises afin d'informer les parents sur :

a) Les caractéristiques de l'apprentissage par immersion;

b) En ce qui concerne les écoles fondamentales ou primaires, les possibilités de poursuivre au sein de la même zone ou à une distance raisonnable dans une zone voisine l'apprentissage par immersion au niveau de la troisième étape du continuum;

c) En ce qui concerne la troisième étape du continuum, les possibilités de poursuivre au sein de la même zone ou à une distance raisonnable dans une zone voisine l'apprentissage par immersion au niveau des Humanités générales et technologiques et des Humanités techniques et professionnelles;

d) S'il échet, les accords de collaboration évoqués aux articles 8 et 10. »

Considérant qu'il en va de l'intérêt de l'équipe pédagogique et du Pouvoir organisateur de poursuivre la collaboration avec Piet Van De Craen, expert issu du monde académique, notamment via sa participation au comité d'accompagnement local, lors de la deuxième année de lancement du projet, soit lorsque l'apprentissage en immersion est initié en première année primaire ;

Considérant que le Professeur Van De Craen est disposé à poursuivre son accompagnement du projet immersion à l'école 6 moyennant la signature d'une convention de prestation de services (Dienstovereenkomst) et le paiement d'une indemnité (annexe 1);

Considérant que la convention de prestation de services conclue entre la VUB et le Conseil communal, en qualité de Pouvoir organisateur des écoles communales de Molenbeek-Saint-Jean, tient compte des remarques du service de l'Instruction publique et du service des affaires juridiques de la Commune et fait l'objet d'une note résumée en français reprise en annexe également ;

Considérant que la convention de prestation de services conclue entre la VUB et le Conseil communal, en qualité de Pouvoir organisateur des écoles communales de Molenbeek-Saint-Jean, pour l'année 2016-2017 est identique à celle conclue pour l'année précédente, soit 2015-2016, à l'exception de l'article 2 relatif à la durée de la convention (annexe 2) ;

DECIDE :

Article unique :

De valider la convention de prestation de services (Dienstovereenkomst) 2016-2017 et de confier sa mise en œuvre au service de l'Instruction publique en collaboration avec la direction de l'école n° 6, Monsieur Daniel Moya Fortes.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd

Franstalig basisonderwijs - Immersieonderwijs in School n°6 - De Bonnestraat, 105

- Dienstovereenkomst met Vrije Universiteit en voorwerpbeschrijving -

Verlenging 2016-2017.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

31.08.2016/A/0016 **Prévention et Vie Sociale**

Cultures - Convention de partenariat entre la Commune et l'asbl PCM dans le cadre du festival des familles « Octopus ».

LE CONSEIL,

Attendu que les délibérations du collège du 11/07/2016 (introduite par le service cultures) et du 25/07/2016 (introduite par le service jeunesse) précisent que, pour l'organisation du festival des familles « Octopus », le Service des Cultures - Maison des Cultures, le Réseau des bibliothèques francophones et néerlandophones de Molenbeek, le service de la culture néerlandophone, le Service Tourisme, le Service Jeunesse apportent un budget de 29.500,00 €;

Considérant que l'asbl PCM apporte un budget de 9000,00 €

Vu que ces collèges précisent que les différents montants seront versés sur le compte de l'asbl PCM et qu'une convention doit être établie entre l'administration communale et l'asbl PCM ;

Vu que cette convention a été validée par le service juridique ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le projet de convention de partenariat afin de créer et d'organiser conjointement le festival des familles Octopus qui se déroulera du 26 octobre 2016 au 4 novembre 2016 à conclure entre l'Administration communale et l'Asbl PCM.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Preventie en Sociale Leven

Culturen - Samenwerkingsovereenkomst tussen de Gemeente en de vzw pcm in het kader van het familiefestival “ Octopus”.

DE RAAD,

Overwegende dat de beraadslagingen van het college van 11/07/2016 (ingediend door de dienst culturen) en van 25/07/2016 (ingediend door de jeugddienst) preciseren dat, voor de organisatie van het familiefestival “Octopus” de dienst culturen/het huis van culturen, de Franstalige en Nederlandstalige bibliotheken, de dienst Nederlandstalige cultuur, de dienst Toerisme, en de jeugddienst samen een budget van 29.500,00€ inbrengen ;

Gelet dat de vzw PCM een budget van 9000,00€ inbrengt voor de organisatie van het festival;

Gelet dat deze beraadslagingen preciseren dat de verschillende bedragen zullen gestort worden op de rekening van PCM en dat een overeenkomst zal opgemaakt worden tussen het Gemeentebestuur et de vzw PCM;

Gelet dat deze overeenkomst goedgekeurd werd door de juridische dienst;

BESLUIT :

Enig artikel :

De partnerschapontwerpovereenkomst met het oog op de gezamenlijke stichting en inrichting van het familiefestival Octopus die van 26 oktober 2016 tot 4 november 2016 zal plaatshebben, goed te keuren.

Deze beraadslaging zal overgemaakt worden aan de toezichhoudende overheid conform het artikel 7 van de ordonnantie van 14/05/1998 die het administratief toezicht op de gemeenten door het Brussels Hoofdstedelijk gewest organiseert.

De Raad keurt het punt goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Mohammadi Chahid quitte la séance / verlaat de zitting
Jef Van Damme quitte la séance / verlaat de zitting
Khadija El Hajjaji quitte la séance / verlaat de zitting

31.08.2016/A/0017 **Prévention et Vie Sociale**

Cohésion sociale - Fonds d'Impulsion pour la Politique des Immigrés (FIPI) 2016 - Convention FF / 05 entre la Commission communautaire française et l'Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean.

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil communal du 8 octobre 1992 d'introduire un projet annuel auprès du Fonds d'Impulsion pour la Politique des Immigrés (FIPI) ;

Considérant que suite à la 6^e réforme de l'Etat et aux transferts de la Sainte-Emilie, le FIPI est transféré aux Entités fédérées et pour partie à la Commission communautaire française ;

Vu le financement de ces projets par les bénéfices nets de la Loterie Nationale ;

Vu l'arrêté 2016/307 du 24 mars du Collège de la Commission Communautaire Française octroyant une subvention aux projets présentés par les communes pour couvrir des frais de fonctionnement pour 2016 dans le cadre du Fonds d'Impulsion à la Politique des Immigrés ;

Considérant la décision du Collège du 7 mars 2016 de ne retenir dans le cadre de l'appel à projet FIPI 2016 que le projet de l'asbl « Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek ;

Considérant que cette subvention de 238.533,00€, attribuée à la commune, contribue à couvrir des frais de fonctionnement (personnel) pour 2016 des Maisons de Quartier communales et la Maison des Femmes ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la convention FIPI communal 2016 – Commune de Molenbeek – FF / 05 ci-jointe entre la Commission communautaire française d'une part et la commune de Molenbeek-Saint-Jean d'autre part.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 31 votes positifs, 1 abstention.

Preventie en Sociale Leven

Sociale Cohesie - Impulsfonds voor het Migrantenbeleid (FIPI) 2016 - Overeenkomst FF / 05 tussen de Franstalige Gemeenschapscommissie en de gemeentelijke administratie van Sint-Jans-Molenbeek.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 8 oktober 1992 een jaarlijks project in te dienen bij het Impulsfonds voor het Migrantenbeleid (FIPI);

Overwegende dat als gevolg van de 6^e Staatshervorming en de overdrachten van Sint-Emilie, de FIPI overgedragen werd naar de gemeenschappen en gewesten en gedeeltelijk naar de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op de financiering van deze projecten door de netto winsten van de Nationale Loterij;

Gelet op het besluit 2016/307 van 24 maart van het College van de Franse Gemeenschapscommissie waarbij een subsidie wordt toegekend aan de projecten door de gemeenten voorgesteld en dit voor het dekken van de werkingskosten 2016 binnen het kader van de Impulsfondsen m.b.t. de Immigratiepolitiek (FIPI);

Overwegende de beslissing van het College van 7 maart 2016 om binnen het kader van de projectoproep FIPI 2016 enkel het project van de vzw “Lutte contre l’Exclusion Sociale à Molenbeek” te weerhouden;

Overwegende dat deze subsidies van 238.533,00€, toegekend aan de gemeente in 2016, bijdragen tot het dekken van de werkingskosten (personeelskosten) van de gemeentelijke buurthuizen en het Huis van de vrouwen;

BESLIST :

Enig artikel

De overeenkomst gemeentelijk FIPI 2016 – Gemeente Molenbeek - FF / 05, hierbij gevoegd, tussen de Franse Gemeenschapscommissie enerzijds en de gemeente Sint-Jans-Molenbeek anderzijds, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 31 positieve stemmen, 1 onthouding.

Hassan Ouassari quitte la séance / verlaat de zitting

31.08.2016/A/0018 **Prévention et Vie Sociale**
Prévention - Convention avec l'asbl Transit - Année 2016.

LE CONSEIL,

Considérant que dans le cadre du Plan stratégique de Sécurité et de Prévention 2014-2017, conclu entre la commune et l’Etat fédéral, l’asbl Transit a pour mission :

- D’être un centre de crise d’urgence pour les usagers de drogues interpellés par les services de police ou provenant des dispositifs communaux et du réseau socio-médical ;
- D’être un centre d’hébergement de courte durée, à bas seuil d’accès, ouvert 24 heures sur 24 et fonctionnant 7 jours sur 7
- D’être un centre d’accueil et d’orientation
- De proposer une aide sociale, psychologique et administrative ;
- D’accompagner les usagers de drogues dans les démarches nécessaires à l’amélioration de leurs conditions socio-économiques et à leur intégration

Considérant le montant de 14.808,66 € alloué par l’état fédéral à l’asbl Transit via la Plan stratégique ;

Considérant la convention jointe en annexe entre la commune et l'asbl Transit ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver la convention 2016 entre la commune et l'asbl Transit

Article 2 :

D'approuver l'octroi d'un subside de 14.808,66 euros à l'asbl Transit pour l'année 2106

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

Preventie en Sociale Leven

Preventie - Overeenkomst met de vzw transit - Jaar 2016.

DE RAAD,

Overwegende in het kader van de strategische veiligheids-en preventieplan 2014-2017, afgesloten tussen de gemeente en de Federale Staat, vervult de v.z.w. Transit de volgende opdracht :

- Functionneren als opvang-en crisicentrum voor druggebruikers, aangehouden door politiediensten of doorgestuurd door gemeentelijke diensten of het sociaal-medisch netwerk ;
- Een laadrepelig crisisopvangcentrum zijn met verblijf van korte duur, toegankelijk 7 dagen per week en 24 uur op 24 ;
- Een onthaal- en oriëntatiecentrum zijn;
- Sociale, psychologische en administratieve hulp aanbieden;
- Druggebruikers begeleiden bij het regulariseren van hun socio-economische situatie en hun sociale integratie

Overwegende het bedrag van € 14.808,66 toedewijzd door de Federal Staat aan de v.z.w Transit via het strategische plan

Overwegende de overeenkomst tussen de gemeente en de v.z.w. Transit in bijlage ;

BESLIST :

Artikel 1 :

De overeenkomst 2016 tussen de gemeente et de v.z.w. transit goed te keuren

Artikel 2 :

De toekening van een toelage van € 14.808,66 voor 2016 aan v.z.w. Transit goed te keuren

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

Laurie Carême-Palanga quitte la séance / verlaat de zitting

Hicham Chakir quitte la séance / verlaat de zitting

Recette communale - CPAS - Compte de l'exercice 2015.

LE CONSEIL,

Vu les articles 89 et 111 de la loi organique du 08.07.1976 des CPAS ;

Vu les délibérations du 21 juin 2016 du Conseil de l'action sociale du CPAS relatives aux comptes et bilans de l'exercice 2015, à la liste des dépenses engagées non liquidées et des droits constatés restant à recouvrer à transférer au budget 2016, à la liste des montants mis en irrécouvrabilité;

Considérant que le compte budgétaire de l'exercice 2015 du CPAS se clôture comme suit :

	Service d'exploitation	Service d'investissement
A. RESULTAT COMPTABLE		
Droits constatés nets	127.436.459,83	3.911.335,61
Dépenses engagées	126.335.853,86	4.682.612,30
Solde comptable	1.100.605,97	- 771.276,69
Résultat comptable budgétaire	+ 329.329,28	
Variation du fonds pour créances aléatoires	323.491,52	
Résultat final	+ 5.837,76	

La dotation communale pour 2016 sera diminuée de 5.837,76 €

	Service d'exploitation	Service d'investissement
B. SOLDE DE TRESORERIE		
Recouvrements	101.764.421,84	413.348,45
Paiements	118.446.936,35	2.041.368,62
Solde de trésorerie	- 16.682.514,51	- 1.628.020,17
Mali	-18.310.534,68	

DECIDE :

Article unique :

D'approuver les délibérations du 21 juin 2016 du Conseil de l'action sociale du CPAS relatives aux comptes et bilans de l'exercice 2015 et annexes, aux listes des sommes découlant des droits constatés restant à recouvrer au 31 décembre de l'exercice écoulé transférées à l'exercice suivant et des sommes découlant des dépenses engagées qui

n'ont pas été liquidées à la date du 31 décembre de l'exercice écoulé transférées à l'exercice suivant et annexes, à la liste des montants mis en irrécouvrabilité ou en non-valeurs et annexes (consultables au service de la Recette communale).

Le Conseil approuve le point.
29 votants : 29 votes positifs.

Gemeenteontvanger

Gemeenteontvangerij - OCMW - Rekeningen van het dienstjaar 2015.

DE RAAD,

Gezien de artikelen 89 en 111 van de organieke wet van 08.07.1976 van de OCMW;
Gezien de beraadslagingen van 21.06.2016 van de Raad van maatschappelijk welzijn betreffende de resultatenrekening en de balans van het dienstjaar 2015, de lijst van de bedragen van de vastgestelde uitgaven die niet vereffend zijn en de bedragen van de vastgestelde rechten die nog in te vorderen zijn worden overgedragen op de begroting 2016, de lijst met de oninvorderbare bedragen;
Overwegende dat de budgettaire rekening van het dienstjaar 2015 van het O.C.M.W. zich als volgt voordoet:

	Uitbatingsdienst	Investeringsdienst
A. BOEKHOUDKUNDIG RESULTAAT		
Netto invorderingsrechten	127.436.459,83	3.911.335,61
Vastgelegde uitgaven	126.335.853,86	4.682.612,30
Boekhoudkundig saldo	1.100.605,97	- 771.276,69
Budgetair boekhoudkundig resultaat		+ 329.329,28
Afwijking van de provisiefonds Voor onzekere schuldvorderingen		323.491,52
Eind resultaat		+ 5.837,76

De Gemeentelijke dotatie voor 2016 zal verminderd worden met 5.837,76€

	Uitbatingsdienst	Investeringsdienst
B. THESAURIESALDO		
Inningen 413.348,45		101.764.421,84
Betalingen	118.446.936,35	2.041.368,62
Thesauriesaldo	- 16.682.514,51	- 1.628.020,17
Mali	-18.310.534,68	

BESLUIT :

Enig artikel :

De beraadslagingen van 21 juni 2016 van de Raad van maatschappelijk welzijn betreffende de resultatenrekening en de balans van het dienstjaar 2015 en bijlagen, de lijsten van de bedragen van de vastgestelde uitgaven die niet vereffend zijn en de bedragen van de vastgestelde rechten die nog in te vorderen zijn worden overgedragen op de begroting 2016, de lijst met de oninvorderbare of de onverhaalbare bedragen goed te keuren (te raadplegen bij de dienst Gemeenteontvangerij).

De Raad keurt het punt goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

31.08.2016/A/0020 **Receveur Communal**

Recette communale - Reprise par l'Administration communale de la dette de l'emprunt n°4.

LE CONSEIL,

Attendu que l'Agence de stationnement de la Région de Bruxelles Capitale SA a repris à son compte en date du 1^{er} juillet 2015 un emprunt contracté initialement par le Commune de Molenbeek-Saint-Jean.

Attendu que par lettre du 29 juin 2016, la Commune de Molenbeek-Saint-Jean déclare que cet emprunt devait rester à sa charge.

Attendu que par lettre du 4 juillet 2016, Belfius Banque a marqué son accord pour transférer, au

1^{er} octobre 2016, la dette subsistant sur cet emprunt au compte de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et pour porter, désormais, à chaque échéance les intérêts et les tranches de remboursement de l'emprunt précité directement au débit du compte courant de la Commune.

Prêt	Montant initial	Dette au 04/07/2017	Echéance finale
4	1.441.770,23 €	1.379.198,96 €	01/04/2033

Attendu que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean sera en mesure d'assurer le service régulier de cet emprunt par des prélèvements à opérer périodiquement sur les ressources ordinaires centralisées à son compte chez Belfius Banque.

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

De reprendre à la date du 1^{er} octobre 2016 la dette résultant du prêt susmentionné;

Article 2 :

D'approuver toutes les stipulations énoncées ci-après.

La dette subsistant de cet emprunt sera transférée au compte de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean dès que Belfius Banque sera en possession de la présente délibération signée par les personnes compétentes.

La dette de cet emprunt sera remboursable conformément au plan d'amortissement et au

taux de l'emprunt contracté initialement par l'Agence de stationnement de la Région de Bruxelles Capitale SA.

Au cas où l'emprunteur procéderait à des remboursements anticipés, Belfius Banque pourra lui réclamer le paiement d'une indemnité correspondant à la perte financière qu'il subirait suite à ces remboursements.

La Commune de Molenbeek-Saint-Jean s'engage, jusqu'à l'échéance finale de ses emprunts auprès de Belfius Banque, à prendre toutes les dispositions utiles afin d'assurer le versement sur son compte ouvert auprès de cette société, de toutes les sommes qui y sont actuellement centralisées soit, en vertu de la loi (notamment sa quote-part dans le Fonds des Communes et dans tout autre Fonds qui viendrait à s'y ajouter ou à le remplacer, le produit des centimes additionnels communaux aux impôts de l'Etat et de la Région) soit en vertu d'une convention, et ce nonobstant toute modification éventuelle du mode de perception de ces recettes. La Commune de Molenbeek-Saint-Jean autorise irrévocablement Belfius Banque à affecter les recettes susmentionnées au paiement des intérêts, des commissions de réservation et des remboursements qui seront portés, à leurs échéances respectives, au débit du compte-courant ainsi qu'au prélèvement éventuel dont question ci-dessus.

La présente autorisation donnée par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean vaut délégation irrévocable au profit de Belfius Banque.

Le Conseil approuve le point.

29 votants : 29 votes positifs.

Gemeenteontvanger

Gemeenteontvagerij - Terugvordering door het Gemeentebestuur van de schuld van de lening nr 4.

DE RAAD,

Aangezien Het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 1 juli 2015 een lening heeft overgenomen initieel aangegaan door het Gemeentebestuur van Sint-Jans Molenbeek.

Gelet op de brief d.d. 29 juni 2016 waarbij het Gemeentebestuur van Sint-Jans Molenbeek verklaart dat deze lening ten eigen laste moet blijven.

Gelet op de brief d.d. 04 juli 2016 waarbij Belfius zijn akkoord verleent :

- om met valuta 1 oktober 2016 de bestaande schuld van deze lening volledig over te dragen, naar rekening van de Gemeente
- om op de respectievelijke vervaldagen, de intresten en terugbetalingstranches van de leningen te boeken op de rekening-courant van de Gemeente

Lening	Leningsbedrag	Saldo over te dragen naar de Gemeente in Eur per 04/07/2016	Eindvervaldag
4	1.441.770,23 €	1.379.198,96 €	01/04/2033

Overwegend dat de Gemeente bij machte zal zijn de leningslasten terug te betalen door periodieke afhoudingen op zijn gewone geldmiddelen gecentraliseerd bij Belfius. Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT :

Artikel 1:

De volledige schuld van de lening (zoals hierboven vermeld) over te nemen van Het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met behoud van de oorspronkelijke leningsmodaliteiten, eventueel gewijzigd door latere avenanten of bepalingen uit onderhavig overnamebesluit.

Artikel 2 :

ERMEE akkoord te gaan dat het kapitaalsaldo op datum van ontvangst van onderhavig besluit door Belfius Bank effectief wordt overgedragen.

ERMEE akkoord te gaan met de wederbelegingsvergoeding (gelijk aan het financieel verlies) die door Belfius Bank zou kunnen opgevraagd worden in geval van vervroegde terugbetaling.

VERBINDT er zich toe, tot de eindvervaldag van zijn leningen bij Belfius Bank, alle nodige maatregelen te nemen om de storting te verzekeren op zijn rekening geopend bij deze maatschappij, van al de bedragen die er op dit ogenblik gecentraliseerd worden, hetzij uit hoofde van de wet, hetzij uit hoofde van een overeenkomst en in voorkomend geval de gemeentelijke toelage evenals de stortingen van betalende derden en dit niettegenstaande elke eventuele wijziging in de manier van inning van deze inkomsten.

GEEFT machtiging aan Belfius Bank om deze inkomsten aan te wenden tot de betaling van de intresten, van de reserveringscommissies en van de terugbetalingen evenals van alle andere financiële kosten die een directe band hebben met deze leningen. Deze bedragen zullen op hun respectievelijke vervaldagen op het debet van de rekening-courant geboekt worden. Deze inkomsten mogen niet, zonder het expliciet akkoord van Belfius Bank, aangewend worden als waarborg van andere schulden dan deze tegenover Belfius Bank.

Mochten de voormelde ontvangsten hiertoe ontoereikend zijn, verbindt de lener zich bij Belfius Bank onmiddellijk het nodige bedrag te storten om de vervallen schuld volledig af te betalen.

Bij gehele of gedeeltelijke laattijdige betaling van de verschuldigde bedragen, zijn de interesten voor laattijdige betaling en de vergoeding voor invorderingskosten van rechtswege en zonder ingebrekestelling verschuldigd, berekend.

Dit besluit is onderworpen aan het algemeen administratief toezicht zoals voorzien in de gemeentewet en de toepasselijke dekreten.

De Raad keurt het punt goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

31.08.2016/A/0021 **Département Finances**

Finances - Avenant n°1 à la Convention du 7 mai 2015 conclue entre le FRBRTC, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et le CPAS de Molenbeek-Saint-Jean.

LE CONSEIL,

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire;

Vu la situation financière de la Commune;

Vu sa délibération du 27 mai 2015 approuvant la convention de prêt avec le FRBRTC, ainsi que le plan financier accompagnant celle-ci;

Vu l'accord du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 14 juillet 2016 sur une nouvelle intervention du FRBRTC en faveur de la Commune;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver l'avenant n°1 à la convention de prêt du 7 mai 2015, ainsi que les plans financiers 2016-2018 de la Commune et du CPAS qui font partie intégrante de ladite convention.

Le Conseil approuve le point.

29 votants : 29 votes positifs.

Departement Financiën

Financiën - Aangangsel nr 1 aan de Overeenkomst van 7 mei 2015 tussen het BGHGT, de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, de Gemeente van Sint-Jans-Molenbeek en het OCMW van Sint-Jans-Molenbeek.

DE RAAD,

Gezien artikel 252 van de nieuwe gemeentewet die het financieel evenwicht verplicht;
Gezien de financiële toestand van de Gemeente;
Gezien haar beraadslaging van 27 mei 2015 die de overeenkomst met het BGHGT, evenals het financieel plan, goedkeurt;
Gezien het akkoord van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering over een nieuwe tussenkomst van het BGHGT in voordeel van de Gemeente;

BESUIT :

Enig artikel :

Aangangsel nr 1 aan de overeenkomst van 7 mei 2015, evenals de financiële plannen 2016-2018 van de Gemeente en het OCMW, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Laurie Carême-Palanga entre en séance / treedt in zitting

31.08.2016/A/0022 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Propriétés communales - Nouvelle Loi communale article 234 alinéa 3 - Marchés publics - Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins - CC16.013.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale notamment l'article 234§3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006 ;
Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins relatives à la passation de marchés par procédure négociée en vertu de l'article 26§1-1°a) et l'article 53§2 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services ;

EST INFORME DE LA DECISION DU COLLEGE SUIVANTE :

23 août 2016 – Propriétés communales - Marché de travaux relatif à la mise en

conformité des serrures des portes des chambres de l'hôtel Belvue sis rue Evariste Pierron, 1 – Projet - 36.000,00 EUR TVAC – Art. 9304/731/60 (PGV-travaux) du budget extraordinaire de l'exercice 2016 - Fonds d'emprunt;

ET DECIDE :

Article unique :

D'approuver le mode de financement de la dépense susvisée.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Gemeentelijke eigendommen - Nieuwe Gemeentewet artikel 234§3 -
Overheidsopdrachten - Mededeling van de beslissingen van het College van
Burgemeester en Schepenen - GR16.013.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234§3 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003 en 9 maart 2006 ;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij opdrachten gegund worden door onderhandelingsprocedure volgens artikel 26§1, 1° a) en artikel 53§2 van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ;

WORDT GEÏNFORMEERD VAN DE VOLGENDE BESLISSING VAN HET COLLEGE :

23 augustus 2016 – Gemeentelijke Eigendommen – Opdracht voor werken betreffende in conformiteit stellen van de deursloten van de kamers van het hotel Belvue. gelegen Evariste Pierronstraat, 1 - Ontwerp – 36.000,00 EUR btw inbegrepen - Art. 9304/731/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2016 – Leningsgelden.

EN BESLUIT :

Enig artikel :

De financieringswijze van de bovenvermelde uitgave goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

31.08.2016/A/0023 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Propriétés communales - Rue d'Enghien, 51 - Equipement collectif réalisé dans le
cadre du Contrat de quartier « Ecluse Saint-Lazarre» - Occupation des locaux
destinés à accueillir une crèche par l'ASBL OLINA.

LE CONSEIL,

Considérant qu'un équipement collectif a été réalisé dans le cadre du contrat de quartier "Ecluse Saint-Lazarre" à la rue d'Enghien, 51;

Considérant que le bien comprend des logements communaux et des locaux destinés à accueillir une crèche ;

Considérant que l'ASBL OLINA désire occuper la crèche dont les locaux sont situés au rez-de-chaussée, au 1^{er} étage ainsi qu'un espace extérieur ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de conclure une convention d'occupation entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et l'ASBL Olina pour une durée limitée de 9 ans ;

Considérant que cette convention prévoit la gratuité de l'occupation mais que les compteurs d'eau et d'électricité seront repris au nom de l'ASBL OLINA et que le montant des charges pour le gaz peut être fixé à la somme de 200,00 EUR ;

Considérant que la gratuité est accordée parce que l'exploitation de la crèche sur fonds propres communaux n'est pas possible vu la conjoncture financière actuelle ;

Considérant que l'ASBL OLINA se trouve dans les conditions pour occuper le bâtiment et devrait facilement recevoir les agréments nécessaires ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 23 août 2016;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le projet de convention d'occupation par l'ASBL OLINA pour une durée limitée de 9 ans par l'ASBL Olina des locaux destinés à accueillir une crèche situés au rez-de-chaussée et 1^{er} étage dans le bâtiment communal rue d'Enghien, 51 ;

Article 2 :

D'approuver la gratuité de l'occupation ;

Article 3 :

D'approuver le montant des charges pour le gaz à la somme de 200,00 EUR ;

Article 4 :

D'approuver la reprise des compteurs d'eau et d'électricité au nom de l'ASBL Olina.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 29 votes positifs, 1 abstention.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Gemeentelijke eigendommen - Edingenstraat, 51 - Collectieve uitrusting
gerealiseerd in het kader van het wijkcontract "Sluis-Sint-Lazarus" - Gebruik van
de lokalen bestemd om een kinderdagverblijf van de vzw OLINA te ontvangen.

DE RAAD,

Overwegende dat een collectieve uitrusting in het kader van het wijkcontract "Sluis-

Sint-Lazarus” in het Edingenstraat, 51 gerealiseerd werd;
Overwegende dat het goed sindsdien gemeentelijke woningen bevat en lokalen bestemd om een kinderdagverblijf te ontvangen;
Overwegende dat de vzw OLINA er het kinderdagverblijf, waarvan de lokalen op het gelijkvloers gelegen zijn en eveneens de eerste verdieping en de tuin wenst te gebruiken;
Overwegende dat het daarom nodig is om een gebruiksovereenkomst af te sluiten tussen het gemeenbestuur van Sint-Jans-Molenbeek en de vzw OLINA voor een beperkte periode van 9 jaar;
Overwegende dat deze overeenkomst het gratis gebruik voorziet maar dat de water-, en elektriciteitstellers door de vzw OLINA overgenomen zullen worden en dat het bedrag voor de gas consumptie 200,00 € kan;
Overwegende dat het gratis aanbieden wordt verleend omdat de uitbating van het kinderdagverblijf op basis van gemeentelijke eigen middelen, gezien het huidige financiële klimaat niet mogelijk is ;
Overwegende dat de VZW OLINA zich in de omstandigheden bevindt om het gebouw te bezetten en gemakkelijk de nodige goedkeuringen hiervoor zou moeten ontvangen ;
Gelet op artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen op datum van 23 augustus 2016;

BESLIST :

Artikel 1 :

De ontwerpovereenkomst voor het gebruik door de vzw OLINA van de lokalen die bestemd zijn voor het herbergen van een kinderdagverblijf, gelegen op het gelijkvloers in het gemeentelijke gebouw gelegen in de Edingenstraat, 51, voor een beperkte duur van 9 jaar goed te keuren;

Artikel 2 :

Het gratis gebruik goed te keuren ;

Article 3 :

Het bedrag voor de gas kosten van 200,00 € goed te keuren ;

Artikel 4 :

Het overnemen van de water-, elektriciteitstellers door de vzw Olina goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 29 positieve stemmen, 1 onthouding.

31.08.2016/A/0024 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Propriétés communales - Rue Ulens, 40-44 - Convention d'occupation précaire
d'une partie du terrain - SCRL « Huis van het Go ! ».

LE CONSEIL,

Considérant que, dans le cadre du Contrat de quartier Autour de Léopold, la Commune est devenu propriétaire par jugement du Tribunal de Justice de Paix du canton de Molenbeek-Saint-Jean le 28 mai 2014, du bien ci rue Ulens, 40-44 ;

Considérant que la SCRL « Huis van het Go ! » sollicite l'occupation d'une partie de la parcelle du terrain, d'une superficie de 1125 m², afin d'y implanter une école

temporaire sous forme de containers;

Considérant qu'il y a lieu dès lors de conclure une convention d'occupation entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et la SCRL « Huis van het Go ! » pour une durée de 2 ans ;

Considérant que cette convention prévoit le paiement d'un loyer de 2.250,00 EUR et que les consommations d'énergie seront prises en charge par la SCRL « Huis van het Go ! » ;

Considérant qu'au vu de la pénurie d'infrastructures scolaires à Bruxelles et de l'ouverture de l'école prévue au 01.09.2016, la SPRL « Huis van het Go ! » pourra commencer l'installation des containers dès l'approbation du point par le Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 4 juillet 2016 ;

Considérant que cette convention a été soumise au service des Affaires juridiques ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 4 juillet 2016 ;

DECIDE:

Article 1:

D'approuver le projet de convention d'occupation, pour une durée de 2 ans, par la SCRL "Huis van het Go!", d'une partie de la parcelle du terrain, d'une superficie de 1125 m², située rue Ulens, 40-44 afin d'y implanter une école temporaire sous forme de containers ;

Article 2 :

De fixer le montant du droit d'occupation mensuel à la somme de 2.250,00 EUR et la prise en charge par la SCRL Huis van het Go de la consommation énergétique;

Article 3 :

D'accepter l'occupation du terrain par la SCRL « Huis van het Go ! » dès l'approbation du point par le Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 4 juillet 2016.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Gemeentelijke eigendommen - Ulensstraat 40-44 - Tijdelijke gebruiksovereenkomst van een gedeelte van het terrein - BVBA "Huis van het GO!"

DE RAAD,

Overwegende dat in het kader van het Wijkcontract Rond Leopold, de Gemeente, bij vonnis van de Rechtbank van Vrederecht van het kanton van Sint-Jans-Molenbeek, op 28 mei 2014 eigenaar geworden is van het goed hierboven bedoeld;

Overwegende dat de BVBA "Huis van het GO!" een gebruik verzoekt van een gedeelte van het perceel van het terrein van een oppervlakte van 1125 m² gelegen Ulensstraat 40-44, teneinde er een tijdelijke school onder de vorm van een container te plaatsen;

Overwegende dat er moet overgegaan worden tot het afsluiten van een gebruiksovereenkomst tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en de BVBA "Huis van het GO!" voor een duur van 2 jaar;

Overwegende dat deze overeenkomst de betaling van een huurprijs voorziet van 2.250,00 EUR en dat het energieverbruik ten laste genomen zal worden van de BVBA

"Huis van het GO! ;
Overwegende dat de BVBA "Huis van het GO! "
Overwegende dat deze overeenkomst voorgelegd werd aan de dienst Juridische Zaken;
Gelet op de artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 4 juli 2016;

BESLIST :

Artikel 1 :

het ontwerp van de gebruiksovereenkomst goed te keuren, voor een duur van 2 jaar, door de BVBA "Huis van het GO!", van een gedeelte van het perceel van het terrein van een oppervlakte van 1125 m² gelegen Ulensstraat 40-44, teneinde er een tijdelijke school onder de vorm van een container te plaatsen;

Artikel 2 :

Het bedrag van het gebruiksrecht vast te leggen op het maandelijks bedrag van 2.250,00 EUR en de tenlasteneming door de BVBA Huis van het GO van het energieverbruik.

Artikel 3 :

Het gebruik van het terrein door de BVBA "Huis van het GO!" te aanvaarden vanaf de goedkeuring ervan door het College van 4 juli 2016.

Deze beslissing moet overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden aan de Toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het punt goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

31.08.2016/A/0025 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Propriétés communales - Rue Ulens, 40-44 - Occupation d'un bien acquis dans le
cadre du contrat de quartier durable « Autour de Léopold II » par l'ASBL Samu
Social - Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'occupation.

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 21 janvier 2015 décidant e.a d'approuver le projet de convention d'occupation précaire avec le « Samu social», à titre gratuit, pour une partie du bâtiment sis rue Ulens 40-44 à 1080 Bruxelles, exproprié dans le Cadre du Contrat de Quartier durable « Autour de Léopold II », et cela, pour une durée déterminée prenant fin le 31 décembre 2016, avec prolongations possibles, dans l'attente du début du chantier;

Considérant que, le chantier ne devrait pas débiter avant septembre 2019, il y a lieu de prolonger l'occupation;

Considérant en outre qu'une partie du terrain va être occupé par une école temporaire dès septembre 2016;

Prend connaissance du projet d'avenant n°1 à la convention d'occupation par l'ASBL Samu Social du bien sis rue Ulens 40-44 précisant ces adaptations;

Considérant que cet avenant a été soumis au service des Affaires juridiques ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins en date du 27 juin 2016;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le projet d'avenant n°1 à la convention d'occupation par l'ASBL Samu Social du bien sis rue Ulens 40-44 prolongeant l'occupation et prévoyant l'installation d'une école temporaire sur une partie du terrain.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Gemeentelijke eigendommen - Ulensstraat 40-44 - Goed aangekocht in het kader van het duurzaam wijkcontract "Rond Leopold II" door de VZW Samu Social - Goedkeuring van de aanhangsel nr. 1 aan de bezettingsovereenkomst.

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 21 januari 2015 beslissende:

Enig artikel:

Het ontwerp van de tijdelijke gebruiksovereenkomst goed te keuren, hierbij gevoegd, met de "Samu social", met gratis karakter, voor een gedeelte van het gebouw gelegen Ulensstraat 40-44 te 1080 Brussel, onteigend in het kader van het Duurzaam Wijkcontract "Rond Leopold II", en dit, voor een bepaalde tijd die eindigt op 31 december 2016, met mogelijke verlengingen, in afwachting van het begin van de werf. Neemt kennis met het ontwerp van het aanhangsel nr.1 van de gebruiksovereenkomst door de VZW Samu Social van het goed gelegen Ulensstraat 40-44;

Gelet op de artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 27 juni 2016;

BESLIST :

Enig artikel :

Het ontwerp van het aanhangsel nr.1 van de gebruiksovereenkomst door de VZW Samu Social van het goed gelegen Ulensstraat 40-44 goed te keuren;

Deze beslissing moet overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden aan de Toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

31.08.2016/A/0026 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Infrastructures et Développement urbain - Marchés publics - Nouvelle Loi communale article 234 alinéa 3 - Marchés publics - Communication des décisions du Collège des Bourgmestres et Echevins - CC16.016.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale notamment l'article 234§3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006 ;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins relatives à la passation de marchés par procédure négociée en vertu de l'article 26§1-1^oa) et l'article 53§2 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services ;

EST INFORME DES DECISIONS DU COLLEGE SUIVANTES :

- Séance du 17 mai 2016 – Marchés Publics - Marché de fourniture d'un pavillon sanitaires pour l'école 01« Rose des Vents » sise rue des Quatre Vents 71 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean – Projet estimé à 24.793,39 EUR HTVA (TVA 21% : 5.206,61 EUR), soit à 30.000,00 EUR TVAC – Art 7220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2016 – Dépenses couvertes par Fonds d'emprunt;
- Séance du 20 juin 2016 – Marchés Publics – Marché de travaux relatifs au remplacement de dalles structurelles en béton précontraint à l'avenue Jean Dubrucq, 224 – Projet estimé à 57.717,39 HTVA (TVA 21% 12.120,65 EUR) soit 69.838,04 EUR TVAC – Art 8440/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2016 - Dépenses couvertes par Fonds d'emprunt ;
- Séance du 22 aout 2016 – Marchés Publics – Marché de travaux relatifs au remplacement des clôtures existantes et à la sécurisation de l'entrée principale de l'école 9 - Projet estimé à 37.190,08 HTVA (TVA 21% 7.809,92 EUR) soit 45.000,00 EUR TVA comprise (montant arrondi) – Art. 7220/722/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2016 – Dépenses couvertes par Fonds d'emprunt;
- Séance du 18 juillet 2016 – Marchés Publics – Marché de travaux relatifs à la construction de logements, rue Ransfort 40 – Placement d'un compteur et branchement électrique – SIBELGA - Projet estimé à 1.134,00 EUR TVA comprise (TVA 0%) – Art. 9220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2016 – Dépenses couvertes par Fonds d'emprunt;
- Séance du 22 aout 2016 – Marchés Publics – Marché de travaux relatifs à la construction de logements, rue Ransfort 40 – Placement d'un compteur et branchement au gaz – SIBELGA - Projet estimé à 1.315,00 EUR TVA comprise (TVA 0%) – Art. 9220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2016 – Dépenses couvertes par Fonds d'emprunt;

ET DECIDE :

Article unique :

D'approuver le mode de financement des dépenses susvisées.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Overheidsopdrachten - Nieuwe Gemeentewet artikel 234 alinea 3 - Overheidsopdrachten - Mededeling van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen - GR16.016.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234§3 zoals gewijzigd door de ordonnanties van 17 juli 2003 en 9 maart 2006;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij opdrachten gegund worden via een onderhandelingsprocedure volgens artikel 26§1, 1° a) en artikel 53§2 van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

WORDT GEINFORMEERD VAN DE VOLGENDE BESLISSINGEN VAN HET COLLEGE:

- Zitting van 17 mei 2016 – Overheidsopdrachten - Overheidsopdracht voor leveringen van een tijdelijk sanitair paviljoen voor school nr.1, Vierwindenstraat 71, 1080 Sint-Jans-Molenbeek – Ontwerp van de uitgave van 24.793,39 EUR btw niet inbegrepen (btw 21%: 5.206,61 EUR), ad. 30.000,00 EUR btw inbegrepen - Art. 7220/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2016 – uitgave gedekt door Leningsgelden;
- Zitting van 20 juni 2016 – Overheidsopdrachten – Opdracht van werken betreffende de vervanging van Structuurplaten in voorgespannen beton te Jean Dubrucqsaan, 224 – Ontwerp - 57.717,39 EUR btw niet inbegrepen (btw 21%: 12.120,65 EUR) ad. 69.838,04 EUR btw inbegrepen - Art. 8440/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2016 – uitgave gedekt door Leningsgelden;
- Zitting van 22 augustus 2016 – Overheidsopdrachten – Opdracht voor werken met betrekking tot de vervanging van de bestaande omheining en de beveiliging van de hoofdingang van school 9 – Ontwerp - 37.190,08 EUR btw niet inbegrepen (btw 21%: 7.809,92 EUR) ad. 45.000,00 EUR btw inbegrepen - Art. 7220/722/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2016 – uitgave gedekt door Leningsgelden;
- Zitting van 18 juli 2016 – Overheidsopdrachten – Opdracht van werken betreffende de constructie van woningen te Ransfortstraat, 40 – Plaatsing van een elektriciteitsteller en -aansluiting – SIBELGA– Ontwerp - 1.134,00 EUR btw inbegrepen (btw 0%) - Art. 9220/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2016 – uitgave gedekt door Leningsgelden;
- Zitting van 22 augustus 2016 – Overheidsopdrachten – Opdracht van werken betreffende de constructie van woningen te Ransfortstraat, 40 – Plaatsing van een gasteller en -aansluiting – SIBELGA – Ontwerp - 1.315,00 EUR btw inbegrepen (btw 0%) - Art. 9220/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2016 – uitgave gedekt door Leningsgelden;

EN BESLUIT :

Enig artikel :

De financieringswijze van de bovenvermelde uitgaven goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

31.08.2016/A/0027 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Infrastructures et Développement urbain - Fourniture de mobilier pour les bureaux de la division Démographie de la commune de Molenbeek-Saint-Jean - Approbation du cahier spécial des charges, clauses techniques modifiées et de l'avis de marché rectificatif.

LE CONSEIL,

Vu sa délibération en date du 25.05.2016 décidant e.a :

- De prendre connaissance, d'approuver et de faire sien le cahier spécial des charges ainsi que l'avis de marché relatifs au présent marché public;
- D'approuver la dépense estimée à 139.859,19 euros TVAC et de la financer par des fonds propres via le fonds de réserve extraordinaire;
- De recourir à la procédure négociée directe avec publicité.

Considérant que suite aux adaptations du mode de fabrication des matériaux, il y a lieu de rectifier le cahier spécial des charges, clauses techniques ainsi que l'avis de marché ; Prend connaissance du cahier spécial des charges, clauses techniques, modifié ainsi que de l'avis de marché rectificatif ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, l'A.R. du 15 juillet 2011 et l'A.R. du 14 janvier 2013 ;

Vu l'art. 234 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le cahier spécial des charges, clauses techniques, modifié ainsi que l'avis de marché rectificatif.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling
Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Levering van meubilair voor de nieuwe kantoren van de afdeling Demografie van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek - Goedkeuring van het gewijzigde bestek met de technische clausules en van de rechtzetting van de aankondiging van opdracht.

DE RAAD,

Gelet op zijn beraadslaging d.d. 25.05.2016 houdende o.a. beslissing:

- Kennis te nemen van het bestek alsook van de aankondiging van de opdracht met betrekking tot deze overheidsopdracht, ze goed te keuren en zich eigen te maken;
- De uitgave, die geraamd is op 139.859,19 EUR btw inbegrepen, goed te keuren en deze te financieren met eigen middelen via het buitengewoon reservefonds;
- Over te gaan tot de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met

bekendmaking.

Overwegende dat volgend op de aanpassingen van de fabricatiewijze van materialen, het bestek met de technische clausules alsook de aankondiging van opdracht moeten gewijzigd worden;

Neemt kennis van het gewijzigde bestek met de technische clausules alsook van de rechtzetting van de aankondiging van de opdracht;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, van het K.B. van 15 juli 2011 en van het K.B. van 14 januari 2013;

Gelet op art. 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT :

Enig artikel :

Het gewijzigde bestek met de technische clausules alsook de rechtzetting van de aankondiging van de opdracht goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Olivier Mahy entre en séance / treedt in zitting

Paulette Piquard quitte la séance / verlaat de zitting

Amet Gjanaj quitte la séance / verlaat de zitting

31.08.2016/A/0028 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement urbain - Marché de travaux -
Fourniture et installation de pavillons provisoires scolaires, de locaux annexes et de
sanitaires en vue de l'extension de l'école communale n° 14 « Petite Flute » situé sur
un terrain communal rue de la Flûte Enchantée, 5 à Molenbeek-Saint-Jean -
Approbation du dossier d'adjudication, de l'avis de marché et Fixation des
conditions du marché.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services ;

Considérant que la commune souhaite procéder à l'extension de l'école communale n° 14 « Petite Flute » situé rue de la Flûte Enchantée 5 à Molenbeek-Saint-Jean rue de la Flûte Enchantée 5 à Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant qu'il y a lieu de lancer le marché de travaux pour ce projet ;

Considérant que le présent marché est un marché public de travaux qui a pour objet la fourniture et l'installation de pavillons provisoires scolaires, de locaux annexes et de sanitaires en vue de l'extension de l'école communale n° 14 « Petite Flute » situé rue de la Flûte Enchantée 5 à Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que le montant estimé du marché s'élève à 450.000,00 EUR Hors TVA, soit 544.500,00 EUR TVA comprise ;

Considérant que le présent marché prévoit une clause de révision des prix et/ou des quantités présumées ;

Vu le courrier du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 août 2006, ref circulaire 2006/10 demandant de prévoir une marge de +/- 10% lors de l'engagement de la dépense relative à l'attribution d'un marché public, lorsque les clauses

contractuelles du cahier spécial des charges prévoient une révision des prix et/ou des quantités présumées ;
Considérant que le montant de cette marge s'élève à 54.450,00 EUR TVAC (10% de marge);
Considérant que le montant estimé pour ce marché de travaux s'élève donc à 598.950,00 EUR TVAC;
Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 7220/722/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2016 ;
Considérant que le montant estimé de la dépense est inférieur à 600.000 EUR Hors TVA;
Considérant que conformément à l'article 105 §2, 2° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011, une procédure négociée directe avec publicité est autorisée pour les marchés de travaux qui n'atteignent pas le seuil de 600.0000 EUR HTVA ;
Considérant que le marché peut dès lors être confiés au secteur privé par procédure négociée directe avec publicité conformément à l'article 26, §2, 1°, d) de la loi du 15 juin 2006;
Vu l'article 5, §2 de l'A.R. du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;
Considérant que le marché est soumis à la publicité belge ;
Prend connaissance du dossier d'adjudication comprenant le cahier spécial des charges, plans, métrés et l'avis de marché établis en vue de la réalisation de ces travaux et faisant partie intégrante de la présente décision ;
Vu l'article 234 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le marché de travaux relatif à la fourniture et l'installation de pavillons provisoires scolaires, de locaux annexes et de sanitaires en vue de l'extension de l'école communale n° 14 « Petite Flute » situé rue de la Flûte Enchantée 5 à Molenbeek-Saint-Jean

Article 2 :

D'approuver et de faire sien le dossier d'adjudication comprenant le cahier spécial des charges, plans, métrés et l'avis de marché relatif au présent marché public;

Article 3 :

D'approuver la dépense relative à ce marché estimée à 598.950,00 EUR TVAC et de couvrir cette dépense par des fonds d'emprunt;

Article 4 :

De lancer un marché public de travaux par procédure négociée directe avec publicité Belge.

Une copie de la présente délibération ainsi que des pièces annexes sera transmise aux autorités de Tutelle générale et B4 et B6

Le Conseil approuve le point.

29 votants : 29 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Opdracht voor werken - Levering en installatie van voorlopige schoolpaviljoenen, bijhorende lokalen en sanitaire voorzieningen met het oog op de uitbreiding van gemeenteschool nr. 14 « Petite Flute » gelegen op een terrein van de gemeente in de Toverfluitstraat 5 te

1080 Sint-Jans-Molenbeek - Goedkeuring van het aanbestedingsdossier, de aankondiging van de opdracht en vastlegging van de voorwaarden van de opdracht.

DE RAAD,

Gezien de Wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Overwegende dat de gemeente wenst over te gaan tot de uitbreiding van gemeenteschool nr.14 « Petite Flute » gelegen in de Toverfluitstraat 5 te Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat de overheidsopdracht voor werken moet worden opgestart voor dit projet;

Overwegende dat deze opdracht een overheidsopdracht voor werken is met als voorwerp de levering en installatie van voorlopige schoolpaviljoenen, bijhorende lokalen en sanitaire voorzieningen met het oog op de uitbreiding van gemeenteschool nr. 14 « Petite Flute » gelegen op een terrein van de gemeente in de Toverfluitstraat 5 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat het geraamde bedrag van de opdracht 450.000,00 EUR btw excl., hetzij 544.500,00 EUR btw inbegrepen is;

Overwegende dat deze opdracht een clause voor een prijsherziening en/of veronderstelde hoeveelheden voorziet ;

Gezien de brief van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 augustus 2006 met als referentie omzendbrief 2006/10 die vraagt om een marge te voorzien van +/- 10% bij de vastlegging van de uitgave met betrekking tot de gunning van een overheidsopdracht, wanneer de clauses van de overeenkomst van het bestek een prijsherziening en/of veronderstelde hoeveelheden voorzien;

Overwegende dat het bedrag van deze marge 54.450,00 EUR btw incl. is (marge van 10%);

Overwegende dat het geraamde bedrag voor deze opdracht voor werken dus 598.950,00 EUR btw incl. is;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn op artikel 7220/722/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2016;

Overwegende dat het geraamde bedrag van de uitgave minder is dan 600.000 EUR btw excl.;

Overwegende dat in overeenkomst met artikel 105 §2, 2° van het koninklijk besluit van 15 juli 2011, een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking toegelaten is voor opdrachten voor werken die de drempel van 600.000 EUR btw excl. niet bereiken;

Overwegende dat de opdracht dus kan worden uitbesteed aan de private sector via een onderhandelingsprocedure met bekendmaking in overeenkomst met artikel 26, §2, 1°, d) van de wet van 15 juni 2006;

Gezien artikel 5, §2 van het K.B. van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gezien de overheidsopdracht onderworpen is aan de Belgische bekendmaking;

Neemt kennis van het aanbestedingsdossier met het bestek, de plannen, de opmeting en de aankondiging van de opdracht opgesteld met het oog op de uitvoering van deze werken en integraal deel uitmakend van deze beslissing;

Gezien artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST :

Artikel 1 :

De opdracht voor werken met betrekking tot de levering en de installatie van

voorlopige schoolpaviljoenen, bijhorende lokalen en sanitaire voorzieningen met het oog op de uitbreiding van gemeenteschool nr. 14 « Petite Flute » gelegen in de Toverfluitstraat 5 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren

Artikel 2

Het aanbestedingsdossier met het bestek, de plannen, de opmeting en de aankondiging van de opdracht met betrekking tot deze opdracht goed te keuren en het zich eigen te maken;

Artikel 3 :

De uitgave met betrekking tot deze opdracht die geraamd is op 598.950,00 EUR btw incl. goed te keuren en deze uitgave te dekken met leningsgelden;

Artikel 4 :

Een overheidsopdracht voor werken via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met Belgische bekendmaking op te starten.

Een kopie van deze beraadslaging alsook van de bijgevoegde stukken moet worden overgemaakt aan de Algemene Toezichthoudende overheid en B4 en B6.

De Raad keurt het punt goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

31.08.2016/A/0029 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement urbain - Contrat de Quartier Durable Autour de Léopold II - Marché de travaux - Réaménagement de la rue de Ribaucourt entre le parvis Saint-Jean-Baptiste et la rue Picard, à 1080 Molenbeek-Saint-Jean - Approbation de l'avis de marché, du dossier d'adjudication et fixation des conditions du marché.

LE CONSEIL,

Vu la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ainsi que les arrêtés pris en exécution de cette loi;

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 28 janvier 2010 et son arrêté d'exécution (arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine) du 27 mai 2010 ;

Vu l'arrêté du 13 décembre 2012 par lequel le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a approuvé définitivement le dossier de base du contrat de quartier durable « Autour de Léopold II »;

Vu le courrier du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale daté du 21 décembre 2012 notifiant à la commune son approbation du programme de base du contrat de quartier durable « Autour de Léopold II »;

Vu la délibération du Conseil Communal en date du 22 décembre 2013 approuvant le programme de base modifié du contrat de quartier durable « Autour de Léopold II » ;

Vu la réponse du 4 avril 2014 de la tutelle concernant le programme de base modifié du contrat de quartier durable « Autour de Léopold II »;

Vu la délibération du collège des Bourgmestre et Echevins en date du 21 septembre 2015 décidant entre autres, sur base du rapport d'analyse, de désigner et de passer commande au bureau BUUR cvba, Sluisstraat 79/03.02, 3000 Leuven (TVA : 0883.973.470) pour la mission complète d'architecte - auteur de projet en vue de l'aménagement de la rue de Ribaucourt entre le parvis Saint-Jean-Baptiste et la rue Picard, la réalisation et la mise en œuvre du plan lumière sur l'axe Ribaucourt et l'étude de faisabilité pour l'amélioration des traversées des axes régionaux dans le cadre du

contrat de quartier durable "Autour de Léopold II" pour un montant de 115.200,00 EUR HTVA, soit 139.392,00 EUR TVAC pour les deux tranches ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 05 octobre 2015 décidant de marquer son accord sur le dossier d'avant-projet proposé par le bureau BUUR cvba pour l'aménagement de la rue de Ribaucourt entre le parvis Saint-Jean-Baptiste et la rue Picard, la réalisation et la mise en œuvre du plan lumière sur l'axe Ribaucourt et l'étude de faisabilité pour l'amélioration des traversées des axes régionaux, à 1080 Molenbeek-Saint-Jean et d'approuver le budget estimatif des travaux pour ce projet, de 1.004.522,10 EUR HTVA soit 1.215.471,73 EUR TVAC pour les deux tranches, se détaillant comme suit :

-Tranche 1 ferme : 867.883,35 EUR HTVA soit 1.050.138,85 EUR TVAC

-Tranche 2 conditionnelle : 136.638,75 EUR HTVA soit 165.332,88 EUR TVAC ;

Vu le permis d'urbanisme (référence PU -36715) délivré par l'Administration de l'Aménagement du territoire et du Logement – Direction Urbanisme au Collège des Bourgmestre et Echevins de Molenbeek-Saint-Jean en date du 10 juin 2016 ;

Considérant qu'il y a lieu de lancer le marché de travaux pour ce projet ;

Prend connaissance du dossier d'adjudication comprenant le cahier spécial des charges, plans, métrés et avis de marché, établis en vue de la réalisation de ces travaux ;

Considérant que le présent marché est un marché public de travaux qui a pour objet le réaménagement de la rue de Ribaucourt entre le parvis Saint-Jean-Baptiste et la rue Picard, à 1080 Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché comprenant 2 tranches se détaillant comme suit :

Tranche 1 ferme relative à :

- le réaménagement de façade à façade du tronçon rue du Jardinier – rue Adolphe La vallée ;

- le réaménagement de façade à façade du tronçon rue de l'Intendant ;

- les réaménagements ponctuels du tronçon boulevard rue de l'Intendant – rue Picard ;

Tranche 2 conditionnelle relative à :

- le réaménagement de façade à façade du tronçon parvis Saint-Jean Baptiste - rue du Jardinier ;

- le réaménagement de façade à façade du tronçon rue Adolphe La vallée – boulevard Léopold II.

Considérant que l'exécution de la tranche 2 conditionnelle du marché est subordonnée à la décision du pouvoir adjudicateur, à savoir en fonction de l'octroi ou non de subsides dans le cadre du Programme Triennal d'Investissement ;

Considérant que le dossier comprend entre autre un budget d'exécution des travaux estimé à un montant total de 1.125.320,60 EUR HTVA soit 1.361.637,93 EUR TVAC pour les deux tranches se détaillant comme suit :

-Tranche 1 ferme : 807.441,52 EUR HTVA soit 977.004,24 EUR TVAC

-Tranche 2 conditionnelle : 317.879,08 EUR HTVA soit 384.633,69 EUR TVAC ;

Considérant que l'augmentation du budget estimatif de la tranche 2 à hauteur de 219.300,81 EUR TVAC par rapport au montant approuvé en phase d'avant-projet est justifié par la décision de réaliser un réaménagement de façade à façade et non un simple aménagement ponctuel comme prévu au cahier spécial des charges CSC 13.019 – CQLéo – BE - Ribaucourt et cela afin de rendre plus cohérent le réaménagement sur tout l'axe de la rue de Ribaucourt ;

Vu le courrier du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 août 2006, ref circulaire 2006/10 demandant de prévoir une marge de +/- 10% lors de l'engagement de la dépense relative à l'attribution d'un marché public, lorsque les clauses contractuelles du cahier spécial des charges prévoient une révision des prix et/ou des quantités présumées ;

Considérant dès lors que le budget d'exécution des travaux majoré d'une marge financière de 10% est estimé à un montant total de 1.361.638,29 EUR HTVA soit 1.497.802,12 EUR TVAC; pour les deux tranches se détaillant comme suit :

-Tranche 1 ferme : 1.074.705,06 EUR TVAC

-Tranche 2 conditionnelle : 423.097,06 EUR TVAC ;

Considérant que le financement envisagé des travaux de la tranche 1 se répartira entre les subsides CQD « Autour de Léopold II » (Part régionale CQD 95% : 953.979,56 EUR) et des fonds d'emprunt d'un montant de 120.725,51 EUR (Part communale CQD 5% : 50.179,17 EUR + solde Part communale : 70.546,34 EUR)

Considérant que le financement des travaux de la tranche 2 ne peut être pris en charge dans le cadre de l'enveloppe budgétaire du Contrat de Quartier Durable « Autour de Léopold II » et qu'il sera dès lors couvert à 100% par des fonds d'emprunt d'un montant de 423.097,06 EUR ;

Considérant, qu'en vue de réduire le fond d'emprunt prévu pour la tranche 2 (423.097,06 EUR), une demande de subside à hauteur de 70% du montant des travaux soit 296.3167,94 EUR sera introduite auprès de la Région de Bruxelles Capitale dans le cadre du Programme triennal d'Investissement 2016-2018 pour le financement des travaux de la tranche 2 ;

Considérant le plan financier prévisionnel de ce projet fourni par la division technique du département infrastructures et développement urbain;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 9301/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2016 et que la dépense sera couverte par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier durable « Autour de Léopold II » et le solde par des fonds d'emprunt;

Considérant que les travaux peuvent être confiés au secteur privé par la voie d'une adjudication ouverte ;

Vu les articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006 ;

Vu les articles 80 à 104 de l'A.R. du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'article 5, §2 de l'A.R. du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'article 234 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

Article 1

D'approuver le marché des travaux de réaménagement de la rue de Ribaucourt entre le parvis Saint-Jean-Baptiste et la rue Picard, à 1080 Molenbeek-Saint-Jean ;

Article 2

D'approuver et de faire sien le dossier d'adjudication comprenant le cahier spécial des charges, plans, métrés établis par l'architecte ainsi que l'avis de marché en vue de la réaménagement de la rue de Ribaucourt entre le parvis Saint-Jean-Baptiste et la rue Picard, à 1080 Molenbeek-Saint-Jean ;

Article 3

D'approuver la dépense estimée à un montant total de 1.361.638,29 EUR HTVA soit 1.497.802,12 EUR TVAC pour les deux tranches se détaillant comme suit :

-Tranche 1 ferme : 1.074.705,06 EUR TVAC

-Tranche 2 conditionnelle : 423.097,06 EUR TVAC ;

Article 4

De financer les travaux de la tranche 1 par les subsides CQD « Autour de Léopold II » (Part régionale CQD 95% : 953.979,56 EUR) et des fonds d'emprunt d'un montant de 120.725,51 EUR (Part communale CQD 5% : 50.179,17 EUR + solde Part communale : 70.546,34 EUR EUR) et les travaux de la tranche 2 par des fonds d'emprunt d'un montant de 423.097,06 EUR ;

Article 5

De lancer le marché de travaux par procédure de l'adjudication ouverte belge.

Une copie de la présente délibération ainsi que des pièces annexes sera transmise aux autorités de Tutelle générale et subsidiante.

Le Conseil approuve le point.
29 votants : 29 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Duurzaam Wijkcontract Rond Leopold II - Opdracht voor werken – Herinrichting van de Ribaucourstraat tussen het Sint-Jan-Baptistvoorplein en de Picardstraat te 1080 Sint-Jans-Molenbeek - Goedkeuring van de aankondiging van de opdracht, het aanbestedingsdossier en vastlegging van de voorwaarden van de opdracht.

DE RAAD,

Gezien de Wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten alsook de in uitvoering van deze wet genomen besluiten;

Gezien de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering van 28 januari 2010 en zijn uitvoeringsbesluit (besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende uitvoering van de ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering) van 27 mei 2010;

Gezien het besluit van 13 december 2012 waarmee de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het basisdossier van het duurzaam wijkcontract "Rond Leopold II" definitief heeft goedgekeurd;

Gezien de brief van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 21 december 2012 die de gemeente officieel haar goedkeuring van het basisprogramma van het duurzaam wijkcontract "Rond Leopold II" meedeelt;

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 22 december 2013 houdende goedkeuring van het gewijzigde basisprogramma van het duurzaam wijkcontract "Rond Leopold II";

Gezien het antwoord van 4 april 2014 van de Toezichthoudende overheid betreffende het gewijzigde basisprogramma van het duurzaam wijkcontract "Rond Leopold II";

Gezien de beraadslaging van het college van Burgemeester en Schepenen van 21 september 2015 houdende beslissing onder andere op basis van het analyserapport het bureau BUUR cvba, Sluisstraat 79/03.02, 3000 LEUVEN (BTW: 0883.973.470) aan te duiden en er de bestelling bij te plaatsen voor de volledige opdracht van een architect-projectontwerper voor de herinrichting van de Ribaucourstraat tussen het Sint-Jan-Baptistvoorplein en de Picardstraat, de realisatie en uitvoering van het verlichtingsplan op de Ribaucourt-verkeersader en de haalbaarheidsstudie voor de verbetering van de oversteekplaatsen van de gewestelijke verkeersaders in het kader van duurzaam wijkcontract "Rond Leopold II" voor een bedrag van 115.200,00 EUR btw excl., hetzij 139.392,00 EUR btw incl. voor de twee gedeelten;

Gezien de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 05 oktober 2015 houdende beslissing zijn akkoord te verlenen met betrekking tot het voorontwerpdossier dat door het bureau BUUR cvba werd voorgesteld voor de herinrichting van de de Ribaucourstraat tussen het Sint-Jan-Baptistvoorplein en de Picardstraat, de realisatie en uitvoering van het verlichtingsplan op de Ribaucourt-verkeersader en de haalbaarheidsstudie voor de verbetering van de oversteekplaatsen van de gewestelijke verkeersaders te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, en het geraamde budget van de werken voor dit project goed te keuren, namelijk 1.004.522,10 EUR btw excl. hetzij 1.215.471,73 EUR btw incl. voor de twee gedeelten, of in detail als volgt:

- Vast gedeelte 1: 867.883,35 EUR btw excl, hetzij 1.050.138,85 EUR btw incl;

- Voorwaardelijk gedeelte 2: 136.638,75 EUR BTW excl. soit 165.332,88 EUR BTW incl.;

Gezien de stedenbouwkundige vergunning (referentie PU-36715) afgeleverd door het Bestuur Ruimtelijke Ordening en Huisvesting – Directie Stedenbouw aan het College van Burgemeester en Schepenen van Sint-Jans-Molenbeek op 10 juni 2016;

Overwegende dat de opdracht voor werken voor dit project moet opgestart worden;

Neemt kennis van het aanbestedingsdossier dat het bestek, de plannen, de opmeting en de aankondiging van de opdracht omvat, die opgesteld zijn met het oog op de uitvoering van deze werken;

Overwegende dat deze opdracht een overheidsopdracht voor werken is die als voorwerp heeft de herinrichting van de Ribaucourtstraat tussen het Sint-Jan-Baptistvoorplein en de Picardstraat, te 1080 Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat het om een opdracht gaat die 2 gedeelten bevat die in detail als volgt zijn :

Vast gedeelte 1 met betrekking tot :

- de herinrichting van gevel tot gevel van het gedeelte Hoveniersstraat – Adolphe La valléestraat;

- de herinrichting van gevel tot gevel van het gedeelte Leopold II-laan – Opzichtersstraat;

- de punctuele herinrichting van het gedeelte van het gedeelte Opzichtersstraat - Picardstraat;

Voorwaardelijke gedeelte 2 met betrekking tot :

- de herinrichting van gevel tot gevel van het gedeelte Sint-Jan-Baptistvoorplein - Hoveniersstraat;

- de herinrichting van gevel tot gevel van het gedeelte Adolphe La valléestraat – Leopold II-laan.

Overwegende dat de uitvoering van het voorwaardelijk gedeelte 2 van de opdracht onderworpen is aan de beslissing van de aanbestedende overheid, met name in functie van het al dan toekennen in het kader van het Driejarig Investeringsplan.

Overwegende dat het dossier onder andere een uitvoeringsbudget bevat dat geraamd is op een totaal bedrag van 1.125.320,60 EUR btw excl. hetzij 1.361.637,93 EUR btw incl. voor de twee gedeelten die in detail als volgt zijn:

-Vast gedeelte 1: 807.441,52 EUR btw excl. hetzij 977.004,24 EUR btw incl.

-Voorwaardelijk gedeelte 2: 317.879,08 EUR btw excl. hetzij 384.633,69 EUR btw incl.;

Overwegende dat de verhoging van het geraamde budget van gedeelte 2 ten bedrage van 219.300,81 EUR btw incl. ten opzichte van het goedgekeurde bedrag in de fase van het voorontwerp is gerechtvaardigd door de beslissing om een herinrichting van gevel tot gevel uit te voeren en geen eenvoudige punctuele inrichting zoals voorzien in bestek 13.019 – WCLeo – BE - Ribaucourt en meer bepaald ten einde de herinrichting over de verkeersader van de Ribaucourtstraat meer samenhang te geven ;

Gezien de brief van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 augustus 2006 met als referentie omzendbrief 2006/10 die vraagt om een marge te voorzien van +/- 10% bij de vastlegging van de uitgave met betrekking tot de gunning van een overheidsopdracht, wanneer de clausules van de overeenkomst van het bestek een prijsherziening en/of veronderstelde hoeveelheden voorzien;

Overwegende dat het uitvoeringsbudget van de werken vermeerderd met een financiële marge van 10% geraamd is voor een totaalbedrag van 1.361.638,29 EUR btw excl. hetzij 1.497.802,12 EUR btw incl.; voor de twee gedeelten is dat in detail als volgt:

-Vast gedeelte 1: 1.074.705,06 EUR btw incl.

-Voorwaardelijk gedeelte 2: 423.097,06 EUR btw incl.;

Overwegende dat de beoogde financiering van de werken van gedeelte 1 verdeeld wordt tussen de subsidies van het Duurzaam wijkcontract « Rond Leopold II » (Gewestelijk deel Duurzaam wijkcontract 95% : 953.979,56 EUR) en van de

leningsgelden voor een bedrag van 120.725,51 EUR (Gemeentelijk deel van het Duurzaam wijkcontract 5% : 50.179,17 EUR + saldo Gemeentelijk deel : 70.546,34 EUR)

Overwegende dat de financiering van de werken van gedeelte 2 niet ten laste kan worden genomen in het kader van de begrotingsenveloppe van Duurzaam Wijkcontract « Rond Leopold II » en dat ze daarom voor 100% zal worden gedekt door leningsgelden voor een bedrag van 423.097,06 EUR;

Overwegende dat met het oog op de vermindering van de voor gedeelte 2 voorziene leningsgelden (423.097,06 EUR), er een subsidieaanvraag ten bedrage van 70% van het bedrag van de werken hetzij 296.3167,94 EUR zal worden ingediend bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het kader van het Driejarig Investeringsprogramma 2016-2018 voor de financiering van de werken van gedeelte 2;

Gezien het voorziene financiële plan van dit project door de technische afdeling van het Departement Infrastructuren en Stedelijke ontwikkeling;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn op artikel 9301/731/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2016 en dat de uitgave zal gedekt worden door de subsidies die toegekend worden in het kader van duurzaam wijkcontract « Rond Leopold II » en het saldo door leningsgelden;

Overwegende dat de werken aan de private sector mogen worden uitbesteed via een open aanbesteding;

Gezien artikel 23 en 24 van de wet van 15 juni 2006;

Gezien artikel 80 tot en met 104 van het K.B. van 15 juli 2011 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren;

Gezien artikel 5, §2 van het K.B. van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gezien artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST :

Artikel 1:

De overheidsopdracht voor werken voor de herinrichting van de Ribaucourtstraat tussen het Sint-Jan-Baptistvoorplein en de Picardstraat te 1080 Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren;

Artikel 2:

Het aanbestedingsdossier dat het bestek, de plannen en de opmeting opgesteld door de architect alsook de aankondiging van de opdracht met het oog op de herinrichting van de Ribaucourtstraat tussen Sint-Jan-Baptistvoorplein en de Picardstraat te 1080 Sint-Jans-Molenbeek bevat, goed te keuren en zich eigen te maken;

Artikel 3:

De op een totaal bedrag van 1.361.638,29 EUR btw excl. hetzij 1.497.802,12 EUR btw incl. geraamde uitgave goed te keuren; voor de twee gedeelten in detail is dit als volgt:

-Vast gedeelte 1 : 1.074.705,06 EUR btw incl.

-Voorwaardelijk gedeelte 2: 423.097,06 EUR btw incl.;

Artikel 4:

De werken voor gedeelte 1 te financieren door de subsidies van Duurzaam Wijkcontract “Rond Leopold II” (Gewestelijk deel Duurzaam wijkcontract 95% : 953.979,56 EUR) en van de leningsgelden voor een bedrag van 120.725,51 EUR (Gemeentelijk deel van het Duurzaam wijkcontract 5% : 50.179,17 EUR + saldo Gemeentelijk deel : 70.546,34 EUR) en de werken voor gedeelte 2 door leningsgelden voor een bedrag van 423.097,06 EUR;

Artikel 5 :

Over te gaan tot de procedure van de Belgische open aanbesteding

Een kopie van deze beraadslaging alsook van de bijgevoegde stukken moet worden overgemaakt aan de Algemene en de Subsidiërende Toezichthoudende overheden.

De Raad keurt het punt goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

31.08.2016/A/0030 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement urbain - Contrat de Quartier Durable Autour de Léopold II - Marché de travaux - Construction d'un immeuble mixte comprenant un hall omnisport et une salle de boxe et salle polyvalente, une structure pour l'accueil de la petite enfance et un logement situé quai des Charbonnages 86 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean - Approbation du dossier d'adjudication modifié et de l'avis de marché rectificatif.

LE CONSEIL,

Vu la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ainsi que les arrêtés pris en exécution de cette loi;
Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 28 janvier 2010 et son arrêté d'exécution (arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine) du 27 mai 2010 ;

Vu l'arrêté du 13 décembre 2012 par lequel le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a approuvé définitivement le dossier de base du contrat de quartier durable « Autour de Léopold II »;

Considérant que le présent marché est un marché public de travaux qui a pour objet la construction d'un immeuble mixte répondant au standard passif comprenant un hall omnisport, une salle de boxe et salle polyvalente, une structure pour l'accueil de la petite enfance et un logement de concierge ;

Revu la délibération du Conseil communal en date du 22 juin 2016 réf N° #012/22.06.2016/A/0024# décidant:

- D'approuver et de faire sien le dossier d'adjudication comprenant le cahier spécial des charges, plans, métrés établis par l'architecte ainsi que l'avis de marché en vue de la construction d'un immeuble mixte répondant au standard passif comprenant un hall omnisport, une salle de boxe et salle polyvalente, une structure pour l'accueil de la petite enfance et un logement de concierge sis quai des Charbonnages 86, 1080 Molenbeek-Saint-Jean;

- D'approuver la dépense estimée à 6.772.701,00 EUR HTVA, soit 8.194.968,21 EUR TVAC (tva 21%) et de financer la dépense par le subside CQD pour un montant de 1.553.164,42 EUR, par le subside FEDER pour un montant de 786.363 EUR, par le subside Greenfield pour un montant de 45.759,78 EUR, par le subside BELIRIS d'un montant de 3.125.000 EUR, par le subside PGV 2016 pour un montant de 370.200 EUR, par le subside PPIIS pour un montant de 1.634.266,08 EUR ainsi que par fonds d'emprunt pour un montant de 680.214,93 EUR.

- De recourir à la procédure de l'adjudication ouverte.

Considérant que cette délibération du 22 juin 2016 réf N° #012/22.06.2016/A/0024# est devenue exécutoire par expiration du délai ;

Considérant que l'avis de marché a été publié en date du 03 août 2016 ;

Vu le courrier de l'Administration régionale du 9/08/2016 concernant la délibération

du 22 juin 2016 réf N° #012/22.06.2016/A/0024# et ses annexes (le cahier spécial des charges, plans, métrés et l'avis de marché);

Considérant que suite aux remarques formulées par l'Administration régionale dans son courrier du 9/08/2016 il y a lieu d'adapter le dossier d'adjudication dans le respect des lois des marchés publics ;

Considérant qu'un avis rectificatif sera publié après l'approbation de la présente délibération ainsi que ses annexes par le conseil communal ;

Prend connaissance du dossier d'adjudication modifié comprenant le cahier spécial des charges, plans, métrés établis par l'architecte ainsi que l'avis de marché rectificatif, suite aux remarques formulées par l'Administration régionale ;

Considérant que le dossier modifié comprend entre autre un budget d'exécution des travaux estimé à 6.797.701,00 EUR HTVA, soit 8.225.188,21 EUR TVAC;

Considérant que l'augmentation du budget estimatif à hauteur de 593.443,43 EUR TVAC par rapport au montant approuvé en phase d'avant-projet est justifié par différents facteurs tels que : la prise en compte du coût de dépollution suite aux études détaillées réalisées, l'affinement du budget stabilité étant donné la complexité du système constructif, les choix opérés en matière de performance des équipements techniques dans le respect des exigences liées au bâtiment passif, la nécessité de prévoir une série d'équipements et mobiliers intégrés, le choix d'un système d'alarme approprié à la mixité de fonctions au sein du bâtiment et autres mises à jour jugées nécessaires lors des études de manière à assurer la bonne conception du projet ;

Vu le courrier du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 août 2006, ref circulaire 2006/10 demandant de prévoir une marge de +/- 10% lors de l'engagement de la dépense relative à l'attribution d'un marché public, lorsque les clauses contractuelles du cahier spécial des charges prévoient une révision des prix et/ou des quantités présumées ;

Considérant que le montant de cette marge s'élève à 822.521,82 EUR TVAC (10% de marge);

Considérant dès lors que le budget d'exécution des travaux majoré d'une marge financière de 10% est estimé à 7.477.471,10 EUR HTVA, soit 9.047.740,03 EUR TVAC;

Considérant que le financement envisagé des travaux se répartira entre les subsides CQD (Part régionale : 1.416.596,23 EUR), FEDER 2014-2020 (Frais d'investissement : 786.363,00 EUR), FEDER (25.885,12 EUR), BELIRIS (3.125.000,00 EUR) ; PGV 2016 (373.200,00 EUR) et Plan Pluriannuel d'Investissement Régional en Infrastructures Sportives Communales Période 2014-2018 (1.634.266,08 EUR) ;

Considérant que, suite à l'abandon du logement de concierge du projet Ulens (opération 5.3 du CQD), un transfert de subside CQD est envisagé (Part régionale : 131.946,64 EUR) ;

Considérant que le solde sera couvert par des fonds d'emprunt d'un montant de 1.554.482,96 EUR (Part communale CQD Opération Charbonnage : 74.554,84 EUR + Part communale CQD Opération Ulens : 6.944,56 EUR + Part communale hors CQD 1.472.983,56 EUR) ;

Considérant, qu'en vue de réduire le fond d'emprunt hors CQD (1.472.983,56 EUR), une demande de subside complémentaire peut être envisagée auprès de PGV pour le financement de la partie équipement sportif ;

Considérant le plan financier prévisionnel de ce projet fourni par la division technique du département infrastructures et développement urbain;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits aux articles 9301/731/60, 9302/731/60 et 9304/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2016 et que la dépense sera couverte par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier durable « Autour de Léopold II », de la Politique des Grandes Villes 2016, de la convention BELIRIS, du Plan Pluriannuel d'Investissement Régional en Infrastructures Sportives Communales Période 2014-2018, de FEDER 2014-2020 et le solde par des

fonds d'emprunt;

Considérant que le montant estimé pour ce marché s'élève à 7.477.471,10 EUR hors TVA (9.047.740,03EUR TVAC) les règles de la publicité européenne sont alors d'application, conformément à l'article 34 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011;

Considérant que les travaux peuvent être confiés au secteur privé par la voie d'une adjudication ouverte ;

Vu les articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006 ;

Vu les articles 80 à 104 de l'A.R. du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'article 5, §2 de l'A.R. du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'article 234 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver et de faire sien le dossier d'adjudication modifié comprenant le cahier spécial des charges, plans, métrés établis par l'architecte ainsi que l'avis de marché rectificatif en vue de la construction d'un immeuble mixte répondant au standard passif comprenant un hall omnisport, une salle de boxe, une structure pour l'accueil de la petite enfance et un logement de concierge sis quai des Charbonnages 86, 1080 Molenbeek-Saint-Jean;

Article 2 :

D'approuver la dépense estimée à 7.477.471,10 EUR HTVA, soit 9.047.740,03 EUR TVAC (tva 21%) et de financer la dépense par le subside CQD pour un montant de 1.548.542,87 EUR, par le subside FEDER pour un montant de 786.363 EUR, par le subside FEDER pour un montant de 25.885,12 EUR, par le subside BELIRIS d'un montant de 3.125.000 EUR, par le subside PGV 2016 pour un montant de 373.200 EUR, par le subside PPIIS pour un montant de 1.634.266,08 EUR ainsi que par fonds d'emprunt pour un montant de 1.554.482,96 EUR.

Une copie de la présente délibération ainsi que des pièces annexes sera transmise aux autorités de Tutelle générale et subsidiante.

Le Conseil approuve le point.

29 votants : 29 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuren en Stedelijke ontwikkeling - Duurzaam Wijkcontract Rond Leopold II - Opdracht voor werken - Bouw van een gemengd gebouw beantwoordend aan de passiefstandaard met een omnisporthal, een bokszaal en een polyvalente zaal, een onthaalstructuur voor peuters en een conciërgewoning in de Koolmijnenkaai 86 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek - Goedkeuring het gewijzigde aanbestedingsdossier en van de rechtzetting van de aankondiging van de opdracht.

DE RAAD,

Gezien de Wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten alsook de in uitvoering van deze wet genomen besluiten;

Gezien de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering van 28 januari 2010 en zijn uitvoeringsbesluit (besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende uitvoering van de ordonnantie van 28 januari 2010

houdende organisatie van de stedelijke herwaardering) van 27 mei 2010;

Gezien het besluit van 13 december 2012 waarmee de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het basisdossier van het duurzaam wijkcontract "Rond Leopold II" definitief heeft goedgekeurd;

Overwegende dat deze opdracht een overheidsopdracht voor werken is met als voorwerp de bouw van een gemengd gebouw beantwoordend aan de passiefstandaard met een omnisporthal, een boksaal en een polyvalente zaal, een onthaalstructuur voor peuters en een conciërgewoning;

In herziening van de beraadslaging van de Gemeenteraad van 22 juni 2016 met als referentie #012/22.06.2016/A/0024# houdende beslissing onder andere:

- Het aanbestedingsdossier dat het bestek, de plannen, de opmetingen alsook de aankondiging van de opdracht bevat, met het oog op de bouw van een gemengd gebouw beantwoordend aan de passiefstandaard, met een omnisporthal, een boksaal en polyvalente zaal, een onthaalstructuur voor peuters en een conciërgewoning in de Koolmijnenkaai 86 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, goed te keuren en zich eigen te maken;
- De uitgave geraamd op 6.772.701,00 EUR excl. btw, hetzij 8.194.968,21 EUR incl. btw (btw 21%) goed te keuren en de uitgave te financieren met de subsidies toegekend door het Gewest in het kader van het duurzaam wijkcontract Rond Leopold II voor een bedrag van 1.553.164,42 EUR, de subsidies van EFRO voor een bedrag van 786.363 EUR, de subsidies van FEDER voor een bedrag van 45.759,78 EUR, de subsidie van BELIRIS voor een bedrag van 3.125.000 EUR, de subsidie van het Grootstedenbeleid voor een bedrag van 370.200 EUR, de subsidie voor sportinfrastructuur voor een bedrag van 1.634.266,08 EUR en met leningsgelden voor een bedrag van 680.214,93 EUR.
- Over te gaan tot de procedure van de open aanbesteding;

Overwegende dat deze beraadslaging van 22 juni 2016 met als referentie #012/22.06.2016/A/0024# uitvoerbaar is geworden door het verstrijken van de termijn;

Overwegende dat de aankondiging van de opdracht is bekendgemaakt op 3 augustus 2016;

Gezien de brief van het Gewestelijk Bestuur van 9/08/2016 betreffende de beraadslaging van 22 juni 2016 met ref.nr. #012/22.06.2016/A/0024# en zijn bijlagen (het bestek, de plannen, opmeting en de aankondiging van de opdracht);

Overwegende dat naar aanleiding van de opmerkingen die geformuleerd zijn door het Gewestelijk bestuur het aanbestedingsdossier moet worden aangepast met naleving van de wetgeving op de overheidsopdrachten;

Overwegende dat er een rechtzetting van de aankondiging moet worden bekendgemaakt na de goedkeuring van deze beraadslaging alsook van zijn bijlagen door de gemeenteraad;

Neemt kennis van het gewijzigde aanbestedingsdossier dat het bestek, de plannen en de opmeting die zijn opgesteld door de architect alsook de rechtzetting van de aankondiging van de opdracht die het gevolg is van de door de Toezichthoudende overheid geformuleerde opmerkingen;

Overwegende dat het gewijzigde dossier onder andere een budget bevat voor de uitvoering van de werken dat geraamd is op 6.797.701,00 EUR btw excl. hetzij 8.225.188,21 EUR btw incl.;

Overwegende dat de verhoging van het geraamde budget ten bedrage van 593.443,43 EUR btw incl. ten opzichte van het in de fase van het voorontwerp goedgekeurde bedrag gerechtvaardigd is door verschillende factoren zoals : het mee in rekening brengen van de kosten voor de sanering ten gevolge van de uitgevoerde gedetailleerde studies, de verfijning van het budget voor de stabiliteit gezien het ingewikkelde karakter van het constructiesysteem, de keuzes op het vlak van de prestaties van de technische uitrustingen in naleving van de vereisten die gekoppeld zijn aan de passiefbouw, de noodzaak om een reeks uitrustingen en geïntegreerd meubilair te

voorzien, de keuze van een alarmsysteem dat is aangepast aan de mix aan functies binnen het gebouw en andere updates die tijdens de studies noodzakelijk beoordeeld werden om een goed ontwerp van het project te verzekeren;

Gezien de brief van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 augustus 2006 met als referentie omzendbrief 2006/10 die vraagt om een marge te voorzien van +/- 10% bij de vastlegging van de uitgave met betrekking tot de gunning van een overheidsopdracht, wanneer de clausules van de overeenkomst van het bestek een prijsherziening en/of veronderstelde hoeveelheden voorzien;

Overwegende dat het bedrag van deze marge 822.521,82 EUR btw incl. is (een marge van 10%);

Overwegende dat het budget voor de uitvoering van de werken vermeerderd met een financiële marge van 10% geraamd is op 7.477.471,10 EUR btw excl., hetzij 9.047.740,03 EUR btw incl.;

Overwegende dat de beoogde financiering van de werken verdeeld zal worden tussen de subsidies Duurzaam Wijkcontract (Gewestelijk deel: 1.416.596,23 EUR), EFRO 2014-2020 (Investeringskosten: 786.363,00 EUR), EFRO (Greenfield 25.885,12 EUR), BELIRIS (3.125.000,00 EUR) ; Grootstedenbeleid 2016 (373.200,00 EUR) en Gewestelijk Meerjaren-investeringsplan voor de Gemeentelijke Sportinfrastructuur Periode 2014-2018 (1.634.266,08 EUR);

Overwegende dat ten gevolge van het afzien van de conciërgewoning van het Ulensproject (ingreep 5.3 van Duurzaam wijkcontract), een subsidietransfert van het Duurzaam wijkcontract beoogd wordt (Gewestelijk gedeelte: 131.946,64 EUR);

Overwegende dat het saldo zal gedekt worden door leningsgelden voor een bedrag van 1.554.482,96 (680.214,93) EUR (Gemeentelijk gedeelte Duurzaam wijkcontract Ingreep Koolmijnenkaai: 74.554,84 EUR + Gemeentelijk gedeelte Duurzaam wijkcontract Ingreep Ulens : 6.944,56 EUR + Gemeentelijk gedeelte buiten Duurzaam wijkcontract 1.472.983,56 EUR (598.472,29 EUR));

Overwegende dat met het oog op het verminderen van de leningsgelden buiten het Duurzaam wijkcontract (1.472.983,56 EUR), een bijkomende subsidie kan worden beoogd bij het Grootstedenbeleid voor de financiering van het gedeelte sportuitrusting;

Gezien het voorziene financiële plan van dit ontwerp dat door de technische afdeling van het departement infrastructuur en stedelijke ontwikkeling is geleverd;

Overwegende dat de nodige kredieten zijn ingeschreven op artikelen 9301/731/60, 9302 /731/60 en 9304/731/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2016 en dat de uitgave zal worden gedekt door de in het kader van duurzaam wijkcontract «Rond Leopold II» toegekende subsidies, van het Grootstedenbeleid 2016, van de BELIRIS-overeenkomst, van het Gewestelijk Meerjaren-investeringsplan voor de Gemeentelijke Sportinfrastructuur Periode 2014-2018, het EFRO 2014-2020 en het saldo door leningsgelden;

Overwegende dat het geraamde bedrag voor deze opdracht 7.477.471,10 EUR btw excl. is (9.047.740,03 EUR btw incl.) en dus de regels van de Europese bekendmaking van toepassing zijn overeenkomstig artikel 34 van het koninklijk besluit van 15 juli 2011;

Overwegende dat de werken kunnen worden uitbesteed aan de private sector door middel van een open aanbesteding;

Gezien artikel 23 en 24 van de wet van 15 juni 2006;

Gezien artikel 80 tot en met 104 van het K.B. van 15 juli 2011 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren;

Gezien artikel 5, §2 van het K.B. van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gezien artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST :

Artikel 1 :

Het gewijzigde aanbestedingsdossier dat het bestek, de plannen, de opmetingen alsook de rechtzetting van de aankondiging van de opdracht bevat, met het oog op de bouw van een gemengd gebouw beantwoordend aan de passiefstandaard, met een omnisporthal, een bokszaal en polyvalente zaal, een onthaalstructuur voor peuters en een conciërgewoning in de Koolmijnenkaai 86 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, goed te keuren en zich eigen te maken;

Artikel 2 :

De uitgave geraamd op 7.477.471,10 EUR excl. btw, hetzij 9.047.740,03 EUR incl. btw (btw 21%) goed te keuren en de uitgave te financieren met de subsidies toegekend door het Gewest in het kader van het duurzaam wijkcontract Rond Leopold II voor een bedrag van 1.548.542,87 EUR, de subsidies van EFRO voor een bedrag van 786.363,00 EUR, de subsidies van EFRO voor een bedrag van 25.885,12 EUR, de subsidie van BELIRIS voor een bedrag van 3.125.000,00 EUR, de subsidie van het Grootstedenbeleid voor een bedrag van 373.200,00 EUR, de subsidie voor sportinfrastructuren voor een bedrag van 1.634.266,08 EUR en met leningsgelden voor een bedrag van 1.554.482,96 EUR.

Een kopie van deze beraadslaging alsook van de bijgevoegde stukken moet worden overgemaakt aan de Algemene en de Subsidiërende Toezichthoudende overheden.

De Raad keurt het punt goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

31.08.2016/A/0031 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement urbain - Contrat de Quartier Durable Petite Senne - Opérations 1.A1, 1.A2, 1.A3 et 1.F2 : Réaménagement d'un espace public et construction d'une crèche francophone pour 72 enfants, situés dans l'îlot délimité par les Rues de Liverpool, Quai de l'industrie, Rue Gosselies, et rue Heyvaert à 1080 Molenbeek-Saint-Jean - Marché de service relatif à la mission d'auteur de projet - Avis de marché, mode de passation, fixation des conditions de marché.

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 28 janvier 2010 et son arrêté d'exécution (arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine du 27 mai 2010);

Vu le courrier du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale – cabinet de la Ministre Evelyne Huytebroeck - daté du 23 décembre 2013 notifiant à la Commune l'octroi d'un Contrat de Quartier Durable dénommé « Petite Senne » ;

Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 octobre 2014 par laquelle le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale prend connaissance et approuve le dossier de base du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne».

Vu le dossier de base dans lequel est repris comme prioritaire les opérations 1.A1 (réaménagement d'un espace public couvert consistant en la reconversion du hangar en jardin d'hiver), 1.A2 (réaménagement d'un espace public en intérieur d'îlot réservé aux piétons et aux cyclistes), 1.A3 (réaménagement d'un espace public sur le quai de l'Industrie) et 1.F2 (construction d'une crèche francophone pour 72 enfants)

Considérant que pour procéder à l'étude et le suivi de l'exécution des travaux de réaménagement d'espaces publics et d'un milieu d'accueil de la petite enfance, situés dans le périmètre de Contrat de Quartier Durable « Petite Senne » à Molenbeek-Saint-Jean, il y a lieu de faire appel à un bureau d'études en vue d'en établir le projet ;

Considérant que la mission du bureau d'études comprend au minimum la mission complète d'architecture, d'ingénierie en stabilité, d'ingénierie en techniques spéciales, et de conseiller PEB ;

Considérant que la dépense globale pour les honoraires peut être estimée à 611.195,00 EUR HTVA soit 739.545,95 EUR TVAC;

Considérant qu'une somme forfaitaire de 10.200,00 EUR sera attribuée à titre de défraiement aux candidats sélectionnés, invités à soumissionner mais non retenus, pour autant que ceux-ci aient introduit une offre jugée régulière et qu'ils aient obtenu un minimum de 50% des points ;

Considérant que compte tenu du fait que le montant de la dépense estimée est supérieur à 207.000,00 EUR hors TVA, les règles de la publicité européenne sont d'application, conformément à l'article 32 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 ;

Considérant que le présent marché fera l'objet d'une publicité au Bulletin des Adjudications ainsi qu'au journal officiel de l'Union européenne ;

Considérant que les crédits relatifs aux honoraires sont à prévoir à l'art 9301/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2017, sous réserve de l'approbation du budget 2017 ;

Considérant que la procédure visant à confier à un prestataire extérieur l'étude du projet entre dans le cadre du contrat à titre onéreux et relève du champ d'application de la réglementation des marchés publics de services au sens des articles 2 et 3 de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Considérant que compte tenu du résultat à atteindre à savoir la construction d'une crèche francophone pour 72 enfants et le réaménagement d'espaces publics, l'attribution de cette mission se fera selon la procédure d'appel d'offres restreint ;

Considérant que la procédure d'appel d'offres restreint a été choisie pour s'assurer de la capacité technique, économique et financière des candidats à assumer les tâches qui leur seront confiées tout en permettant au plus grand nombre possible de candidats de déposer un dossier de candidature recevable ;

Considérant qu'à l'issue de l'examen du droit d'accès et de la sélection qualitative des candidats ayant déposé un dossier de candidature recevable, seul 5 candidats seront retenus et invités à soumissionner;

Prend connaissance du projet d'avis de marché établi à cet effet par le service Marchés Publics ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'article 234 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver les termes de l'avis de marché pour la mission de service relatif à la mission d'auteur de projet et pour procéder à l'étude et le suivi de l'exécution des travaux de réaménagement d'espace publics et d'un milieu d'accueil de la petite enfance, situés dans le périmètre de Contrat de Quartier Durable « Petite Senne », à Molenbeek-Saint-Jean

Article 2 :

D'approuver la dépense globale pour les honoraires estimée à 611.195,00 EUR €

HTVA soit 739.545,95 EUR TVAC et la dépense totale de 40.800 EUR octroyée à titre de défraiement, financées par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier durable « Petite Senne », par les fonds d'emprunt et par les subsides octroyés par le FEDER.

Article 3 :

De recourir à l'appel d'offres restreint avec publicité européenne.

Le Conseil approuve le point.

29 votants : 29 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Duurzaam Wijkcontract Zinneke - Ingrep 1.A1, 1.A2, 1.A3 et 1.F2: Herinrichting van een openbare ruimte en bouw van een Franstalige crèche voor 72 kinderen, gelegen in het blok begrensd door de Liverpoolstraat, Nijverheidskaai, Gosseliesstraat, en Heyvaertstraat te 1080 Sint-Jans-Molenbeek - Dienstenopdracht met betrekking tot een projectontwerper - Aankondiging van de opdracht, gunningswijze, vastlegging van de voorwaarden van de opdracht.

DE RAAD,

Gelet op de Ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering en haar uitvoeringsbesluit (besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot uitvoering van de Ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering) van 27 mei 2010;

Gelet op de brief van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering – kabinet van Minister Evelyne Huytebroeck - van 23 december 2013 die aan de Gemeente de toekenning van de Duurzame Wijkcontract genaamd “Zinneke” betekent.

Gelet op de betekening van de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 oktober 2014 waarmee de Brusselse Hoofdstedelijke Regering kennis neemt van het basisdossier van Duurzaam Wijkcontract "Zinneke" en het goedkeurt;

Gezien het basisdossier waarin ingrep - 1.A1 (Herinrichting van een overdekte openbare ruimte bestaande in de reconversie van de hangar in een wintertuin), 1.A2 (Herinrichting van een openbare ruimte in een binnenplaats voorbehouden voort voetgangers en fietsers), 1.A3 (Herinrichting van een openbare ruimte aan de Nijverheidskaai) et 1.F2 (bouw van een Franstalige crèche voor 72 kinderen)- als prioritair staan vermeld;

Overwegende dat om over te gaan tot de studie en de opvolging van de uitvoering van de herinrichtingswerken van de openbare ruimtes en van de werken voor een opvangmilieu voor peuters, gelegen in de perimeter van Duurzaam Wijkcontract “Zinneke” te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, er een beroep moet worden gedaan op een studie bureau met het oog op de opstelling van het ontwerp;

Overwegende dat de opdracht van het studie bureau minstens bestaat uit de volledige architectuuropdracht, de opdrachten ingenieur stabiliteit, ingenieur speciale technieken en EPB-adviseur;

Overwegende dat de voor deze opdracht geraamde totale uitgave 611.195,00 EUR btw excl. hetzij 739.545,95 EUR btw inbegrepen bedraagt;

Overwegende dat een forfaitair bedrag van 10.200 EUR zal worden toegekend aan de geselecteerde kandidaten die werden uitgenodigd om een inschrijving in te dienen maar niet weerhouden zijn, voor zover deze een regelmatig beoordeelde offerte hebben ingediend en ze minimum 50% van de punten hebben behaald;

Overwegende dat, gelet op het feit dat het bedrag van de geraamde uitgave meer bedraagt dan 207.000,00 EUR btw niet inbegrepen, de regels van de Europese

bekendmaking van toepassing zijn, in overeenstemming met artikel 32 van het koninklijk besluit van 15 juli 2011.

Overwegende dat de deze opdracht het voorwerp zal uitmaken van een bekendmaking in het Bulletin der Aanbestedingen alsook in het Publicatieblad van de Europese Unie;
Overwegende dat de kredieten met betrekking tot de honoraria moeten worden voorzien op artikel 9301/731/60 van de buitengewone begroting van 2017 onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting 2017.

Overwegende dat de procedure die erop gericht is de studie van het project toe te vertrouwen aan een externe dienstverlener binnen het kader van de overeenkomst ten bezwarende titel valt en onder het toepassingsveld valt van de reglementering met betrekking tot de overheidsopdrachten voor diensten in de zin van artikel 2 en 3 van de Wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Overwegende dat, rekening gehouden met het te bereiken resultaat, namelijk de bouw van een Franstalige crèche voor 72 kinderen en de herinrichting van openbare ruimtes, de toewijzing van deze taak volgens de procedure van beperkte offerteaanvraag zal gebeuren;

Overwegende dat de procedure van de beperkte offerteaanvraag werd gekozen om zich te verzekeren van de technische, economisch en financiële bekwaamheid van de kandidaten om de taken die hen toevertrouwd worden aan te kunnen en tegelijk het voor een zo groot mogelijk aantal kandidaten toelaten om een aanvaardbaar sollicitatiedossier af te geven;

Overwegende dat na afloop van het onderzoek naar het toegangsrecht en de kwalitatieve selectie van de kandidaten die een aanvaardbaar sollicitatiedossier hebben afgegeven, slechts 5 kandidaten zullen tegengehouden en uitgenodigd worden om in te schrijven;

Neemt kennis van het ontwerp van aankondiging van de opdracht dat door de dienst Overheidsopdrachten opgesteld is;

Gezien de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gezien het koninklijk besluit van 15 juli 2011 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren;

Gelet op artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST :

Artikel 1 :

De bepalingen goed te keuren van de aankondiging van de opdracht voor een dienstenopdracht met betrekking tot de opdracht voor een projectontwerper om over te gaan tot de studie en de opvolging van de uitvoering van de herinrichtingswerken van de openbare ruimtes en van de werken voor een opvangmilieu voor peuters, gelegen in de perimeter van Duurzaam Wijkcontract “Zinneke” te 1080 Sint-Jans-Molenbeek.

Artikel 2 :

De totale uitgave voor de honoraria die geraamd is op 611.195,00 EUR btw excl. hetzij 739.545,95 EUR btw inbegrepen, alsook de totale uitgave van 40.800 EUR toegekend als kostenvergoeding, die beide gefinancierd worden door de in het kader van het Duurzaam Wijkcontract “Zinneke” toegekende subsidies, door leningsgelden en door de subsidies die toegekend is door het EFRO, goed te keuren.

Artikel 3 :

Over te gaan tot de procedure van beperkte offerteaanvraag met Europese bekendmaking.

De Raad keurt het punt goed.

31.08.2016/A/0032 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Urbanisme - RC - Modification du plan particulier d'affectation du sol relatif à la zone comprise entre le boulevard Louis Mettwie, le boulevard Edmond Machtens, la rue Belle-au-Bois-Dormant et l'avenue du Scheutbosch à 1080 Molenbeek-Saint-Jean. (PPAS 6D mod bis) - Principe de modification du marché.

LE CONSEIL,

Vu les articles 7 et 8 de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'article 236 de la Nouvelle Loi communale qui stipule que : « Le collège des bourgmestre et échevins engage la procédure et attribue le marché. Il peut apporter au contrat toute modification qu'il juge nécessaire en cours d'exécution, pour autant qu'il ne résulte pas de dépenses supplémentaires de plus de 10% ;

Si la modification entraîne une dépense supplémentaire de plus de 10 %, le collège communique sa décision au conseil communal pour information lors de sa plus prochaine séance» ;

Vu la délibération du 23 janvier 2008 du Collège des Bourgmestre et Echevins d'approuver la dépense globale envisagée pour la passation de ce marché, estimée à € 35.000 TVAC (montant arrondi) et d'imputer cette dépense à l'art. 9300/733/51 du budget extraordinaire de l'exercice 2008 et de recourir à la procédure négociée sans publicité en vue de désigner un bureau d'étude spécialisé et agréé dont la mission serait :

- de réaliser un projet de PPAS modificatif couvrant la zone comprise entre le boulevard Louis Mettwie, le boulevard Edmond Machtens, la rue Belle-au-Bois-Dormant et l'avenue du Scheutbosch à 1080 Bruxelles ;
- de vérifier la conformité des modifications envisagées au PRAS;
- d'étudier les éventuelles incidences environnementales de ces modifications ;

Vu la délibération du 5 mars 2008 du Collège des Bourgmestre et Echevins d'attribuer le marché de services relatif à la modification du PPAS 6D mod bis au bureau d'études COOPARCH-R.U. pour un montant de 20.500,00 Euro HTVA soit 24.805,00 Euro TVAC. et d'imputer la dépense globale estimée à 24.805 Euro à l'art. 9300/733/51 du budget extraordinaire de l'exercice 2008 ;

Vu la délibération du 4 juin 2008 du Collège des Bourgmestre et Echevins de modifier unilatéralement le marché public de service attribué au bureau d'étude COOPARCH-R.U., en étendant l'obligation de traduction prévue dans le marché initial pour les prescriptions du projet de PPAS aux divers autres projets et rapports annexes prévus dans le marché et d'imputer la dépense globale estimée à 1000 Euro TVAC à l'art. 9300/733/51 du budget extraordinaire de l'exercice 2008.

Vu la délibération du Conseil Communal du 09 juillet 2009 d'adopter provisoirement le projet de plan ;

Vu la délibération du Conseil Communal du 25 février 2010 de soumettre le projet de plan à l'enquête publique ;

Vu la délibération du 16 février 2011 du Collège des Bourgmestre et Echevins de suspendre le projet de PPAS, de mettre en place une table ronde composée des représentants des habitants des immeubles jouxtant le projet pour examiner la suite à donner à ce dossier et de s'engager à organiser une réunion d'habitants lorsqu'un nouvel avant-projet sera mis en délibération ;

Considérant l'organisation de 3 tables rondes le 8 mars 2012, 3 mai 2012 et 14 juin 2012 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale daté du 14 décembre 2010, d'octroyer une subvention destinée à l'élaboration du PPAS 6D pour un montant de 21.251€ ; que les 2 premières tranches des subventions ont été payées pour un total de 12.750,62€ ;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 18 mai 2006 organisant l'intervention financière dans les frais d'élaboration de PPAS et plus particulièrement l'article 8 prévoyant :

« Si, du fait de la carence de la commune, le plan n'est pas soumis à l'approbation du Gouvernement dans un délai de quatre ans suivant la notification de l'arrêté de subvention, la commune est tenue de restituer la moitié des subventions déjà versées... » ;

Considérant dès lors le 14 décembre 2014 comme date limite pour transmettre le dossier pour approbation par le Gouvernement ;

Considérant également l'objectif initial du PPAS 6D :

« Considérant que les affectations du PPAS 6D-mod ne sont plus adaptées à la situation actuelle de fait des terrains, en ce qu'elle ne permette pas la création d'un parc communal d'un seul tenant accessible et visible pour le public ; que l'espace vert contenu aussi bien dans le PPAS que dans le PRAS, s'il devait être réalisé de la sorte, ne serait pas perceptible et pourrait même être considéré comme privatif aux immeubles bordant le site ;

Considérant également que les prescriptions urbanistiques prévues, principalement pour le long de l'avenue du Scheutbos, ne tiennent plus compte du développement urbanistique actuel du quartier ; qu'en effet les constructions prévues au PPAS 6D-mod ne s'intègrent pas correctement aux gabarits du quartier (moins imposant à cet endroit que sur le boulevard Edmond Machtens) et ne permettent pas le respect du Règlement Régional d'Urbanisme; que leur implantation a également un impact sur l'ensoleillement des constructions situées avenue du Scheutbos ; qu'il y a donc lieu de revoir leur implantation et leurs gabarits de manière mieux intégrée. »

Considérant que les objectifs urbanistiques fixés ne sont plus d'actualité, en terme de logements et d'équipement nécessaires sur le territoire de la commune, en réponse au boom démographique connu dans toute la région bruxelloise ;

Considérant également que les principes de réalisation de l'espace vert ont eux aussi évolués en rapport avec le contrôle social, l'entretien des zones vertes et l'aspect pédagogique que l'on peut y apporter ;

Considérant dès lors que la mission initiale du bureau d'étude doit être revue et qu'un nouveau projet de PPAS doit être élaboré et ce dans de nouveaux délais tenant compte des impératifs actualisés ;

Considérant enfin qu'un programme coordonné listant les fonctions essentielles à été envisager pour la modification du PPAS6D ; que le site devra, en priorité, accueillir les fonctions déjà prévues dans la version précédente à savoir un immeuble de logements 'privés' de +/- 12.000m² ainsi que l'extension du Home situé rue de la Belle au Bois Dormant ; que le site devra aussi conserver un espace vert, permettant de conserver les qualités végétales et paysagères de la parcelle ; que le projet devra également envisagé le devenir des terrains communaux, avec comme élément à étudier la création d'un grand ensemble de logements de surface suffisamment importante (minimum 6000m²) afin de viser un partenariat commune / Région, complété d'une fonction complémentaire tel un local communautaire et une crèche.

Considérant que cette étude supplémentaire constitue une modification au sens des articles 7 et 8 de la loi du 24 décembre 1993 précitée ;

Considérant que l'article 7 de l'Arrêté Royal du 26 septembre 1996 prévoit que le cas échéant, lorsque le pouvoir adjudicateur modifie unilatéralement le marché initial, il y a lieu à ce qu'il accorde à l'adjudicataire une juste compensation ;

Considérant que cette juste compensation peut s'évaluer à 10.120 EUR HTVA soit

12.240 EUR TVAC;

Considérant que la décision du Collège du 24/07/2013 n'a à ce jour pas été communiquée au Conseil;

DECIDE :

Article unique :

De prendre connaissance de la décision du Collège du 24/07/2013.

Le Conseil approuve le point.

29 votants : 29 votes positifs.

**Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Stedenbouw - RC - wijziging van het bijzonder bestemmingsplan betreffende de zone begrepen tussen de Louis Mettwielaan, de Edmond Machtenslaan, de Schoonslaapsterstraat en de Scheutboschlaan te 1080 Sint-Jans-Molenbeek. (BBP 6D mod bis) - Wijzigingsprincipe van de opdracht.**

DE RAAD,

Gelet op de artikelen 7 en 8 van het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies van openbare werken;

Gelet op artikel 236 van de Nieuwe Gemeentewet, waarin wordt bepaald dat : « het college van burgemeester en schepenen de procedure instelt en de opdracht gunt. Het kan aan de overeenkomst alle aanwijzingen aanbrenge die het tijdens de uitvoering nodig acht, voor zover er geen extra uitgaven van meer dan 10% uit voortvloeien; Indien de wijziging leidt tot een bijkomende uitgave van meer dan 10 %, deelt het college tijdens de eerstvolgende zitting zijn besluit ter informatie mee aan de gemeenteraad » ;

Gelet op de beraadslaging van 23 januari 2008 van het College van Burgemeester en Schepenen om de beoogde globale uitgave goed te keuren voor de gunning van deze opdracht, die geraamd wordt op 35.000 EUR, inclusief BTW (afgerond bedrag), om deze uitgave te verrekenen op art. 9300/733/51 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2008, en om zijn toevlucht te nemen tot de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, met het oog op de aanwijzing van een gespecialiseerd en erkend studie bureau, waarvan de opdracht de volgende zou zijn :

- realiseren van een project van BBP (mod) dat de zone dekt die begrepen is tussen de Louis Mettwielaan, de Edmond Machtenslaan, de Schoonslaapsterstraat en de Scheutboschlaan te 1080 Brussel ;
- nagaan of de wijzigingen beoogd in het BBP met elkaar in overeenstemming zijn;
- de eventuele milieueffecten van deze wijzigingen onderzoeken ;

Gelet op de beraadslaging van 5 maart 2008 van het College van Burgemeester en Schepenen houdende de gunning van de opdracht voor diensten inzake de wijziging van het BBP 6D mod bis aan het studie bureau COOPARCH-R.U. voor een bedrag van 20.500,00 EUR, exclusief BTW, hetzij 24.805,00 EUR, BTW inbegrepen, en de verrekening van de globale uitgave, die geraamd is op 24.805 EUR, op art. 9300/733/51 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2008 ;

Gelet op de beraadslaging van 4 juni 2008 van het College van Burgemeester en Schepenen houdende eenzijdige wijziging van de overheidsopdracht voor diensten die

gegrund is aan het studiebureau COOPARCH-R.U., door de verplichting tot vertaling zoals bepaald in de oorspronkelijke opdracht voor de voorschriften van het ontwerp van BBP uit te breiden tot de verschillende andere projecten en bijgevoegde rapporten bij de opdracht, en de verrekening van de globale uitgave, die geraamd is op 1000 EUR, inclusief BTW, op art. 9300/733/51 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2008.

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 09 juli 2009 houdende de voorlopige goedkeuring van het planontwerp ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 25 februari 2010 houdende onderwerping van het planontwerp aan een openbaar onderzoek ;

Gelet op de beraadslaging van 16 februari 2011 van het College van Burgemeester en Schepenen houdende opschorting van het ontwerp van BBP, inrichting van een rondetafel, samengesteld uit de vertegenwoordigers van de inwoners van woningen die te maken hebben met het project, voor het onderzoeken van het gevolg dat dient te worden gegeven aan dit dossier, en de verbintenis om een vergadering met inwoners te organiseren, zodra beraadslaging over een nieuw voorontwerp gepland is ;

Gelet op de organisatie van 3 rondetafel-bijeenkomsten op 8 maart 2012, 3 mei 2012 en 14 juni 2012 ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 14 december 2010, om een subsidie toe te kennen voor een bedrag van 21.251 EUR, voor de uitwerking van het BBP 6D, ; op de eerste 2 schijven van subsidies voor een totaal van 12.750,62 EUR, die werden betaald, ;

Gelet op het besluit van de Regering van 18 mei 2006 tot organisatie van de financiële tussenkomst in de kosten voor uitwerking van het BBP, en meer bepaald artikel 8, waarin het volgende wordt bepaald :

« Indien het plan, omwille van niet-bevinding door de gemeente, binnen een termijn van vier jaar niet wordt onderworpen aan de goedkeuring van de Regering, volgens de kennisgeving van het besluit van subsidiëring, is de gemeente ertoe gehouden de helft van de al uitgekeerde subsidies terug te geven ... » ;

Gelet, derhalve, op 14 december 2014 als einddatum voor het overmaken van het dossier met het oog op goedkeuring door de Regering ;

Gelet eveneens op de oorspronkelijke doelstelling van het BBP 6D :

« Overwegende dat de bestemmingen van het BBP 6D-mod niet meer aangepast zijn aan de huidige feitelijke toestand van de terreinen, daar dit niet de mogelijkheid biedt van creatie van een gemeentelijk park dat één aaneengesloten geheel vormt, en dat toegankelijk en zichtbaar is voor het publiek ; dat de groene ruimte die zowel in het BBP als in het GBP opgenomen is, niet zichtbaar zou zijn indien ze op die manier zou moeten worden gerealiseerd, en zelfs zou kunnen worden beschouwd als privaat voor de gebouwen die zich aan de locatie bevinden ;

Overwegende eveneens dat bij de vastgestelde stedenbouwkundige voorschriften, voornamelijk voor het gedeelte langs de Scheutboschlaan, geen rekening meer wordt gehouden met de huidige stedenbouwkundige ontwikkeling in de wijk ; dat voor de constructies die in het BBP 6D-mod vastgelegd zijn, niet op een correcte manier rekening wordt gehouden met de bouwprofielen van de wijk (die op deze plaats minder imposant zijn dan in de Edmond Machtenslaan) en niet leiden tot inachtneming van de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening ; dat de plaatsing ervan eveneens een impact heeft op de bezonning van de constructies die zich in de Scheutboschlaan bevinden ; dat bijgevolg de plaatsing van de constructies en de bouwprofielen dient te worden herzien, zodat ze beter geïntegreerd worden. »

Overwegende dat de vastgelegde stedenbouwkundige doelstellingen niet meer actueel zijn, in termen van woningen en voorzieningen die noodzakelijk zijn op het grondgebied van de gemeente, in antwoord op de demografische boom zoals die in het hele Brussels gewest gekend is ;

Overwegende tevens dat de principes van realisatie van de groene ruimte eveneens

geëvolueerd zijn wat betreft de sociale controle, het onderhoud van de groene zones en het pedagogisch aspect dat men er kan aan toevoegen ;

Overwegende derhalve dat de oorspronkelijke opdracht van het studiebureau moet worden herzien, en dat een nieuw ontwerp van BBP moet worden uitgewerkt, dit binnen nieuwe termijnen, waarbij rekening wordt gehouden met de bijgewerkte imperatieven ;

Overwegende ten slotte dat er een gecoördineerd programma voor wijziging van het BBP 6D in het vooruitzicht werd gesteld, waarin de voornaamste functies worden opgesomd; dat op de locatie prioritair de functies moeten worden opgenomen die al bij de vorige versie gepland zijn, namelijk een gebouw met 'privé-'woningen van +/- 12.000m², evenals de uitbreiding van het Home dat zich bevindt in de Schoonslaapsterstraat ; dat op de locatie ook een groene ruimte moet worden behouden, die leidt tot bescherming van de groen- en landschapskwaliteit van het perceel ; dat bij het project - met als onderdeel de studie van het creëren van een groot geheel van bovengrondse woningen, die voldoende groot zijn (minimum 6000 m²) om op die manier een partnerschap gemeente/Gewest te beogen, vervolledigd met een aanvullende functie, zoals een gemeenschapslokaal en een crèche - ook moet worden gelet op de bestemming van de gemeentelijke terreinen.

Overwegende dat deze bijkomende studie een wijziging is in de zin van de artikelen 7 en 8 van de voormelde wet van 24 december 1993 ;

Overwegende dat artikel 7 van het Koninklijk Besluit van 26 september 1996 bepaalt dat, in voorkomend geval, wanneer de aanbestedende overheid eenzijdig de oorspronkelijke opdracht wijzigt, ze aan de aannemer een billijke compensatie dient toe te kennen ;

Overwegende dat deze billijke compensatie kan worden geraamd op 10.120 EUR, exclusief BTW, hetzij 12.240 EUR, inclusief BTW ;

Overwegende dat de beslissing van het College van 24/07/2013 tot heden niet ter kennis aan de Raad werd voorgelegd;

BESLUIT :

Enig artikel :

Kennis te nemen van de beslissing van het College van 24/07/2013.

De Raad keurt het punt goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

31.08.2016/A/0033 **Département Développement Durable et Espaces Publics**
Mobilité - Boxes à vélo - Convention relative aux modalités de la délégation et aux engagements respectifs de l'Agence du stationnement et de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean en matière de réalisation des missions de gestion et d'exploitation des équipements de stationnement vélos de longue durée en voirie et hors voirie.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment son article 117 ;

Vu l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant le volet réglementaire du Plan Régional de Politique de Stationnement ;

Vu l'obtention le 3 juin 2015 du subside FEDER par l'asbl Cyclo en vue de développer un système informatisé de gestion et d'entretien du stationnement vélo sécurisé en voirie et hors voirie ;

Vu la signature d'une convention entre l'Agence et l'asbl Cyclo en vue de mettre à disposition les équipements de stationnement vélos de longue durée en voirie et hors voirie et de définir les missions d'exploitation et de gestion desdits équipements ;

Vu la convention en annexe ;

Considérant que la Commune est propriétaire de 9 boxes à vélos offrant chacun 5 emplacements, dont elle assure la gestion et l'entretien ;

Vu la décision du Collège du 21 décembre 2015 attribuant un marché de livraison et placement de 5 nouveaux boxes à vélo ;

Considérant que d'autres boxes à vélos pourront encore être placés, notamment dans le cadre de réaménagements de voiries ;

Considérant la charge de travail engendrée par la gestion de ces dispositifs par le service de la Mobilité ;

Considérant le coût de l'entretien de ces dispositifs ;

Considérant la faiblesse des recettes, limitées à 20,00€ par an et par emplacement (montant de la redevance), soit 100,00€ par box ;

Considérant que l'Agence régionale du stationnement, en partenariat avec l'asbl Cyclo, propose d'assurer les missions de gestion et d'entretien des boxes à vélos présents et à venir sur le territoire de Molenbeek, sans rétribution de la part de la Commune ;

Considérant toutefois que les recettes reviendront à l'Agence régionale du stationnement ;

Considérant que 5 autres communes bruxelloises sont partenaires du projet, et qu'à terme les autres communes de la Région pourront rejoindre le projet ;

Considérant que l'asbl Cyclo, partenaire du projet, est en mesure de développer un outil professionnel de gestion des boxes à vélo, et que cet outil permettra d'offrir un meilleur service aux utilisateurs ;

Considérant en conséquence que la délégation des missions de gestion et d'entretien des boxes à vélo à l'Agence régionale du stationnement et à l'asbl Cyclo va dans l'intérêt de l'utilisateur comme de la Commune ;

DECIDE:

Article unique :

D'approuver la convention relative aux modalités de la délégation et aux engagements respectifs de l'Agence du stationnement et de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean en matière de réalisation des missions de gestion et d'exploitation des équipements de stationnement vélos de longue durée en voirie et hors voirie.

Le Conseil approuve le point.

29 votants : 29 votes positifs.

Departement Duurzame Ontwikkeling en Openbare Ruimte

Mobiliteit - Fietsboxen - Overeenkomst betreffende de delegatiemodaliteiten en de respectieve verbintenissen van het Parkeeragentschap en van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek inzake de uitvoering van de taken op het vlak van beheers en exploitatie van de fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet, met name het artikel 117 ;

Gelet op de verordening van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het

parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap ;
Gelet op het besluit van 18 juli 2013 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende het reglementaire luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan ;
Gelet op het verkrijgen, op 3 juni 2015, van de FEDER-subsidie door de vzw Cyclo met het oog op het ontwikkelen van een gedigitaliseerd beheerssysteem voor het beheer en onderhoud van de beveiligde fietsparkeervoorzieningen op en buiten de openbare weg ;
Gelet op de ondertekening van de verordening tussen het Agentschap en de vzw Cyclo met het oog de fietsstallingen voor lange duur op en buiten de openbare weg ter beschikking te stellen en de exploitatie opdrachten te definiëren evenals het beheer van de betreffende apparatuur ;
Gelet op de overeenkomst in bijlage ;
Overwegende dat de gemeente eigenaar is van 9 fietsboxen, die elk 5 parkeerplaatsen aanbieden, waarvoor zij het beheer en het onderhoud voorziet ;
Gelet op de College beslissing van 21 december 2015 voor de toewijzing van de markt voor de levering en plaatsing van 5 nieuwe fietsboxen ;
Overwegende dat meerdere fietsboxen geplaatst kunnen worden, met name in het kader van heraanleg van wegen ;
Overwegende de werklast die het beheer van deze fietsboxen voor de dienst Mobiliteit met zich meebrengt ;
Overwegende de onderhoudskosten van deze fietsboxen ;
Overwegende de zwakke inkomsten, gelimiteerd tot 20,00 € per jaar en per parkeerplaats (bedrag van de retributie), hetzij 100,00 € per box ;
Overwegende dat het Parkeeragentschap, in samenwerking met de vzw Cyclo, voorstelt om de opdracht voor het beheer en onderhoud van de huidige evenals toekomstige fietsboxen op het grondgebied van Molenbeek, zonder vergoeding van de gemeente te verzekeren ;
Overwegende het feit de inkomsten naar het Parkeeragentschap zullen gaan ;
Overwegende dat 5 andere Brusselse gemeenten partner in het project zijn, en dat na verloop van tijd de andere Brusselse gemeenten tot dit project kunnen toetreden ;
Overwegende dat de vzw Cyclo, partner in dit project, in staat is om een professionele tool voor het beheer van de fietsboxen te ontwerpen, en dat deze tool aan de gebruikers een betere service zal bieden ;
Daarom overwegende dat de overgave van de beheers- en onderhoudsopdrachten voor de fietsboxen aan het Parkeeragentschap en de vzw Cyclo zowel aan de gebruiker als aan de gemeente voordelen biedt ;

BESLIST :

Enig artikel :

De overeenkomst goed te keuren betreffende de overnamemodaliteiten en de respectievelijke verbintenissen van het Parkeeragentschap en van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek inzake de uitvoering van de taken op het vlak van beheer en exploitatie van de fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg.

De Raad keurt het punt goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

31.08.2016/A/0034 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Enseignement néerlandophone - Règlement scolaire des écoles fondamentales
communales néeländophones - Adaptation.

Le Conseil approuve le point.
29 votants : 29 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Nederlandstalig onderwijs - Schoolreglement van het gemeentelijk Nederlandstalig basisonderwijs - Aanpassing.

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 17 oktober 2002 waarbij hij het schoolreglement van het gemeentelijk Nederlandstalig basisonderwijs goedkeurde;

Gelet op de beraadslagingen van de Gemeenteraad van 18 december 2003,

9 september 2004, 17 februari 2005, 8 september 2005, 1 maart 2007, 25 oktober 2007, 19 februari 2009, 22 oktober 2009, 23 december 2010, 24 augustus 2011, 29 augustus 2012 en 28 augustus 2013 en 24 september 2014 waarbij hij de aanpassingen aan het schoolreglement van het gemeentelijk Nederlandstalig basisonderwijs goedkeurde;

Gelet op het decreet betreffende het inschrijvingsrecht van 25 november 2011;

Gelet op het Besluit van de Vlaamse regering van 12 november 1997 betreffende de controle op de inschrijvingen van leerlingen in het basisonderwijs.

Overwegende de omzendbrief van 5 juni 2012 betreffende het inschrijvingsrecht en de aanmeldingsprocedures in het basisonderwijs;

Gelet op het decreet van 2 april 2004 betreffende de participatie op school en de Vlaamse Onderwijsraad, artikel 21;

Gelet het decreet basisonderwijs van 25 februari 1997 de artikelen 27, 27bis-27quater en art.37

Gelet op het gemeentedecreet van 15 juli 2005, artikelen 42 en 43;

Gelet op de nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, artikel 104 en 119;

Gelet het decreet basisonderwijs van 25 februari 1997 ,afdeling 3bis, artikelen 3-24°+25°, 8, 11ter, 12, 13 §1-2°, 14 , 17 , 18 § 1 , 19 , 20 §2, 21 , 27bis , 31, 32 , 33 , 34 §1-§2-§3-§4 , 37 §2 5°-6°-7°-8°,§3 1°-2°-11°-12°, 37/1, 37/2 §1,37/3 §1-§2-§3 , 37/4 §1-§2-§3 , 37/5 §1-§2 , 37/6 §1-§2 , 53, 55, 57 quater , 37bis §4 3°,§7;

Gelet op het decreet betreffende participatie op school en de Vlaamse Onderwijsraad van 2 april 2004 zoals gewijzigd door het decreet van 4 april 2014 houdende de diverse maatregelen betreffende de rechtspositie van de leerlingen in het basis en secundair onderwijs en betreffende participatie op school;

Overwegende de besprekingen in de schoolteams en het advies van de directies;

Gelet op het overleg in de schoolraad;

Overwegende de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 17 juni 1997 betreffende school veranderen in de loop van het schooljaar;

Overwegende de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 21 december 1998 betreffende het uitreiken van het getuigschrift basisonderwijs;

Overwegende de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 10 augustus 2001 betreffende toelatingsvoorwaarden leerlingen in het gewoon basisonderwijs;

Overwegende de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 8 februari 2002 betreffende informatie bij eerste inschrijving en schoolreglement;

Overwegende de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 16 augustus 2002 betreffende afwezigheden van leerlingen in het basisonderwijs;

Overwegende de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 13 juli 2004 betreffende lokale participatieregeling in het basis-en secundair onderwijs ;

Overwegende de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 22 juni 2007 betreffende kostenbeheersing in het basisonderwijs;

Overwegende de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief 27 april 2009 betreffende de engagementsverklaring in het basisonderwijs;

Overwegende de ministeriële omzendbrief van 15 mei 2014 betreffende screening niveau onderwijstaal, taaltraject en taalbad in het gewoon lager onderwijs;
Overwegende de ministeriële omzendbrief van 15 mei 2014 betreffende preventieve schorsing, tijdelijke en definitieve uitsluiting van leerlingen in het lager onderwijs vanaf 1 september 2014;
Overwegende de ministeriële omzendbrief van 15 mei 2014 betreffende zittenblijven in het basisonderwijs;
Overwegende de ministeriële omzendbrief van 15 mei 2014 betreffende overdracht van leerlinggegevens bij schoolverandering;
Overwegende dat een schoolbestuur voor elk van zijn basisscholen een schoolreglement moet opstellen dat de betrekkingen tussen het schoolbestuur en de ouders en de leerlingen regelt;
Overwegende dat het huidig schoolreglement gewoon basisonderwijs goedgekeurd op datum van 24 september 2014 aan actualisatie toe is;
Gelet op het model van schoolreglement van het Onderwijssecretariaat van de Steden en Gemeenten van de Vlaamse Gemeenschap;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Het bestaande schoolreglement gewoon basisonderwijs goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 24 september 2014 op te heffen.

Artikel 2 :

Het hierbij gevoegde schoolreglement goed te keuren.

Artikel 3 :

Het schoolreglement gewoon basisonderwijs bij elke inschrijving van een leerling en nadien bij elke wijziging, ter beschikking te stellen (op papier of via een elektronische drager) aan de ouders, die voor akkoord ondertekenen.

De Raad keurt het punt goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

31.08.2016/A/0035 **Département Développement Durable et Espaces Publics**
Développement durable - Accord de partenariat dans le cadre d'un dossier de candidature à l'appel à projets régional « Co-create » d'InnovIris.

LE CONSEIL,

Vu le programme régional « Co-create » lancé par InnovIris visant des projets d'innovation sociale dans une dynamique de co-création, réalisés au sein de « living labs » (voir note en annexe) et avec les utilisateurs finaux comme partenaires;

Vu l'association de partenariat entre la Commune de Molenbeek, EcoRes sprl, Energies & Ressources asbl, ULB-BATir et UCL-LAAP en vue de développer un projet de recherche collaboratif et co-créatif visant le réemploi local de déchets-matériaux bois et dénommé WIM (WeCycle In Molenbeek);

Considérant l'opportunité pour la Commune de poursuivre à travers ce projet le développement d'alternatives innovantes impliquant les habitants et acteurs locaux en matière de gestion, de réemploi et de valorisation des ressources locales telles que précédemment initiées dans le cadre de l'Alliance Emploi Environnement/axe Ressources-déchets en partenariat avec Atelier Groot Eiland vzw;

Considérant que ce projet contribuera également à renforcer le projet actuellement mené dans le cadre de l'Agenda 21 local, lequel consiste à développer une plate-forme de collecte et de valorisation des « déchets-ressources bois » sur le territoire communal

;

Considérant que le projet se déroulera au départ du quartier Heyvaert et, en ce sens, participera à la revitalisation du quartier et à l'amélioration des problématiques liées à la gestion des déchets dans ce périmètre et contribuera au projet de recyclerie envisagé dans le Contrat de Quartier Durable Petite Senne;

Vu la décision du Collège du 26 juin 2016 de marquer son accord pour l'introduction d'un dossier de candidature en tant que partenaire principal du projet dans ledit programme régional ;

Vu que ledit dossier de candidature nécessite l'approbation d'un accord de collaboration sous forme de convention de partenariat entre les partenaires du projet;

Vu la supervision du service Affaires juridiques pour la convention proposée aux partenaires par le pilote du projet (EcoRes) ;

DECIDE :

Article 1 :

De prendre connaissance de l'accord de partenariat liant les partenaires en perspective de la réalisation du projet WIM si le dossier de candidature soumis est sélectionné par le jury du programme « Co-create ».

Article 2 :

De Charger la cellule développement durable de la coordination et du suivi du projet.

Le Conseil approuve le point.

29 votants : 29 votes positifs.

Departement Duurzame Ontwikkeling en Openbare Ruimte

Duurzame ontwikkeling - Samenwerkingsovereenkomst in het kader van een projectoproep voor regionale projecten 'Co-create' van InnovIris.

DE RAAD,

Gelet op het regionale programma 'Co-create' gelanceerd door InnovIris en gericht op projecten van sociale innovatie die tot stand komen op basis van co-creatie binnen "living labs" (zie toelichting in bijlage) en met eindgebruikers als partners;

Gelet op de samenwerking tussen de gemeente Molenbeek, EcoRes bvba, Energies & Ressources vzw, ULB-BATir en UCL-LÂAP met als doel een gezamenlijk onderzoekproject te ontwikkelen om lokaal hout-afval te hergebruiken via WIM (WeCycle in Molenbeek);

Overwegende de kans voor de gemeente om via dit project de ontwikkeling van alternatieve innovatie verder te zetten en hiervoor inwoners en lokale actoren te betrekken in het beheer, het hergebruik en de waardering van lokale bronnen zoals eerder geïnitieerd in het kader van de Alliantie Werkgelegenheid-Leefmilieu/Grond-en afvalstoffen in samenwerking met het Atelier Groot Eiland vzw;

Overwegende het feit dat dit project ook zal bijdragen aan het project dat momenteel wordt uitgevoerd in het kader van de 'lokale Agenda 21', zijnde de creatie van een platform om hout-afval te verzamelen en een nieuwe bestemming te bieden op het gemeentelijke grondgebied;

Overwegende dat het project in eerste instantie zal plaatsvinden in de Heyvaert wijk en op die manier zal bijdragen aan de revitalisering van de wijk, aan de verbetering van het afvalbeheer binnen deze perimeter en aan het recyclage-project dat voorzien is in het Duurzaam Wijkcontract 'Kleine Zenne';

Gelet op de beslissing van het College op 26 juni 2016 om akkoord te gaan met de introductie van een dossier tot kandidaatstelling als hoofdpartner in het desbetreffende regionale programma;

Gelet op het feit dat dergelijke dossier tot kandidaatstelling de goedkeuring van een partnerschap tussen de deelnemers in de vorm van een samenwerkingsconvenant tussen de partners vereist;

Gelet op het toezicht van de dienst juridische zaken op het convenant voorgesteld aan partners door de piloot van het project (Écores);

BESLUIT :

Artikel 1 :

Kennis te nemen van de samenwerkingsovereenkomst die alle partners ertoe verbindt om het WIM-project te realiseren, indien het dossier tot kandidaatstelling dat geïntroduceerd werd ook wordt geselecteerd door de jury van het programma 'Co-Create'.

Artikel 2 :

De cel duurzame ontwikkeling verantwoordelijk te stellen voor de coördinatie en de opvolging van het project.

De Raad keurt het punt goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

31.08.2016/A/0036 **Prévention et Vie Sociale**

Evènements - Association des commerçants « Coin perdu » - Octroi d'un subside.

LE CONSEIL,

Vu le règlement relatif à l'octroi de subsides établi par le Conseil communal en séance du 19 avril 1984 et devenu exécutoire le 26 juillet 1984 (cf. lettre du "Ministerie van het Brusselse Gewest" – ref. IV-12-472.04 – 452/84);

Considérant qu'un crédit de € 4.050,00 est inscrit à l'article 7630/332/02 du budget de l'exercice 2016 ;

Considérant que l'association des commerçants « Coin perdu » sollicite une aide financière pour l'organisation de son évènement qui s'est déroulé du 5 au 8 mai 2016;

Considérant que l'intéressé a demandé à la fanfare « Retro-Band » de Molenbeek-Saint-Jean à participer à la fête de quartier ;

DECIDE :

Article 1 :

De liquider le subside suivant :

l'association des commerçants « Coin Perdu » €
600,00

Henri Van Mulder
Rue du Bon Pasteur, 6 bus 4
1080 Bruxelles

Compte: BE23 3101 1120 1391

Article 2 :

De réserver la dépense estimée €600,00 à l'article 7630/332/02 du budget ordinaire de l'exercice 2016

La présente délibération sera transmise aux services de :

- Finances
- Caisse communale

Le Conseil approuve le point.
29 votants : 29 votes positifs.

Preventie en Sociale Leven

Evenementen - Vereniging van de handelaars « Coin Perdu » - Toekenning van een subsidie.

DE RAAD,

Gelet op het reglement betreffende de toekenning van subsidies, dat opgemaakt is door de Gemeenteraad, in zitting van 19 april 1984 en dat uitvoerbaar geworden is op 26 juli 1984 (cf. brief van het "Ministerie van het Brussels Gewest" – ref. IV-12-472.04 – 452/84);

Overwegende dat een krediet van € 4.050,00 ingeschreven is onder artikel 7630/332/02, van de gewone begroting 2016;

Overwegende dat de Vereniging van de Handelaars van de « Coin perdu » een financiële hulp vraagt voor de organisatie van hun evenement die van 5 tot 8 mei 2016 plaatsgehad heeft;

Overwegende dat de betrokkene de deelname van de fanfare « Retro-Band » van Sint-Jans-Molenbeek gevraagd heeft aan het wijkfeest;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Om een subsidie van €600,00 toe te kennen aan :

Vereniging van de Handelaars “Coin Perdu”
€600,00

Henri Van

Mulder

Goede Heerderstraat , 6 bus 4
1080 Brussel

Rekening: BE23 3101 1120 1391

Artikel 2 :

De uitgave van €600,00 in te schrijven onder artikel 7630/332/02 van de gewone begroting 2016.

De onderhavige beraadslaging zal worden overgemaakt aan de volgende diensten:
Dienst Boekhouding,
Dienst Gemeentekas.

De Raad keurt het punt goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

31.08.2016/A/0037 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Sports - Octroi d'un subside à l'asbl « Vision Solidaire ».

LE CONSEIL,

Considérant que cette association a pour missions le développement et la promotion de l'inclusion par le sport ;

Considérant que l'asbl vise à renforcer la construction identitaire des jeunes Bruxellois ;

Considérant que, depuis 10 ans, cette structure a pour objectifs de faciliter l'insertion

sociale, culturelle et économique des jeunes Bruxellois ainsi que de combattre le désœuvrement qui les affecte ;
Considérant que « Vision Solidaire » transmet des valeurs de paix, de tolérance, de respect d'autrui et de fraternité ;
Considérant que cette asbl encourage un public fragilisé socialement et économiquement à s'adonner aux sports de self-defense, sans aucune distinction de race, de culture, de religion ou de genre ;
Considérant qu'elle vise à développer les relations interindividuelles et culturelles lors d'évènements sportifs internationaux ;
Considérant que cette asbl souhaite co-organiser le 16 juillet prochain, un gala pugilistique, en plein air, place communale, en collaboration avec l'asbl L.E.S. ;
Considérant que des initiations gratuites aux arts martiaux et sports de self-defense seront aussi organisées pour le public ce jour-là et animées par des associations molenbeekoises ;
Considérant que les objectifs de cet événement sont de promouvoir le sport pour tous ainsi que l'image de la commune de Molenbeek-Saint-Jean ;
Considérant l'impact médiatique positif attendu ;
Considérant ce matraquage médiatique, néfaste à la bonne réputation de la Commune depuis les attentats du 13 novembre 2015 à Paris ;
Considérant qu'il convient de rehausser son image ;
Considérant qu'associer la commune de Molenbeek-Saint-Jean à un tel évènement produira un effet positif remarquable sur son image ;
Considérant qu'il convient d'encourager cette association dans sa démarche citoyenne et sportive ;
Considérant les crédits disponibles à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours ;

DECIDE :

Article 1 :

D'accorder un subside d'un montant de 1500,00 EUR à l'asbl Vision Solidaire (n° 835.024.005), sise Rue François Vekemans, 167 à 1120 Bruxelles, pour l'aider à organiser son évènement, le 16 juillet 2016 ;

Article 2 :

De réserver la dépense à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours et de verser le montant sur le n° de compte : BE36 0016 3968 6481 de l'association.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

29 votants : 29 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Sport - Toekenning van een subsidie aan de vzw "Vision Solidaire".

DE RAAD,

Overwegende dat deze vereniging als missie heeft insluiting te ontwikkelen en te promoten via de sport;
Overwegende dat de vzw de identiteitsbepaling van de jonge Brusselaars wil versterken;

Overwegende dat, sinds 10 jaar, deze structuur als doelstellingen heeft om de sociale, culturele en economische inschakeling van de jonge Brusselaars te vergemakkelijken alsook de ledigheid die hen beïnvloedt te bestrijden;

Overwegende dat "Vision Solidaire" waarden van vrede, verdraagzaamheid, respect voor de andere en broederschap overbrengt;

Overwegende dat deze vzw een sociaal en economisch verzwakt publiek aanmoedigt om zich te wijden aan de zelfverdediging, met geen enkel onderscheid in ras, cultuur, godsdienst of geslacht;

Overwegende dat ze wenst de intermenselijke en culturele relaties te ontwikkelen bij internationale sportevenementen;

Overwegende dat deze vzw op 16 juli aanstaande een bokswedstrijd wenst mee te organiseren, in de open lucht, op de Gemeentepplaats, in samenwerking met de vzw BSU;

Overwegende dat er op die dag eveneens gratis initiaties van vechtsporten en zelfverdediging voor het publiek zullen georganiseerd worden, begeleid door Molenbeekse verenigingen;

Overwegende dat de doelstellingen van dit evenement zijn het promoten van de sport voor iedereen alsook het imago van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende de verwachte positieve media-aandacht;

Overwegende de mediadrukke, nefast voor de goede reputatie van de Gemeente, sinds de aanslagen van 13 november 2015 in Parijs;

Overwegende dat dit imago dient verbeterd te worden;

Overwegende dat het associëren van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek aan dergelijk evenement een aanzienlijk positief effect zal hebben op haar imago;

Overwegende dat het past deze vereniging aan te moedigen in haar burgerlijke en sportieve ondernemingen;

Overwegende de beschikbare kredieten op het artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar;

BESLIST :

Artikel 1 :

Een subsidie van een bedrag van 1500,00 EUR toe te kennen aan de vzw Vision Solidaire (nr. 835.024.005), gelegen François Vekemansstraat 167 te 1120 Brussel, om deze te helpen bij de organisatie van haar evenement op 16 juli 2016;

Artikel 2 :

De uitgave te reserveren op het artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar en het bedrag te storten op het rekeningnummer: BE36 0016 3968 6481 van de vereniging.

Deze beslissing moet worden overgemaakt aan de toezichthoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

31.08.2016/A/0038 **Département Services généraux et Démographie**
Economie - Classes moyennes - Emploi - Octroi d'un subside à l'a.s.b.l. TYN
(Talented Youth Network).

LE CONSEIL,

Vu le règlement relatif à l'octroi de subsides communaux arrêté par le Conseil

communal en séance du 19 avril 1984 ;

Vu le courrier du 17 mai 2016 de l'association « TYN-Talented Youth Network », située rue du Ruisseau, 17 à Molenbeek-Saint-Jean, concernant une demande d'aide financière pour le projet TYN Academy;

Considérant que l'association TYN a pour objectifs de :

- Conseiller les jeunes en termes d'orientations académiques et professionnelles en valorisant leurs talents ;
- Créer des synergies entre les différentes structures et acteurs en contact avec les jeunes ;
- Etablir une structure de formation à l'adresse des jeunes et des acteurs impliqués dans leur épanouissement;

Considérant que l'activité proposée aux 12 personnes sélectionnées consistera en une plateforme d'apprentissage dédiée aux jeunes incluant des demandeurs d'emploi autour de la notion d'entrepreneuriat social;

Considérant que l'objectif de cette activité est de développer l'implication citoyenne des jeunes et des demandeurs d'emploi dans la société à travers une formation qui a pour but de leur fournir des savoirs, des savoir-faire et des savoir-être nécessaires pour mener n'importe quelle action et notamment déterminer une orientation professionnelle;

Considérant que la seconde plateforme d'apprentissage se déroulera de septembre 2016 à mai 2017;

Considérant que le coût total pour l'organisation de cette activité s'élève à €19.300;

Considérant que le service Economie-classes moyennes-emploi peut soutenir le projet TYN Academy à hauteur de €1.500 ;

Considérant que ce subside sera liquidé sur le compte bancaire IBAN BE 71 3631 2953 6769 de l'association «TYN-Talented Youth Network » ;

Considérant les crédits disponibles à l'article budgétaire 8510/332/02 de l'exercice en cours.

DECIDE :

Article 1 :

D'accorder un subside d'un montant de €1.500 à l'association «TYN-Talented Youth Network » située rue du Ruisseau, 17 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean;

Article 2 :

D'engager la dépense de €1.500 et de l'imputer à l'article budgétaire 8510/332/02 de l'exercice en cours et de verser le montant sur le compte bancaire IBAN BE 71 3631 2953 6769 de l'association «TYN-Talented Youth Network », numéro d'entreprise 0537.696.734 ;

Article 3 :

De charger le service Emploi de prendre les dispositions requises à cet effet.

Le Conseil approuve le point.

29 votants : 29 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie

Economie - Middenstand - Tewerkstelling - Toekenning van een subsidie aan de vzw TYN (Talented Youth Network).

DE RAAD,

Gelet op het reglement betreffende de toekenning van gemeentelijke subsidies aangenomen door de Gemeenteraad in zitting van 19 april 1984;

Gelet op het schrijven van 17 mei 2016 van de vereniging "TYN-Talented Youth Network" gelegen Beekstraat 17 te Sint-Jans-Molenbeek, betreffende een aanvraag

voor financiële hulp voor het project TYN Academy;

Overwegende dat de vereniging TYN als doelstellingen heeft:

- Raadgeven aan jongeren betreffende academische en professionele oriëntaties die hun talenten in de verf zetten;
- Creëren van synergiën tussen de verschillende structuren en actoren in contact met jongeren;
- Vastleggen van een opleidingsstructuur gericht aan jongeren en de actoren betrokken bij hun ontplooiing;

Overwegende dat de activiteit voorgesteld aan 12 geselecteerde personen bestaat uit een leerplatform gewijd aan jongeren waaronder werkzoekenden, dat gaat over het begrip sociaal ondernemerschap;

Overwegende dat de doelstelling van deze activiteit is om de burgerlijke betrokkenheid van de jongeren en werkzoekenden in de maatschappij te ontwikkelen via een opleiding die bedoeld is om hen de nodige kennis, knowhow en welgemanierdheid bij te brengen om ongeacht welke handeling te kunnen uitvoeren en vooral om een professionele oriëntatie te kiezen;

Overwegende dat het tweede leerplatform van september 2016 tot mei 2017 plaatsvindt;

Overwegende dat de totale kostprijs voor de organisatie van deze activiteit €19.300 bedraagt;

Overwegende dat de dienst Economie-middenstand-tewerkstelling dit project TYN Academy kan steunen voor een bedrag van €1.500;

Overwegende dat deze subsidie zal betaald worden op de bankrekening IBAN BE 71 3631 2953 6769 van de vereniging "TYN-Talented Youth Network";

Overwegende de beschikbare kredieten op het artikel 8510/332/02 van het lopende dienstjaar;

BESLIST :

Artikel 1 :

Een subsidie toe te kennen van een bedrag van €1.500 aan de vereniging "TYN-Talented Youth Network" gelegen Beekstraat 17 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek;

Artikel 2 :

De uitgave van €1.500 vast te leggen en deze aan te rekenen op het artikel 8510/332/02 van het lopende dienstjaar en het bedrag te storten op de IBAN- BE 71 3631 2953 6769 bankrekening van de vereniging "TYN-Talented Youth Network", met ondernemingsnummer 0537.696.734;

Artikel 3 :

De dienst Tewerkstelling te belasten om de vereiste beschikkingen hiervoor te treffen.

De Raad keurt het punt goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

31.08.2016/A/0039 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Jeunesse - Subside exceptionnel - asbl Racont'Art - Projet atelier S'l'âme.

LE CONSEIL,

Vu le courriel du 10 mai 2016 de Mme Emma Ryer, une habitante de la rue de Courtrai, concernant une demande de subside pour son atelier d'écriture/déclamation S'l'âme;

Considérant que l'atelier proposé aux enfants du quartier consiste en la réalisation d'un autoportrait poétique;

Considérant que la maison de quartier Quatre-Vents participe au projet en accueillant l'atelier dans ces locaux;

Considérant qu'un subside de 500,00 EUR pourrait être octroyé pour financer en partie les frais de prestations de Mme Emma Ryer;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article budgétaire 7610/332/02 de l'exercice 2016;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins.

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver l'octroi d'un subside de 500,00 EUR à l'asbl Racont'Art située 88 rue Basse à 1180 Bruxelles, titulaire du compte bancaire BE78 0017 8613 7586, dont le numéro d'entreprise est le 0862.371.966, pour le projet S'l'âme;

Article 2 :

De réserver la somme de 500,00 EUR à l'article budgétaire 7610/332/02 de l'exercice 2016.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

29 votants : 29 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd

Jeugd - Toekenning van een buitengewone subsidie "asbl Racont'Art" - Project workshop S'l'âme.

DE RAAD,

Gelet op de mail van 10 mei 2016 van Mevr. Emma Ryer, een inwonster van de Kortrijkstraat, betreffende een subsidieaanvraag voor een workshop van schrijven/voordracht S'l'âme;

Overwegende dat de workshop voorgesteld aan de kinderen uit de wijk bestaat uit de realisatie van een poëtisch zelfportret;

Overwegende dat het buurthuis "Quatre-Vents" deelneemt aan het project door de workshop in zijn lokalen te laten doorgaan;

Overwegende dat een subsidie van 500,00 EUR kan toegekend worden om de prestatiekosten van Mevr. Emma Ryer gedeeltelijk te financieren;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn op het artikel 7610/332/02 van het dienstjaar 2016;

Op voorstel van het college van de Burgemeester en de schepenen.

BESLUIT :

Artikel 1 :

De toekenning goed te keuren van een subsidie van 500,00 EUR aan "asbl Racont'Art", gelegen 88 Diepestraat te 1180 Brussel, houder van de bankrekening met nr. BE78 0017 8613 7586, met ondernemingsnummer 0862.371.966 voor het project S'l'âme;

Artikel 2 :

Het bedrag van 500,00 EUR te verrekenen op begrotingsartikel 7610/332/02 van het

dienstjaar 2016.

Deze beslissing moet overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden aan de Toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het punt goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

31.08.2016/A/0040 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Propriétés communales - Subvention communale accordée aux associations actives sur la Commune de Molenbeek-Saint-Jean en matière de logement - Exercice 2016 - a.s.b.l. Maison de Quartier Bonnevie.

LE CONSEIL,

Considérant que la Commune a réservé au budget ordinaire de l'exercice 2016 un montant de 18.000,00 EUR en vue de soutenir les associations actives sur son territoire en matière de logement ;

Vu la demande de subside introduite auprès de la Commune par :

L'a.s.b.l. Maison de Quartier Bonnevie

Objet : demande de soutien financier de l'asbl pour assurer une bonne promotion au film « Le parti du rêve de logement »

Subside demandé : 4.604,00 EUR

Analyse de la demande : il s'agit d'un film réalisé et coconstruit par le cinéaste Peter Snowdon et les membres du groupe Alarm. Il est produit par la Maison de quartier Bonnevie et le Centre vidéo de Bruxelles. Dans ce film de fiction, plusieurs personnages se croisent. Certains d'entre eux rencontrent d'énormes problèmes dans leur recherche de logement. Au fil de leurs mésaventures et de leurs rencontres, ils décident de prendre la démocratie au sérieux en créant un parti politique dans lequel ils défendront leurs propres solutions. Par le biais de la fiction et de l'humour, les comédiens souhaitent sensibiliser l'opinion publique à la question du mal logement à Bruxelles. Ce film met en valeur la mobilisation de Molenbeekois (de tous âges et de toutes nationalités) qui défendent le droit au logement pour tous. Aujourd'hui, le film se trouve en phase de post-production. L'asbl Bonnevie est en recherche de financement pour assurer une bonne promotion au film ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 9220/332/02 du budget ordinaire de l'exercice 2016 ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 18.07.2016 ;

DECIDE :

Article 1:

D'allouer une somme de 4.604,00 EUR à l'asbl Maison de quartier Bonnevie dans le cadre de sa demande de soutien financier pour assurer une bonne promotion au film « Le parti du rêve de logement » qui met en valeur la mobilisation de Molenbeekois (de tous âges et de toutes nationalités) qui défendent le droit au logement pour tous et de verser la somme sur le compte bancaire n°BE34 0010 5585 4090 de l'association ;

Article 2:

De réserver la dépense à l'article 9220/332/02 du budget ordinaire de l'exercice 2016.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.
29 votants : 29 votes positifs.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Gemeentelijke eigendommen - Gemeentelijke subsidie toegekend aan verenigingen actief op de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek inzake huisvesting - Dienstjaar 2016 - vzw Buurthuis Bonnevie.

DE RAAD,

Overwegende dat de Gemeente een bedrag van 18.000,00 EUR gereserveerd heeft op de gewone begroting van het dienstjaar 2016 voor de ondersteuning van verenigingen actief op haar grondgebied inzake huisvesting;

Gelet op de subsidieaanvraag ingediend bij de Gemeente door:

De vzw Buurthuis Bonnevie

Betreft: aanvraag voor financiële steun aan de vzw om een goede promotie naar de film "Le parti du rêve de logement" te verzekeren.

Gevraagde subsidie: 4.604,00 EUR

Analyse van de aanvraag: het is een film geregisseerd en mede-gebouwd door filmmaker Peter Snowdon en leden van de groep Alarm. Het wordt geproduceerd door de Buurthuis Bonnevie en het Brussels Video Center. In deze speelfilm, kruisen verschillende personages. Sommigen van hen zijn geconfronteerd met enorme problemen in het zoeken van een huis. Door hun negatieve ervaringen en hun vergaderingen, besluiten ze om de democratie serieus te nemen door het creëren van een politieke partij waarin ze hun eigen oplossingen verdedigen. Door middel van fictie en humor, willen de acteurs het publiek met het probleem van de slechte huisvesting in Brussel sensibiliseren. Deze film belicht de mobilisatie van de bewoners van Molenbeek (van alle leeftijden en alle nationaliteiten), die het recht om huisvesting voor iedereen verdedigen. De film is nu in post-productie fase. De vzw Bonnevie is op zoek naar financiering om een goede promotie naar de film te verzekeren;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn op het artikel 9220/332/02 van de gewone begroting van het dienstjaar 2016;

Gelet op artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 18.07.2016;

BESLIST:

Artikel 1:

Een bedrag van 4.604,00 EUR toe te kennen aan vzw Buurthuis Bonnevie in het kader van haar aanvraag van financiële steun om een goede promotie te verzekeren naar de film "Le parti du rêve de logement" die belicht de mobilisatie van de bewoners van Molenbeek (van alle leeftijden en alle nationaliteiten), die het recht om huisvesting voor iedereen verdedigen en het bedrag te storten op het rekeningnummer BE34 0010 5585 4090 van de vereniging.

Artikel 2:

De uitgave te reserveren op het artikel 9220/332/02 van de gewone begroting van het dienstjaar 2016.

Deze beslissing moet overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels

Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden aan de Toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het punt goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Hassan Ouassari entre en séance / treedt in zitting

31.08.2016/A/0041 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Ait Jeddig, Conseiller communal ISLAM, relative à l'Aid El Kebir 2016.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation déposée par Monsieur Ait Jeddig, dont le texte suit :

Suite au boycott de l'aïd de l'année dernière par la communauté musulmane dû à l'interdiction d'abattre son mouton sans étourdissement dans les abattoirs provisoires en Flandre et en Wallonie, une réorganisation de la fête s'imposait selon la Région de Bruxelles Capitale. Initialement, l'installation de quatre abattoirs temporaires était prévue sur les communes habituelles Anderlecht, B-V, Schaerbeek et Molenbeek pour cette année. Mais finalement un seul sera installé sur le territoire de B-V sur le site du marché matinal d'une capacité de 3000 moutons sur trois jours respectant la législation européenne et conformément aux normes de l'AFSCA (Agence Fédérale pour la Sécurité de la Chaîne Alimentaire). Les communes citées plus haut se chargeront de réceptionner et de distribuer les carcasses aux citoyens musulmans inscrits et disposant d'un numéro d'abattage qui leur seront attribués via le site internet Beltrance. Le transport d'animaux vivants vers l'abattoir sera interdit, c'est une société qui s'en chargera (société ITC) et selon les autorités la police y veillera particulièrement. A noté que ce site sera interdit d'accès au public et que seuls les lieux de distributions désignés par les communes seront ouverts, un peu comme dans des salles d'attente, pour la récupération des carcasses.

Rappelons que cette mesure d'interdiction avait été prise pour répondre à une directive européenne de 2009 qui dit que l'abattage sans étourdissement ne peut se faire que dans des abattoirs reconnus, et pourtant cette directive laissait l'autonomie de décision aux états membres qui pouvaient prendre des décisions en accord avec leur propre législation et dans le respect du bien-être animal.

Rappelons également que l'abattage privé pour consommation personnelle de mouton, de chèvre, ou d'autres animaux de même gabarie est permis. Seul l'abattage rituel à domicile de ces animaux a été interdit par nos autorités politiques. La raison invoquée pour interdire l'abattage rituel à domicile est que celui-ci comporte une série d'actes spécifiques qui doivent se faire dans un abattoir agréé. Encore faut-il en trouver un sur notre territoire. De même que le transport est permis sous certaines conditions.

J'ai consulté les sites des communes qui procèdent à l'inscriptions des candidats désireux de faire le sacrifice, toute l'information était disponible, en temps et en heure sur les sites internet des communes d'Anderlecht, de Schaerbeek, de Bruxelles-Ville et sur le site de notre commune rien pendant tout le mois d'Août alors que notre commune doit procéder aux inscriptions pour les habitants voulant faire le sacrifice des cinq communes de la zone de police. Pourquoi l'info n'était pas disponible sur le site internet en temps et en heure ?

Pourquoi ce retard dans la communication de la procédure d'inscription aux familles de notre commune?

*Quelles tranches horaires seront réservées aux habitants de notre commune ?
Je voudrais savoir le nombre d'inscriptions réservées aux familles de notre commune et le nombre total d'inscriptions réservées aux habitants pouvant s'inscrire via notre commune ?
Site communal de livraison ? Le lieu d'implantation et comment sera-t-il réorganisé ?
Evaluation de l'organisation de l'abattage rituel dans notre commune en 2015 ?
Pouvez-vous me donner des comparaisons chiffrées par rapport aux années antérieures à 2015 ?
Quel est l'Impact sur le budget communal de cette réorganisation ? Des subsides seront-ils octroyés cette année pour l'organisation de la fête à notre commune comme cela été le cas auparavant ?
D'un point de vue économique. Les commerçants se plaignent de la chute de leurs chiffres d'affaires depuis les événements malheureux de novembre et de mars. Ne pensez-vous pas que le fait de mettre les conditions en place pour la bonne réalisation de la fête du sacrifice, que cela ne peut être que bénéfique pour l'augmentation de l'activité de nos commerces et également un excellent attrait touristique ?
Pouvez-vous nous donner une estimation de l'impact économique de la fête de l'Aïd sur notre commune ?
Pouvez-vous nous donner des renseignements sur l'équipe professionnelle qui se chargera des abattages ?
La Sélection des sacrificateurs se fera-t-elles en collaboration avec l'exécutif des musulmans de Belgique ?
Vu la difficulté liée à cette réorganisation de la fête et les réglementations coercitives notamment sur l'interdiction du transport par le particulier de l'animal vivant vers le lieu d'abattage , une seule société a répondu à l'appel d'offre, c'est la société ITC qui se chargera du transport mais aussi de fournir le mouton au musulman si celui-ci ne le commande pas lui-même chez un éleveur.
Pouvez-vous nous donner plus d'informations sur cette société ?
N'y a-t-il pas un risque d'en arriver à un monopole et ainsi de perdre la possibilité d'avoir des prix avantageux ?
Et une perte de liberté pour le citoyen musulman dans les choix de l'éleveur et de l'animal à sacrifier ?
Pourquoi ne pas informer les citoyens de notre commune qu'ils ont la possibilité de faire un abattage à domicile pour une consommation privée ?
Pourquoi dans ce cas ne pas autoriser le citoyen musulman à transporter lui-même son mouton dans le respect du bien-être animal ?
Par rapport aux enfants et l'école, quant sera-t-il pour les élèves qu'avez-vous prévu sachant que le jour de la fête nos écoles communales seront presque vide ?
Pourquoi ne pas déclarer ce jour-là comme un jour de congé pour les élèves ? Ou l'assimiler à une journée pédagogique dans nos écoles communales ?*

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Ait Jeddig,
Gemeenteraadslid ISLAM, betreffende het offerfeest 2016 (Aid El Kebir).

De Raad neemt kennis.

31.08.2016/A/0042 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Ait Jeddig, Conseiller communal ISLAM, relative aux déclarations de Madame Schepmans sur les ondes

radio de Bel RTL.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation déposée par Monsieur Ait Jeddig, dont le texte suit :

Le 18 Août Mme la bourgmestre à la question posée sur l'interdiction du burkini sur nos plages lancée par la N-VA, vous répondez sur les ondes de bel RTL qu'il y a un phénomène qui vous interpelle plus et qui selon vous prend de l'ampleur à Molenbeek : c'est le port du voile par des petites filles musulmanes dans notre commune. Et vous parlez de formatage.

Pouvez-vous préciser votre pensée et justifier vos propos ?

Vous dites également qu'il faut avoir un dialogue avec les autorités religieuses, or en vertu des séparations des pouvoirs, vous devez respectez leur autonomie. Peut-on savoir qu'est ce que vous comptez leur dire et comment voulez-vous qu'ils transmettent votre inquiétude et votre demande à nos petites filles et ou à leurs parents ?

Dans la foulée des arrêtés d'interdiction prononcés par quelques maires intolérants en France, ne craignez-vous pas de relancer une nouvelle polémique et d'accentuer par de tels propos la stigmatisation des citoyens musulmans de notre commune et des autres communes par ricochet ?

Et pour conclure, pourriez-vous nous dire qu'elle est votre conception de la diversité culturelle?

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Ait Jeddig,

Gemeenteraadslid ISLAM, betreffende de verklaringen van Mevrouw Schepmans op Bel RTL radio.

De Raad neemt kennis.

Levée de la séance à 23:45
Opheffing van de zitting om 23:45

Le Secrétaire adjoint,
De Adjunct-secretaris,

Le Président du Conseil,
De Voorzitter van de Raad,

Gilbert Hildgen

Michel Eylenbosch